



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 20 décembre 2017**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Monsieur le Président

Mademoiselle Bodkin va procéder à l'appel.

Maud Bodkin procède à l'appel.

Maud BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle Bodkin. Le quorum est largement atteint. Nous pouvons valablement délibérer.

AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

L'ordre du jour qui a été envoyé comporte 85 affaires. Je vous propose de le modifier et d'en ajouter deux nouvelles : un vœu relatif aux subventions envoyées à l'Opéra orchestre national de Montpellier, que je vous présenterai en début de séance, et une affaire relative à l'attribution de subventions à la manifestation dans le cadre du fonds d'aide à l'organisation de congrès qui sera présentée en dernier point de l'ordre du jour. Qui demande la parole sur la modification de l'ordre du jour ?

Je mets aux voix l'ordre du jour ainsi modifié qui passe de 85 à 87 affaires. Qui est contre ?

René REVOL

Monsieur le Président.

Monsieur le Président

M. Revol.

René REVOL

Au mois de juillet, je vous avais demandé, ainsi que d'autres collègues, quand viendrait à l'ordre du jour de notre Assemblée la nouvelle formulation des PIC (Projets d'intérêt communautaire) qui viennent en soutien aux activités des communes. Ce n'est pas une somme négligeable puisqu'il s'agit d'1,5 M d'€. Fin juillet, on nous avait dit que cela serait traité en septembre. On arrive à la fin de l'année et on ne voit pas cette affaire venir. Quand le mettrons-nous dans nos débats ?

Monsieur le Président

Je vous rappelle, Monsieur le Maire de Grabels, que les PIC ont été annulés à l'unanimité des 31 Maires de la Métropole qui ont consenti à ne plus procéder de la sorte. Pourquoi ? Parce que dans un passé récent, les subventions étaient attribuées, d'après les témoignages que j'ai recueillis auprès de certains de nos collègues Maires de la Métropole, un peu à la tête du client.

René REVOL (Hors micro)

J'en sais quelque chose.

Monsieur le Président

Donc, vous êtes d'accord avec moi. C'est pour cela que je vous ai proposé de revenir à des fonctionnements qui sont beaucoup plus rationnels. Tous les Maires des communes ont été d'accord. Pour montrer ma bonne volonté, en tant que Maire de Montpellier, j'ai accepté de répartir sur les trente autres communes la somme qui devait être attribuée à ma Ville. Je suis heureux que vous me posiez la question parce que je n'avais jamais eu l'occasion de le dire en séance publique. C'est chose faite.

Je vous ai dit, ensuite, que nous proposerions un fonctionnement plus rationnel qui permette aux Maires avec l'aide de la Métropole de subvenir à certains projets d'intérêt communal. C'est ce que nous allons faire. À ce jour, le règlement n'est pas encore mûr et lorsqu'il le sera, nous le proposerons en Conférence des Maires

comme c'est notre habitude.

René REVOL

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Merci. Oui Monsieur Moure.

Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Président, par rapport aux propos qui viennent d'être tenus et sans du tout vouloir polémiquer, vous me permettrez de dire que je m'inscris en faux sur le « donner à la tête du client ». Les PIC ont correspondu à une période qui se situait dans un cadre général qui concernait à la fois l'Agglomération et les demandes argumentées et bien montées en forme de projet par les différentes collectivités. Je ne saurais cautionner ce genre de propos qui est un peu léger par rapport au sérieux de la gestion d'un responsable de Métropole ou d'une Agglomération quel qu'il soit.

Monsieur le Président

Monsieur Moure, j'ai bien entendu ce que vous disiez. Je suis presque enclin à vous croire mais ce n'est pas moi qui l'ai dit, ce sont les Maires.

Jean-Pierre MOURE

Vous vous exprimez en tant que Président. Je suis l'ancien Président qui peut indirectement être visé par le propos que vous tenez. Je tiens à vous dire que c'est complètement farfelu en termes de déclaration. Si tant est que les Maires ont eu l'occasion de dire ça et si ce sont d'anciens Maires, je trouve que c'est un peu fort de café. C'est vrai que le contournement est à géométrie variable.

Monsieur le Président

M. Revol a tout à fait acquiescé à ce que j'ai dit. Ce n'est pas moi qui l'ai inventé.

Jean-Pierre MOURE

Propos hors micro (...) n'était pas autant ou fonctionnait sous l'angle des PIC élaborés de la manière qui correspondait aux différentes programmations. Et, il y avait peut-être des opportunités qui faisaient que... Globalement, du temps de ma gestion et des dix ans de ma vice-présidence, on n'a jamais traité les PIC par-dessus la bretelle ou l'épaule comme cela a pu être évoqué.

Je trouve cela un peu fort de balancer des anathèmes quand ils ne correspondent pas à la réalité. Que je sache, les PIC qui ont été mis en place dans la quasi-totalité des collectivités à l'époque où j'en avais la responsabilité, étaient des opérations qui correspondaient parfaitement à l'intérêt général sollicité par les Maires concernés.

Monsieur le Président

Donc, j'ai dû rêver. Les Maires ne m'ont jamais dit ça. Oui, Monsieur Revol.

René REVOL

Pour éviter de polémiquer sur cette question, personnellement, depuis 2008, je défends dans cette assemblée l'idée qu'à la place des projets communautaires il fallait mettre en place des dotations de solidarité aux communes sur la base de critères qui seraient définis de manière collective et qui à partir de là, rendraient totalement transparente l'attribution de ces PIC.

Je ne veux pas polémiquer sur ce qui s'est passé mais je constate simplement que la Ville de Grabels, entre 2008 et 2014, a touché 6 000 € – soit 1 000 € par an – sur un total d'1,5 M d'€ par année. Ça ne fait pas beaucoup. J'ai pris acte de ça et c'est pour cela, qu'à l'époque, je m'étais exprimé sur le sujet.

Je pense qu'aujourd'hui nous pourrions avancer collectivement dans cette Assemblée pour aller vers un mécanisme identique à celui d'une dotation de solidarité fondé sur des critères qui permettent à tout le monde de décider collectivement d'aider ceux qui en ont le plus besoin et moins ceux qui en ont moins besoin sur la base de ces critères objectifs.

Monsieur le Président

Écoutez, nous n'allons pas refaire les élections de 2014.

Propos hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Nous n'allons pas refaire l'histoire alors. Du passé, chers amis, faisons table rase. Abordons en confiance l'année 2018. Je vous propose donc l'ordre du jour ainsi modifié passant de 85 à 87 affaires.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour ainsi modifié est adopté à l'unanimité des votants.

AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DES PROCÈS-VERBAUX DU 25/11/17 ET DU 27/11/17

Monsieur le Président

Vous avez pris connaissance de ces procès-verbaux. Avez-vous des modifications à apporter à leur rédaction ? Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, les procès-verbaux sont adoptés à l'unanimité des votants et une abstention.

AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Monsieur le Président

Vous avez également pris acte de la synthèse des décisions prises depuis la dernière séance. Il n'y a pas de demande d'intervention ?

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE SUPPLÉMENTAIRE – AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION - VŒU RELATIF À LA RÉDUCTION DES SUBVENTIONS DE LA RÉGION À L'OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER OCCITANIE (OONMO) – APPROBATION

Monsieur le Président

Je vous propose de passer au vœu que je vais vous lire intégralement. Il s'agit du vœu relatif à la réduction des subventions de la Région à l'Opéra orchestre national de Montpellier Occitanie.

Lors de la réunion du 15 décembre 2017, le conseil d'administration de l'Opéra orchestre national de Montpellier Occitanie, constitué des représentants de l'État, de la Région, de la Métropole et de la Ville, a permis de constater l'amélioration de la situation de cette institution tant du point de vue artistique et culturel que social et financier.

L'Opéra orchestre est engagé depuis 2015 dans un plan de redressement qui s'achèvera au 31 décembre 2018. Outre un nouveau projet artistique et culturel qui se met en place et trouve un public de plus en plus nombreux et un nouveau climat social apaisé qui s'est instauré avec le bouclage de la négociation des accords d'entreprise intervenue ce mois-ci, le plan de redressement repose sur une maîtrise des dépenses avec notamment un plan de départs volontaires de 33 personnes qui courent jusqu'en décembre 2018 et une stimulation des recettes avec une hausse des tarifs ciblée et la relance du mécénat.

Une des conditions de réussite de ce plan est la solidarité financière des partenaires publics jusqu'à son terme soit le 31 décembre 2018. Ce point a été approuvé par l'ensemble des partenaires lors du lancement du plan en 2015 et réitéré régulièrement en conseil d'administration (déclarations, signatures, engagements).

Aussi, le Conseil de Métropole s'inquiète des annonces faites lors du conseil d'administration du 15 décembre dernier. Outre le Département qui n'est plus présent au conseil d'administration et qui a baissé sa participation fléchée sur Opéra junior de 40 % entre 2014 et 2017, l'État a évoqué une réserve nationale de précaution de 3 % soit 96 000 € sur 2018 ainsi qu'une perte nette de 26 000 € sur les actions pédagogiques. Mais surtout, la Région Occitanie a indiqué qu'elle prévoyait dans ses perspectives budgétaires une baisse de 5 % de l'aide à l'Orchestre en 2018 soit 200 000 €. Il s'agirait d'une baisse générale de 5 à 7 % des subventions culturelles de la Région exercée sur toutes les subventions culturelles en 2017 et qui aurait été différée à 2018 pour l'Opéra orchestre.

Pour mémoire, depuis 2010, l'Opéra orchestre a perdu 2,5 M d'€ de subventions publiques principalement à

cause du désengagement brutal de la Région de 5 M d'€ sous la présidence de Christian Bourquin en 2013.

Aussi, le Conseil de Métropole demande à l'ensemble des participants de l'Opéra orchestre national de Montpellier Occitanie et en particulier à la Région de maintenir l'ensemble des aides apportées annuellement depuis 2015 jusqu'à la fin du plan du redressement et de bâtir ensemble un pacte financier durable et stable pour assurer la viabilité de l'Opéra orchestre national de Montpellier Occitanie à partir de 2019.

Qui demande la parole ? Oui, M. Calvat.

Renaud CALVAT

Monsieur le Président, mes chers collègues, je pense qu'il serait plutôt souhaitable que nous puissions aborder les relations avec nos partenaires institutionnels dans une optique de travail global et pas uniquement sur l'affaire concernant l'Opéra. Il y a quelques jours, j'ai pu lire dans la presse, Monsieur le Président, que vous vous félicitez du fait que la Région allait participer à la construction, à la maternité Grasset, du Conservatoire de Montpellier. Si ma mémoire est bonne et si j'ai bien lu la presse, il s'agissait de 2,4 millions d'€...

Monsieur le Président

Si vous le permettez, du Conservatoire à rayonnement régional.

Renaud CALVAT

Dans ce qui est dit dans la presse, vous avez expliqué – en remerciant la Région – qu'elle n'était pas obligée d'abonder à hauteur d'une somme importante (2,4 M d'€). Je pense qu'il serait plus souhaitable que nous ayons de bonnes relations avec nos partenaires en ayant une vision globale.

Effectivement, c'est peut-être - 200 000 € pour l'Orchestre, mais si cela peut être + 2,4 M d'€ pour le Conservatoire, la Métropole est donc largement bénéficiaire de cette aide de la Région. Donc je m'abstiendrai avec Monsieur le Maire de Clapiers sur cette motion.

Je pense que nous devrions avoir de meilleures relations avec nos partenaires en travaillant avec l'ensemble des différents Vice-Présidents à une gestion globale de la politique culturelle et pas uniquement sur cet aspect-là. Merci Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Monsieur Calvat, j'ai bien entendu votre remarque. Je vous rappelle que nous ne sommes pas du tout sur les mêmes types de financement. Le Conservatoire, c'est une subvention d'investissement. Là, nous sommes sur du fonctionnement. Nous ne sommes pas du tout dans des domaines comparables.

Je comprends et je suis heureux de voir que vous êtes l'avocat de la Région. Je suis très heureux de voir que le Département de l'Hérault, par votre intermédiaire puisque vous êtes Conseiller départemental, devient l'avocat de la Région Occitanie. C'est bien, ça ouvre les yeux à tout le monde. C'est intéressant.

Qui demande la parole ? Monsieur Revol.

René REVOL

Je voterai votre délibération. Elle comporte deux niveaux qui me paraissent intéressants à développer.

Le premier niveau, c'est le fait qu'à l'échelle nationale comme à l'échelle des collectivités, nous assistons à une baisse assez systématique dans le pays des subventions d'ordre culturel. Ce sont les conséquences des décisions budgétaires successives qui ont été prises, y compris la dernière qui prouve que cela va se poursuivre en 2018 puisque le périmètre de l'État, dans le budget qui vient d'être voté, diminue sa surface d'intervention en dépenses de 40 M d'€, tout cela pour pouvoir financer la fin de l'ISF aux plus grandes fortunes.

Ce sont des choix et, au bout du compte, cela se termine par des ajustements et c'est souvent la culture qui est la première à payer la note avant d'autres services. C'est très délicat pour nos collectivités d'agir dans ce cadre. On aura peut-être l'occasion d'en discuter lors de notre propre budget l'année prochaine en décidant de ne pas sacrifier la culture. On en discutera à ce moment-là.

Deuxième point, concernant l'Orchestre, nous avons convenu ici, il y a quelques années, un plan de redressement. Celui-ci est en cours. Dans le cadre de ce redressement qui est en cours – puisqu'au départ, il y avait une situation de dérive et un climat social très tendu –, on voit que les choses sont en train de s'améliorer. Je

suis partisan que, pendant cette période de restructuration et d'accompagnement, les collectivités maintiennent leur soutien au même niveau pour pouvoir faire un bilan au terme de cette restructuration et peut-être redéfinir les formes.

Voilà pourquoi je voterai votre délibération.

Monsieur le Président

Merci de votre intervention. Je vais vous lire un extrait du procès-verbal de l'Orchestre du 18 mai 2016 dans lequel Monsieur Assaf, représentant Madame Delga, Président du groupe socialiste à la Région, s'exprime de la façon suivante : « *Monsieur Christian Assaf affirme à son tour l'attachement de la Région et de la Présidente à l'Orchestre. Les structures montpelliéraine et toulousaine ne seront ni opposées, ni comparées et la Présidente ainsi que sa majorité ont clairement exprimé leur volonté politique de soutenir sans faille l'Orchestre. Cependant, s'agissant d'argent public, un certain nombre d'engagements devront être tenus. Il n'est jamais de bon aloi...* ». Monsieur Assaf, dans cette délibération, s'engage donc à soutenir de façon durable, jusqu'à la fin du plan de redressement l'Orchestre de Montpellier. Force est de constater que les choses changent en cours de route.

J'espère que l'ensemble des musiciens de l'Orchestre, j'espère que l'ensemble des représentants des syndicats de l'Orchestre, j'espère que tous les amoureux de la musique à Montpellier qui nous regardent, sauront prendre la mesure des engagements respectifs de chacun des élus dans cet hémicycle. Moi, j'ai toujours confiance en l'intelligence des citoyens.

Je mets aux voix. Qui est contre ? M. Moure vous êtes contre ?

Jean-Pierre MOURE

Je voulais ajouter un propos à ce qui vient d'être dit : tout simplement pour préciser que vu ce qui s'est passé dans le temps de la vie de l'Orchestre et le côté sensible qu'a représenté la diminution drastique de la subvention de la Région avec ensuite l'opération de remise à niveau qui a été opérée depuis ces dernières années et qui, elle-même, se fondait sur une durée dans laquelle l'ensemble des partenaires intervenait pour être de concert sur les opérations à mener, je considère qu'il faut tenir les engagements.

Il ne faudrait pas, à nouveau, que l'une ou l'autre des institutions se caractérise par une diminution de crédits à cette action d'intérêt général majeure. Je prends notamment le cas de l'Opéra junior qui a réintégré l'Orchestre avec la participation de l'Agglomération. Je crois qu'il y a des signes forts à donner et je voterai dès demain ce vœu à l'intention du maintien de la subvention.

Monsieur le Président

Je vous remercie Monsieur Moure pour votre honnêteté sur ce dossier. J'étais à vos côtés le jour où Monsieur Bourquin a supprimé les 5 M d'€ et vous a carrément forcé la main pour les récupérer à la Métropole, chose qui a été compliquée et que j'ai dénoncée publiquement. Il ne faut pas retomber dans les mêmes errements.

De toute façon, on ne peut pas dire qu'on aime la culture et supprimer les subventions. Quand on aime la culture, on donne des financements pour l'investissement sur le Conservatoire à rayonnement régional et on donne aussi des subventions de fonctionnement pour l'Orchestre national de Montpellier. Ce n'est pas antinomique. Ce n'est pas ou ça, ou ça. Ce sont les deux ou alors c'est qu'on n'aime pas la culture et qu'on l'utilise uniquement pour se faire élire ou pour tenter de se faire élire ou pour, mieux, tenter de se faire réélire. Mais ça, ce n'est pas de la politique. C'est de la politique de Gribouille.

Je mets aux voix. Je compte trois abstentions du PS, non ? Hé oui ! Voilà, reconstruction de ligue dissoute.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Avec plaisir Monsieur Bonnal, c'est un beau sujet. Vous pouvez vous exprimer.

Pierre BONNAL

Je ne suis pas content de dire ce que je vais vous dire. J'en ai marre. Cela fait des années que les problèmes de l'orchestre durent. Je pense, qu'à un moment donné, il va vraiment falloir prendre le taureau par les cornes.

Monsieur le Président

Vous ne connaissez pas le dossier si vous dites ça.

Pierre BONNAL

Ça ne dépendait pas directement de la Métropole. C'est tout.

Monsieur le Président

Monsieur Bonnal, vous ne connaissez pas le dossier. On est en train de le remonter.

Pierre BONNAL

Justement. Je pense qu'on manque d'informations. Il y a pas mal de sujets sur lesquels on manque singulièrement d'informations.

Monsieur le Président

Il faut travailler un peu plus.

Pierre BONNAL

Pardon ?

Monsieur le Président

Il faut travailler un peu plus.

Pierre BONNAL

Rassurez-vous.

Monsieur le Président

Moi, je n'arrête pas. Je ne dors pas la nuit.

Pierre BONNAL

Moi guère. Elle est facile, celle-là.

Intervention hors micro d'un élu.

Pierre BONNAL

Attends Abdi, je ne m'adresse pas à toi. Je voulais également dire que je partage l'avis de Jean-Pierre Moure sur les PIC. On est quand même quelques-uns ici dans cette salle à en avoir profité. Il ne faut pas l'oublier.

Monsieur le Président

Alors là, est-ce que vous pouvez noter cette phrase au PV parce qu'elle est mémorable : « *On est quelques-uns dans cette salle à avoir profité des PIC* ». Notez ça au PV car celle-là est mémorable. Vous venez...

Pierre BONNAL

Non, je n'ai pas dit ça.

Monsieur le Président

Vous venez de cautionner totalement ce que j'ai dit tout à l'heure.

Pierre BONNAL

Je me suis mal exprimé. J'ai dit qu'on est quelques-uns, dans cette salle, à avoir bénéficié des PIC.

Monsieur le Président

C'est ça. Oui, c'est ça. C'est exactement ça.

Pierre BONNAL

Évidemment.

Monsieur le Président

On est quelques-uns dans la salle à en avoir bénéficié.

Pierre BONNAL

Évidemment ! Et vous étiez là. Vous les avez votés, Monsieur le Président.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Enfin. Faisons du passé, table rase. On ne va pas refaire les élections de 2014. Les urnes ont parlé.

Je recommence le vote parce que vous m'avez « perturbé ». Qui est contre le vœu ? Personne n'est contre ? Mais pourquoi vous n'êtes pas contre alors ? Jacou, Clapiers et Le Crès ?

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Il faut avoir le courage d'être contre.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Vous ne pouvez pas vous abstenir. Ou vous êtes pour ou vous êtes contre.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

S'abstenir, ça veut dire faire l'autruche. Mettre sa tête dans le sable en attendant que ça passe. Vous ne pouvez pas vous abstenir. Votez contre. Votez contre le vœu. Votez contre l'Orchestre. Votez contre la musique. Votez contre la culture. Allez-y. Qui est contre ?

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Avec plaisir. Donnez le micro à Monsieur Calvat.

Renaud CALVAT

Je vous remercie. Monsieur le Président, je pense que votre raccourci est inutile. Quand vous dites « *Assumez, votez contre la culture* », je ne pense pas, Monsieur le Président, quand, il y a deux ans et demi, vous avez, ici, retiré la subvention de 250 000 € prévue en séance au Printemps des comédiens que vous étiez contre le deuxième Festival de théâtre de notre pays. Je ne pense pas.

Aujourd'hui, nous allons, dans quelques minutes, voter une subvention de 150 000 €. Il y a trois ans, en séance, vous aviez proposé une modification de l'ordre du jour en retirant les 250 000 € qui étaient prévus...

Monsieur le Président

Vous avez bien fait de faire allusion à cet événement. Je vais y revenir.

Renaud CALVAT

Je ne pense pas qu'à ce moment-là vous avez retiré ce projet parce que vous étiez contre le spectacle vivant, contre ce Festival de théâtre.

Monsieur le Président

J'ai eu le courage de dire que je le retirais et je vous ai expliqué pourquoi : parce que le Département de l'Hérault avait retiré 500 000 € du financement de l'Orchestre, ce que je n'ai pas mentionné tout à l'heure. Je vous en ai fait grâce.

Vous avez bien fait de me rappeler l'événement parce que cela me permet de le remettre sur le tapis. Le Département de l'Hérault finançait l'Orchestre de 500 000 euros et tout à coup, brutalement, les 500 000 euros sont partis venant s'ajouter aux 5 millions d'euros – et Monsieur Moure peut le confirmer – que la Région Languedoc-Roussillon avait supprimés à l'époque par la voix de Monsieur Bourquin. C'est ça la réalité. Qu'est-ce qu'il fallait faire ? Il fallait dire amen ? Il fallait dire merci au Département parce qu'il supprimait

500 000 € ? J'ai donc supprimé les 250 000 € qui allaient au Printemps. Et vous m'en devez 250.

Renaud CALVAT

Puis-je terminer Monsieur le Président ?

Monsieur le Président

Oui mais si vous m'en sortez encore une comme ça, vous allez me donner une tribune naturelle.

Renaud CALVAT

Vous m'avez donné la parole, je souhaiterais simplement terminer ma phrase si possible en toute sérénité. Vous êtes en train simplement de confirmer ce que j'ai dit tout à l'heure : que ces questions-là doivent se régler de manière globale. Vous expliquez les échanges de financements croisés entre les collectivités. D'autres collectivités pourraient vous dire que vous avez retiré 400 000 euros du financement de l'aéroport. Je pense qu'afin de gérer dans la sérénité...

[Brouhaha]

Monsieur le Président, j'aimerais simplement, tranquillement...

Monsieur le Président

Attendez. Il s'enfonce ! Vous vous enfoncez !

Renaud CALVAT

Il s'enfonce ! Monsieur le Président, j'ai un nom et un prénom. Il s'enfonce, c'est irrespectueux...

Monsieur le Président

Vous êtes l'avocat de l'aéroport, maintenant ! Mais, c'est hallucinant !

Renaud CALVAT

Je souhaiterais simplement, en toute sérénité et très calmement, terminer ma phrase. Vous pourrez ensuite huer autant qu'il vous plaira...

Monsieur le Président

Eructer. Je préfère éructer.

Renaud CALVAT

Pas vous Monsieur le Président. Je pense que vous avez trop de respect pour l'ensemble des membres de cette auguste assemblée. Je parle à celles et ceux qui ont hué il y a quelques secondes. Je vous demande 10 secondes et après, vous pourrez vous en donner à cœur joie sans aucune difficulté. Je pense que nous aurons tous à y gagner, ici, dans cette Assemblée à avoir des relations apaisées avec nos partenaires institutionnels des autres collectivités. Je vous remercie Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur Calvat. J'aime beaucoup quand on nous donne des leçons de sérénité. J'adore ça.

Simplement, je reviens sur l'aéroport. Je vais vous répondre. Monsieur Calvat, cela fait 10 ans que le Département de l'Hérault est absent du financement de l'aéroport. Le Département de l'Hérault ne finance pas la ligne nouvelle Montpellier - Perpignan contrairement au Département du Gard, contrairement au Département des Pyrénées orientales et laisse en rase campagne les projets ferroviaires.

Monsieur Calvat, cela fait 10 ans qu'il n'y a pas un sou du Département dans l'aéroport et tout à coup, parce qu'il y a une entente avec la Région, vous décidez – et le Président Mesquida décide – de mettre 100 000 €. Pendant toutes ces années, la Métropole a financé. Elle a financé, quelque part, un peu à contre-courant de l'histoire. En effet, nous possédons 0,5 % des parts. Je n'ai pas le droit de vote lors du conseil d'administration. C'est nous, sur les lignes *low-cost*, qui finançons le plus.

D'ailleurs, Monsieur Martin qui est là, chaque année, a hurlé sur les financements des lignes *low-cost* car il trouvait anormal qu'on finance l'APFTE et qu'il estimait qu'il fallait faire d'une autre façon. Aujourd'hui, on fait comme l'a dit Monsieur Martin, votre collègue, d'une autre façon et on a un groupement de commandes qui est présidé par la Région Occitanie. La Région Occitanie a fait un groupement de commandes à hauteur

de ? Il ne faut pas s'endormir, Monsieur Fina.

Christian FINA
900 000 €.

Monsieur le Président

C'est ça, 900 000 € dans lesquels sont intégrés les financements des collectivités et les 100 000 € que nous mettons à l'identique du Département de l'Hérault. Combien ce dernier donne-t-il à l'aéroport de Béziers ? Combien la Région donne-t-elle à l'aéroport de Béziers ? Combien la Chambre de commerce et d'industrie donne-t-elle à l'aéroport de Béziers et à celui de Montpellier ? Je dis aux journalistes : regardez les chiffres, ne me croyez pas. N'écoutez pas ce que je raconte, regardez seulement les chiffres et vous verrez. Vous en tirerez vous-même, avec la plus grande clarté, les conséquences.

Donc, je remets aux voix parce que je n'ai pas bien vu. Qui est contre le vœu ? Personne n'est contre ! Qui s'abstient ? Trois abstentions.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme J. FRÊCHE.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Se sont abstenu(e)s : M. P. BONNAL, M. R. CALVAT, M. E. PENSO.

AFFAIRE N° 5 : SÉCURITÉ – CRÉATION D'UNE MAISON DE LA JUSTICE ET DU DROIT À LATTES - CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR L'AMÉNAGEMENT DES LOCAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit de la création d'une Maison de la justice et du droit. Je vais donner la parole alternativement au Vice-Président Laurent Jaoul, Maire de Saint-Brès, puis à Maud Bodkin qui s'occupe du dossier.

Un petit mot préalable : les Maisons de la justice et du droit sont des structures très importantes pour nos concitoyens. Elles permettent d'avoir une aide juridique de proximité. Nous avons réalisé une Maison de la justice et du droit avec l'autorisation du Parquet, de l'État et du gouvernement sur le quartier de Celleneuve pour proposer ces services-là à toutes les familles et tous les citoyens du Nord de la Métropole.

Il nous a semblé intéressant de pouvoir en créer une seconde dans le Sud de la Métropole. Ainsi, nous balayons l'ensemble des 31 communes et les personnes qui vivent. Nous avons une possibilité mais je n'en dis pas plus sinon je vais déflorer le sujet.

Monsieur Jaoul.

Laurent JAOUL

Monsieur le Président, mes chers collègues, un petit mot pour vous dire que les Maisons de la justice et du droit ont été créées par la loi du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits.

C'est le Conseil départemental d'accès au droit qui a pour objectif essentiel de définir et de mettre en œuvre cette politique de développement de l'aide et d'accès au droit sur le département de l'Hérault.

Les Maisons de la justice et du droit sont des lieux de justice de proximité et d'accès au droit. Différents acteurs du monde judiciaire assurent une présence afin de délivrer une information juridique : des professionnels du droit (avocats, huissiers et notaire) mais aussi des associations spécialisées de juristes dans le domaine de petits litiges civils comme le logement, la consommation ou le surendettement ainsi qu'en matière familiale en proposant des solutions à l'amiable.

Ainsi, ce dispositif vise à garantir au plus grand nombre d'habitants l'accès à une information juridique de qualité, de permettre à toute personne, de manière gratuite, quel que soit son âge, sa nationalité, son niveau de vie ou le lieu où elle habite, de pouvoir en dehors de tout procès connaître ses droits et obligations et être informé sur les moyens de faire valoir ses droits ou d'exécuter ses obligations grâce à l'intervention de professionnels habilités ou d'associations spécialisées. Ce dispositif permet également aux personnes d'être

mieux informées, d'être mieux orientées, d'être assistées dès que surgissent des difficultés juridiques, de bénéficier de la possibilité de résoudre à l'amiable les conflits et de contribuer ainsi à réduire les tensions sociales et les risques d'exclusion. Il est, à ce titre, un facteur de cohérence sociale.

À la suite des échanges conduits avec les deux chefs de juridiction territorialement compétents, Monsieur le Tribunal de grande instance de Montpellier et Monsieur le Procureur de la République ont sollicité la Métropole pour contribuer à la création d'une seconde Maison de la justice et du droit sur la partie Sud du territoire métropolitain en complément de celle installée sur la partie Nord qui est située au 546, rue André-Le-Nôtre à Montpellier.

Afin de poursuivre les efforts entrepris par le ministère de la Justice pour maintenir sur l'ensemble du territoire une présence judiciaire de proximité et permettre un accès au droit pour tous, Monsieur Jean-Jacques Urvoas, qui était le Garde des Sceaux du gouvernement Cazeneuve, dans un courrier daté du 21 avril 2017, a donné son accord pour la création d'une nouvelle Maison de la justice à Boirargues, sur la commune de Lattes, dans des locaux communs avec la Mission locale d'insertion.

À cet effet, les travaux d'aménagement, pour une somme de 46 484 € HT, sont nécessaires et doivent faire l'objet d'une convention approuvée par le ministère de la Justice conformément aux articles R 131-1 et suivants du Code de l'organisation judiciaire. Cette convention permettra notamment à la Métropole de bénéficier d'une subvention du ministère de la Justice sur les travaux engagés.

Je crois – vous l'avez évoqué lors de notre dernière commission que vous aviez présidée –, que nous aurons le grand honneur et le privilège d'accueillir le Garde des Sceaux pour l'inauguration de cette Maison de la justice et du droit.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Jaoul. Mademoiselle Bodkin.

Maud BODKIN

Je voulais commencer en vous expliquant un peu ce qu'est la Maison de la justice et du droit mais Laurent Jaoul en a très bien parlé. Je vais simplement rappeler le contexte dans lequel cela s'est fait.

Vous avez visité – je vais dire Monsieur le Maire, puisque c'est en tant que Maire de Montpellier que vous étiez allé, en début de mandat avec les deux Présidents de juridiction et Marie-Hélène Santarelli alors adjointe à la sécurité – la Maison de la justice et du droit de La Paillade. Effectivement, le lieu n'était pas du tout adéquat : il est en plein milieu du quartier, donc la confidentialité n'était pas assurée. Les locaux étaient un peu vétustes, en mauvais état, pas accessibles aux personnes en situation de handicap. Bref, il convenait de déménager cette Maison de la justice. C'est ce à quoi vous vous êtes engagé et je m'y suis attelée à votre demande. Nous avons, avec Marie-Hélène, trouvé ce lieu à Celleneuve.

Depuis, je dois dire que la Maison de la justice et du droit fonctionne très bien et même presque trop bien car nous sommes un peu victimes de notre succès. Il y a eu une augmentation de la fréquentation de 150 %. Je crois que c'est une réussite dans une compétence que nous ne sommes pas obligés de financer. Il faut le dire que c'est votre volonté Monsieur le Président.

Cette réussite affirme le besoin d'une deuxième Maison de la justice et du droit que vous avez voulu. Vous m'avez précisé que cette deuxième Maison de la justice et du droit ne se trouve pas sur Montpellier mais sur une commune de la Métropole et notamment sur une commune du Sud de la Métropole afin de desservir les communes alentour.

Nous avons donc trouvé ce lieu qui est, pour votre information, l'ancienne Maison d'agglomération que vous aviez supprimée Monsieur le Maire afin de mettre des guichets uniques dans chaque commune de la Métropole, au sein de laquelle se trouvait aussi la Mission locale que je souhaite remercier par le biais de sa Présidente, Michèle Dray-Fitoussi.

Nous allons donc avoir une structure mutualisée entre un bureau de la Mission locale et la Maison de la justice et du droit de la Métropole. Tout cela est inédit en France. Il n'y a jamais eu une Mission locale mutualisée avec une Maison de la justice. Je crois que cela est sain et assez intéressant en termes de confidentialité mais aussi pour que les jeunes qui méconnaissent la Maison de la justice puissent connaître les services qu'elle propose et avoir un meilleur accès au droit. Je crois que j'ai à peu près tout dit sur ce dossier si ce n'est que

je crois que tout cela est assez positif.

C'est un dossier qui a été très bien ficelé. Pour votre information, il y a chaque année jusqu'à maintenant – on verra ce que va faire le nouveau gouvernement – cinq créations de Maison de la justice et du droit sur le territoire français. Nous avons déposé notre dossier pour lequel nous avons eu les félicitations du ministère car c'était le mieux ficelé. On nous l'a dit par le biais du Conseil départemental d'accès au droit. Cela fait que nous avons eu l'accord de Monsieur Urvoas juste avant les élections présidentielles.

À travers ce dossier bien ficelé, permettez-moi de remercier les services, notamment le CLSPD de Montpellier qui travaille par convention avec la Métropole sur ce dossier, et Monsieur Pons De Vincent que j'embête de temps en temps lorsque quelque chose ne va pas.

J'espère que nous pourrons ouvrir la Maison de la justice et du droit en septembre mais nous attendons la confirmation de la création du poste de greffier qui doit être institué lors d'une CAP par le ministère de la Justice. Nous attendons cette confirmation qui devrait avoir lieu normalement courant mars et nous devrions l'inaugurer en septembre si tout se passe bien.

Monsieur le Président

Merci Mademoiselle Bodkin. Qui demande la parole ? Monsieur le Maire de Lattes.

Cyril MEUNIER

Je remercie toutes les personnes qui se sont occupées de ce dossier que nous avons décidé de mettre en œuvre il y a à peu près deux ans. Merci d'avoir porté ce dossier. Je trouve excellent qu'on ait dans le même lieu la MLI et la Maison de la justice. Maud l'a très bien expliqué, il s'agit de l'ancienne Maison de l'agglomération qui se situe à côté du tram et qui sera donc accessible à tout le monde.

Monsieur le Président

Je veux vous remercier Monsieur le Maire car si vous aviez mis votre veto, on ne l'aurait pas fait à Lattes mais vous étiez d'accord. C'est un équipement qui est très utile pour la Ville de Lattes, le quartier de Boirargues mais aussi pour tout le Sud de la Métropole.

Qui demande la parole ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Président

Avant de passer à l'affaire 5, je profite qu'il y ait de nombreux journalistes dans les tribunes – et je les remercie pour leur présence car les séances de la Métropole sont physiques. Elles durent longtemps –, pour leur apporter un scoop qui vient de tomber sur mon télécopieur : je le dis ou pas ? Par courrier de l'INSEE, la ville de Montpellier est désormais septième ville de France.

On est passé devant Strasbourg. Il faudra dire au député LREM dit Patou l'anguille qu'on n'est pas une ville moyenne contrairement à ce qu'il a expliqué. On est dans les dix grandes villes de France. Numéro sept. Ailier droit.

Vous voulez tout de même qu'on parle de la déviation Est, non ? C'est un sujet important qui nous rassemble. C'est l'affaire suivante.

AFFAIRE N° 6 : HORS COMMISSION – DÉVIATION EST DE MONTPELLIER - AVIS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ SUR LES VARIANTES DE TRACÉ - APPROBATION

M. L. JAOUL sort de séance.

Monsieur le Président

Nous avons quatre scénarii possibles pour la déviation Est qui est très importante pour le désenclavement de la Ville et de la Métropole. Elle intéresse plusieurs communes.

Les 31 Maires se sont réunis en Conférence. Ils ont été unanimement d'accord, le 4 décembre au matin, sur le trajet qui vous est proposé ici, qui est une variante combinée des quatre variantes officielles (la bleue, la verte, la jaune et la rouge). C'est la rouge qui a été retenue à l'unanimité des 31 communes.

Avant de la proposer au Conseil départemental, qui est maître d'ouvrage sur la déviation Est, il convenait de la soumettre au Conseil de Métropole. C'est ce que nous faisons par le biais de cette délibération.

Qui demande la parole ? Attendez, il y a énormément de Maires qui demandent la parole. Monsieur Bonnal. Monsieur Rouilleault. Quoi ?

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Je l'avais oublié. Et Monsieur Dudieuzère. C'est tout ? Madame Guiraud et Monsieur Dudieuzère qui terminera. Monsieur Bonnal a la parole.

Pierre BONNAL

Je voulais simplement vous dire que je n'ai pas changé d'avis depuis la Conférence des Maires. Un schéma a enfin été arrêté. C'est très bien. Ma question, qui concerne indirectement cette affaire, se rapporte à l'avenir du SCoT. Je touche juste au Nord et le SCoT m'intéresse énormément pour la partie Sud du Crès et donc partant pour cette déviation Est.

On a besoin de savoir où on en est et où on voit, si tant est que nous avons eu plus d'informations depuis la Conférence des Maires.

Monsieur le Président

Sur le SCoT ?

Pierre BONNAL

Sur le SCoT.

Monsieur le Président

Je vais vous répondre tout de suite. J'ai souhaité que l'agro-écologie-alimentation soit prioritaire dans les orientations qui conduisent le nouveau SCoT de Montpellier. Il faut donc être audacieux dans les réserves foncières pour l'agriculture, la viticulture et l'environnement.

C'est ainsi qu'un certain nombre d'hectares manquaient à la première mouture du SCoT ; hectares utiles pour avoir l'assentiment de la Chambre d'agriculture de l'Hérault. Ce que je souhaite, c'est que le SCoT de Montpellier soit validé en premier avec le tampon de la Chambre d'agriculture.

Donc, je modifie et je retourne auprès des Maires – et Montpellier donnera l'exemple – pour trouver un certain nombre d'hectares à rajouter dans le pot commun de la Métropole en termes de réserves foncières liées à l'agriculture, à la viticulture et à la production.

Pierre BONNAL

Ça me va mais on n'a pas la date.

Monsieur le Président

Un certain nombre de Maires ont été rencontrés par Yves NURIT et par Jérôme DESPEY, Président de la Chambre d'agriculture de l'Hérault. Plus vite les Maires auront donné leur accord, plus vite nous voterons le SCoT.

Pierre BONNAL

Et le PLUi.

Monsieur le Président

Et le PLUi dans la foulée.

Pierre BONNAL

Merci.

Monsieur le Président

Intervenant suivant. Il s'agit de Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Merci Monsieur le Président. Chers collègues. Je me félicite, tout d'abord, que ce dossier, qui est prioritaire, avance enfin.

Deuxièmement, je voudrais dire qu'il faudra, bien entendu, qu'il y ait d'autres collectivités qui donnent leur accord.

Monsieur le Président

Monsieur Rouilleault, dites simplement, s'il vous plaît, pour que ceux qui sont dans les tribunes entendent les choses telles que vous les pensez mais qui peuvent être interprétées de façon un peu différente. Vous dites : « *Je me félicite que ce dossier arrive à maturation enfin* ». Cela pourrait laisser penser que je l'ai ralenti.

Henri ROUILLEAULT

Non, non.

Monsieur le Président

Dites-nous seulement depuis combien de temps, depuis quelle année...

Henri ROUILLEAULT

Je ne pense pas à vous à chaque minute où je m'exprime.

Monsieur le Président

Oui mais enfin vous me parlez.

Henri ROUILLEAULT

J'essaye de parler du fond des dossiers.

Monsieur le Président

Oui mais enfin vous me parlez, Monsieur Rouilleault, quand même. Vous me parlez et vous ne pensez pas à moi ! Ce n'est pas gentil, quand même !

Henri ROUILLEAULT

Laissez-moi parler du fond des dossiers. Je voudrais simplement dire trois choses.

La première, c'est que deux collectivités doivent encore donner leur accord sur ce qui est proposé : la première, c'est la commune de Saint-Aunès puisque l'essentiel de ce trajet se situe sur son territoire or elle est en dehors de la Métropole comme chacun sait et la deuxième, c'est le Département puisque c'est lui qui va être appelé à financer pour l'essentiel cette déviation Est de Montpellier en fonction des accords qui ont eu lieu au moment du transfert de la voirie. Évidemment, cela devra être suivi par la concertation sur secteur sensible, la concertation des citoyens.

La deuxième chose que je voulais dire, c'est que ce nouveau trajet qui est fait, qui est intermédiaire entre les variantes 2 et 3, me paraît être intéressant. Il évite les défauts des trajets 1 et 4 qui passaient trop près des secteurs urbanisés. Le trajet 4 arrivait tout à fait à l'opposé de ce qui est souhaité : que cette « dev » nous permette d'arriver plus vite vers la gare de la Mogère et vers les autoroutes. Je pense que là-dessus, c'est bien d'éviter le trajet 1...

Monsieur le Président

La gare Montpellier Sud de France. Ne vous trompez pas de nom.

Henri ROUILLEAULT

D'accord. Par ailleurs, la variante qui est intermédiaire entre les trajets 2 et 3 – j'espère que la presse publiera ce que nous avons sous les yeux car c'est beaucoup plus parlant d'avoir la carte que cette délibération – aide à préserver au maximum le secteur du Mas de Calage, qui est très beau et qu'il convenait de préserver.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Rouilleault. Je vais donner quelques explications supplémentaires pour dire seulement à tous ceux qui nous écoutent – aux habitants de la Ville et de la Métropole qui nous voient sur leur petite lucarne – que le projet a commencé à être évoqué en 2007 c'est-à-dire il y a 10 ans. Les premiers actes datent de 2007. Il est au point mort du fait du Département de l'Hérault qui l'a stoppé en 2012. La vérité, c'est ça. Il ne faut

pas avoir peur de dire la vérité. Ce n'est pas ça, Monsieur ?

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Oui, j'entends bien. Vous avez raison mais je parle des étapes administratives.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Je parle des étapes administratives. C'est le Département. C'est important de parler avec les citoyens.

Monsieur le Président

Arrêtez ! Vous n'êtes pas démocrates. Monsieur Calvat, vous n'êtes pas inscrit. Vous avez fait une intervention hors calendrier. Je vais vous donner la parole quand même, vous le savez. Monsieur Rouilleault a parlé. Madame Guiraud. Monsieur Calvat interviendra après Madame Guiraud et enfin Monsieur Dudieuzère. Il y a Madame Brissaud qui s'y met aussi. Attendez. Madame Brissaud vous parlerez avant Monsieur Dudieuzère. Allons-y. Madame Guiraud, Maire de Saint Jean de Védas.

Isabelle GUIRAUD

Monsieur le Président, mes chers collègues, Henri Rouilleault m'enlève un peu les mots de la bouche. Je voulais juste attirer votre attention sur le Mas de Calage. Vous l'avez dit Monsieur le Président, la viticulture est chère à votre cœur, elle l'est au mien aussi. Vous avez la chance d'avoir sur le territoire de Montpellier des viticulteurs qui produisent des vins de très grande qualité. Il est donc important, au niveau du tracé définitif de ce projet, que l'impact soit le plus faible possible. Ayez un œil aigu sur ce dossier. Je pense que c'est important. C'est juste ce que je voulais dire.

Monsieur le Président

Vous avez bien fait de le préciser, mais ne vous inquiétez pas, mon œil fonctionne très bien.

J'ai sous les yeux le site du Département de l'Hérault et voilà ce que je lis : « *L'organisation de l'étape 1 de la concertation publique est la suivante : réunion publique le 20 septembre 2012 à la salle polyvalente de Saint Audès et réunion publique le 16 octobre 2012, Maison pour tous à Montpellier. Bilan prévisionnel ; planning prévisionnel ; études avant-projet : 2013 ; concertation publique, mars 2014 ; enquête publique, novembre 2014 ; études de projets, mars 2015 ; acquisitions foncières, 2015-2016 ; archéologie, 2016 ; début des travaux, 2017* ». C'est ce que je voulais dire.

La parole est à Monsieur Calvat.

Renaud CALVAT

Je vous remercie, Monsieur le Président. J'ai sous les yeux – et je la tiens à votre disposition – la copie d'un courrier adressé par le Département de l'Hérault aux élus de Montpellier qui date du 9 mars 2012 vous présentant les quatre variantes et demandant au Conseil de statuer sur celles-ci. Le 9 mars 2012. Vous êtes élu depuis mars 2014. Je me réjouis enfin d'avoir une réponse à ce courrier le 18 décembre 2017.

Monsieur le Président

C'était en 2012. Je n'y étais pas en 2012. En 2013, non plus.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Du passé faisons table rase, Monsieur Calvat. Allez Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Puisque nous sommes ici pour parler aux citoyens, je vais en profiter.

Monsieur le Président

Allez-y.

Anne BRISSAUD

Est-ce que vous savez que dans la part réservée à l'expression des élus du journal de la Métropole, vous nous autorisez 62 caractères, espaces compris.

Monsieur le Président

C'est la loi.

Anne BRISSAUD

Non. La loi, elle offre un cadre. Il y a la loi et l'esprit de la loi. Vous le savez. Je vous le dis car vous n'êtes peut-être pas allé voir le détail de la loi.

Monsieur le Président

C'est la loi.

Anne BRISSAUD

Quand on avait un groupe...

Monsieur le Président

Faites-moi un procès. J'ai l'habitude.

Anne BRISSAUD

Il n'est pas question de procès. J'attire juste votre attention parce que vous n'avez pas compté les caractères...

Monsieur le Président

C'est la loi.

Anne BRISSAUD

Quand on compte le nombre de caractères...

Monsieur le Président

Vous pensez que je passe ma vie à compter les caractères de votre littérature, Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Je vous le dis car écrire une phrase en 62 caractères espaces compris, c'est impossible. À la Ville, nous en avons 150 et c'est déjà très difficile. Ça relève de l'art. Quand on fait de la politique, on ne fait pas de l'art sinon ça ouvre la porte aux polémiques. Je vous le dis dans un cadre de participation au débat...

Monsieur le Président

Quand on fait de la politique, on ne fait pas de l'art ?

Anne BRISSAUD

Pour moi, ce n'est pas de l'art. Non. C'est beaucoup plus sérieux que ça.

Monsieur le Président

Ce n'est pas sérieux l'art ?

Anne BRISSAUD

Ah, Allons-y !

Monsieur le Président

Mais quel raisonnement rétrograde !

Anne BRISSAUD

Je me suis peut-être mal exprimée. Mais justement, laissez-nous la place de l'expression...

Monsieur le Président

Mais Madame Brissaud, vous n'avez jamais pris conscience qu'entre politique et poétique il n'y a qu'une lettre de différence.

Anne BRISSAUD

L'art relève du subjectif, Monsieur le Président, et on n'a visiblement pas la même perception des choses.

Monsieur le Président

Non. Moi, je vois la beauté du monde.

Anne BRISSAUD

Surement mais l'esthétique, ce n'est pas de l'art non plus.

Monsieur le Président

Mais la beauté, ce n'est pas que de l'esthétique. C'est grave de dire ça.

Anne BRISSAUD

Ecoutez...

Monsieur le Président

Et l'harmonie, c'est quoi alors ?

Anne BRISSAUD

Je vous dis que ce n'est pas de l'esthétique. L'art non plus mais peu importe, on n'est pas là pour discuter de ça.

Monsieur le Président

Vous ne regardez que les carrosseries. Vous ne regardez pas ce qu'il y a l'intérieur.

Anne BRISSAUD

Je vous dis que nous n'avons pas la place pour nous exprimer et puisque vous vous dites démocrate, laissez-nous la place de l'expression. Aujourd'hui, nous sommes à l'heure du numérique, vous pouvez nous laisser une page sur Internet sans limiter le nombre de caractères...

Monsieur le Président

C'est hors sujet. Coupez. C'est hors sujet.

Anne BRISSAUD

... rien que pour écrire qu'il n'y a pas la place, que la place impartie est...

Monsieur le Président

La déviation Est, elle est où ?

Anne BRISSAUD

... 98 caractères, espaces compris.

Monsieur le Président

C'est vraiment une déviation !

Anne BRISSAUD

Vous vous rendez compte ? Rien que pour dire qu'un élu n'a pas la place et n'a pas donné son texte dans les temps.

Monsieur le Président

Monsieur Dudieuzère, relevez le niveau s'il vous plaît.

Pierre DUDIEUZERE

Monsieur le Président, merci. Mes chers collègues. Je suis ravi que ce dossier avance et arrive. Suite à la réunion des Maires que nous avons eue l'autre jour, tout le monde était d'accord. Je voudrais juste préciser que je n'ai pas de lettre du Conseil Général mais je suis un des plus anciens – et non pas un des plus vieux – dans cette Assemblée puisque nous sommes entourés, avec d'autres, de jeunes tandrions dont vous faites partie.

Monsieur le Président

N'exagérez pas quand même.

Pierre DUDIEUZERE

Il me semble avoir entendu parler de ce projet à l'époque où c'était Pierre Varrey le Maire de Castelnaud. À mon avis, c'est un projet qui a plus de 30 ans. Les gens de Saint-Aunès s'en souviennent bien. Je suis ravi qu'il avance et qu'il aille jusqu'au bout le plus rapidement possible car il est difficile de circuler.

Bien sûr, il faudra faire attention par rapport aux vignes. Je crois que tous les projets qui étaient en attente sont en train de naître grâce à cette action : je parle du rond-point Charles Castet qui a été inauguré et qui fonctionne très bien ; je parle de la déviation de Castries qu'on inaugurera, j'espère, l'année prochaine. Il ne manquera plus que le rond-point entre Vendargues et Castries et tout ce coin sera un coin merveilleux. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Dudieuzère. Je vais mettre aux voix cette belle affaire. Maintenant, on va regarder qui vote pour, qui vote contre et qui s'abstient. Parce qu'il y a quand même eu entre les deux, contrairement à ce que disaient certains Maires les fois précédentes, une Conférence des Maires et celle-ci s'est tenue le 4 décembre ici, dans l'hôtel de la Métropole. Il y avait 31 Maires présents.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Président

Unanimité totale ! Bravo !

Et je vous remercie d'avoir tenu vos engagements parce que vous auriez pu, en Conférence des Maires, me dire une chose et, en séance publique, voter autre chose. Vous ne l'avez pas fait. Je vous remercie.

AFFAIRE N° 7 : HORS COMMISSION – CONCESSION DU DOMAINE PUBLIC MARITIME DE LA PLAGE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - DEMANDE DE PROLONGATION

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 8 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - ACTUALISATION DES REPRÉSENTATIONS EXTÉRIEURES - APPROBATION

Monsieur le Président

Je vous propose les modifications suivantes. Si vous voulez, nous le faisons un par un car il y a des candidatures.

- Pour le Comité de gestion régionale du fonds d'aménagement urbain : je vous propose de remplacer Stéphanie Jannin par Chantal Marion.
Y a-t-il d'autres candidatures ? Je mets aux voix.
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée
À l'issue d'un vote à main levée, la candidature proposée par le Président est adoptée à l'unanimité.
- Pour l'Association Architectures et Maîtres d'Ouvrage LR : je vous propose de remplacer Madame Jannin par Madame Marion.
Y a-t-il d'autres candidats ?
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée
À l'issue d'un vote à main levée, la candidature proposée par le Président est adoptée à l'unanimité.
- Pour l'Établissement Public de Coopération Culturelle « Opéra et Orchestre national de Montpellier et de Languedoc-Roussillon : je vous propose de remplacer Madame Kanthaly PHOUTTASANG par Mme Marie-Hélène Santarelli.
Y a-t-il d'autres candidats ?
Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée

À l'issue d'un vote à main levée, la candidature proposée par le Président est adoptée à l'unanimité.

- Pour la SOMIMON : je vous propose de remplacer Madame Jackie Galabrun-Boulbes par Mme Marie-Hélène Santarelli.

Y a-t-il d'autres candidats ? Je mets aux voix.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée

À l'issue d'un vote à main levée, la candidature proposée par le Président est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 9 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DE LA MÉTROPOLE - COMPOSITION - APPROBATION

Monsieur le Président

Il s'agit d'inscrire Madame Stéphanie Jannin dans la commission biodiversité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 10 : HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS PERMANENTES - MODIFICATION - AUTORISATION

Monsieur le Président

Il s'agit de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales et des délégations permanentes accordées au Président.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 11 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – APPEL À PROJET « ASSOCIATIONS À ÉNERGIE POSITIVE » - ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX TROIS ASSOCIATIONS RETENUES

Monsieur le Président

On vous propose de subventionner trois associations : l'APIEU à hauteur de 3 000 € ; Développement Solidaire et Durable, 3 000 € et Ecohabitons, 2 000 €.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Intervention d'un élu hors micro

Monsieur le Président

Mais non, pas du tout. J'ai fait voter. Je n'ai rien oublié.

Intervention d'un élu hors micro

Monsieur le Président

Vous téléphoniez, non ?

Intervention d'un élu hors micro

AFFAIRE N° 12 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SITE NATURA 2000 N°9112020 PLAINE DE FABRÈGUES - POUSSAN - MISE EN ŒUVRE ET ANIMATION DU DOCUMENT D'OBJECTIFS (DOCOB) - CONVENTION-CADRE « ANIMATION, MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DU DOCUMENT D'OBJECTIFS » - ETAT/MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N° 13 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
DÉCLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN D'OCCUPATION
DES SOLS (POS) DE LA COMMUNE DE FABRÈGUES - SECTEUR LA FABRIQUE - APPROBA-
TION**

Mme I. GUIRAUD sort de séance.

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N° 14 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
CITÉ GÉLY À MONTPELLIER - ACQUISITION ET AMÉNAGEMENT DE LA PARCELLE IY 134
DANS LE CADRE DE LA CONVENTION ANRU CENTRE - APPROBATION**

Monsieur le Président

Je vous rappelle que l'ANRU fait partie de la Politique de la Ville et que depuis 2015, la Politique de la Ville est exercée en termes de compétences par la Métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N° 15 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
BASSIN DE RÉTENTION - REQUALIFICATION DE L'AUTOROUTE A709 - VENTE À AUTO-
ROUTES DU SUD DE LA FRANCE - COMMUNE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SI-
GNATURE**

Monsieur le Président

C'est la vente à Autoroutes du Sud de la France du bassin de rétention.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N° 16 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
MANDAT D'ÉTUDES POUR L'AMÉNAGEMENT URBAIN DU SECTEUR DU CHAPITRE - COM-
MUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - CONVENTION FINANCIÈRE AVEC MONTPEL-
LIER SUP AGRO - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Il n'y a pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme C. MARION, M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**AFFAIRE N° 17 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
RÉFECTION DE L'ALLÉE JULES MILHAU - COMMUNE DE MONTPELLIER - FONDS DE
CONCOURS FINANCIER DE LA VILLE DE MONTPELLIER À LA MÉTROPOLE - APPROBA-
TION**

Monsieur le Président

Il s'agit de la grande dalle qui se trouve à l'entrée du centre commercial du Polygone.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme C. MARION, M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**AFFAIRE N° 18 : AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – CONTRAT DE DÉLÉGATION DE
SERVICE PUBLIC RELATIF À L'EXPLOITATION DU MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL M.I.N
- AVENANT N°10 À LA CONCESSION - SOMIMON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. R. CALVAT, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, Mme B. ROUSSEL-GALIANA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**AFFAIRE N° 19 : BIODIVERSITÉ ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – AVE-
NANT N°1 AU CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIF À LA GESTION
ET L'EXPLOITATION DE L'AQUARIUM MARE NOSTRUM ET DU PLANÉTIARIUM GALILÉE
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

C'est l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public relative à la gestion et l'exploitation de l'aqua-
rium Mare Nostrum et du planétarium Galilée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**AFFAIRE N° 20 : LOGEMENT – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION DES
AIDES À LA PIERRE - CLÔTURE DE L'EXERCICE 2017 - AVENANT N°3 À LA CONVENTION
SIGNÉE AVEC L'ÉTAT - DÉLIBÉRATION N°15033 DU 27 NOVEMBRE 2017 - MODIFICATION
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD entre en séance.

M. P. DUDIEUZERE, M. J-F. AUDRIN et M. C. COUR sortent de séance.

Monsieur le Président

Elle est présentée par le Vice-Président Noël Segura.

Noël SEGURA

La dernière fois, je n'étais volontairement pas intervenu car nous étions dans l'attente d'un complément d'une
enveloppe budgétaire. Je vais simplement rapporter cette affaire.

La contribution de l'État au budget du fonds national de l'aide à la pierre a été diminuée au mois de juillet
dernier de 96 M d'€ sur les 180 M d'€ prévus. Cette baisse s'est traduite par une diminution de 20 % des aides
à la pierre déléguées à chaque Région au titre de l'année 2017.

Les services de l'État ont, dans un premier temps, proposé d'impacter cette baisse l'échelle intrarégionale
selon une méthode qui désavantageait totalement la Métropole. Sa dotation initiale de 4 085 700 € était rame-
née à 2 641 874 € soit une baisse de 35 %. Cette proposition aurait entraîné le non-financement de plus de
450 logements locatifs sociaux, ramenant la programmation finançable à environ 790 PLUS, PLAI pour 2017,
soit seulement 60 % de l'objectif PLH et de la programmation réelle des bailleurs sociaux pour 2017.

Suite à mon intervention en bureau du Comité régional de l'hébergement et de l'habitat (CRHH) du 17 octobre
dernier, cette baisse a été ramenée à 15 % soit une dotation révisée de 3 465 899 €.

C'est sur la base de ce montant que nous avons délibéré lors du précédent Conseil du 27 novembre dernier.
Comme cela vous a été indiqué dans la délibération, cette enveloppe demeurerait cependant toujours insuffi-
sante pour financer les perspectives de production qui s'élèvent aujourd'hui à 1 700 logements sociaux dont
1 318 PLUS et PLAI pour un objectif PLH d'au moins 1 250 PLUS, PLAI.

Depuis le Conseil du 27 novembre, j'ai pu obtenir le déblocage d'une partie de la réserve régionale de la
DREAL Occitanie ; 440 000 € supplémentaires mis à disposition de la Métropole.

Ainsi, il vous est proposé de valider un avenant à la convention de délégation de compétence permettant de
financer l'intégralité de la programmation 2017 soit 1 700 logements sociaux dont 1 318 PLUS, PLAI.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le vice-président et merci pour le travail que vous avez fait.

Noël SEGURA

De rien. Ce sont les services aussi. Je les remercie.

Monsieur le Président

Et avec les services que je remercie aussi. Surtout pour la transparence totale que vous avez eue en me maintenant informé systématiquement de vos avancées et de vos rendez-vous. Qui demande la parole ?

Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 21 : LOGEMENT – CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA GESTION DU FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LE LOGEMENT (FSL) À INTERVENIR AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. BALAZUN, M. Y. PELLET et M. J. RAYMOND sortent de séance.

M. C. COUR entre en séance.

Monsieur le Président

Madame Rosy Buono, Vice-Présidente.

Rosy BUONO

Monsieur le Président, mes chers collègues, je vais vous faire une synthèse de la note.

La loi NOTRe prévoit le transfert de compétences du Département vers les Métropoles. Dans l'Hérault, les quatre compétences faisant l'objet de ce transfert ont été définies par convention signée en date du 23 décembre 2016 avec le Conseil départemental parmi lesquels figure l'attribution des aides du FSL (Fonds de solidarité pour le logement).

A partir du 1^{er} janvier 2018, le Fonds de solidarité pour le logement sera ainsi placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole sur le périmètre métropolitain. Le Département demeure compétent, par ailleurs, dans l'Hérault.

Dans le champ du logement des personnes modestes et très modestes, la Métropole avait jusqu'alors centré son action sur la planification et le soutien financier des actions de production et d'amélioration de l'offre de logement ainsi qu'à la lutte contre l'habitat indigne. Le transfert par le Département de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole de la compétence Fonds de solidarité logement vient compléter ces leviers en s'adressant directement aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement.

le FSL comporte deux volets : des aides directes au public et des aides indirectes via des associations ou des CCAS avec lesquels on passe des conventions.

Les aides directes aux ménages, le FSL intervient directement auprès des ménages pour attribuer trois types d'aides :

- les aides à l'accès au logement (dépôt de garantie, etc.) ;
- l'aide au paiement des factures d'énergie (gaz, électricité, eau, téléphone) ;
- l'aide au maintien dans le logement notamment pour prévenir les impayés de loyer.

Le FSL est sollicité à partir d'un dossier instruit par les services sociaux. Les aides FSL sont accordées sous forme de prêts et de subventions en fonction des ressources des ménages, conformément au règlement intérieur établi à ce stade par le Département de l'Hérault.

Les aides indirectes via des organismes conventionnés, le FSL finance des actions collectives ou individuelles de soutien aux ménages en difficulté de logement dont la réalisation est confiée à des opérateurs essentiellement associatifs. Ces actions concernent ainsi entre autres choses :

- la réalisation de mesures individuelles d'accompagnement social lié au logement (pour la recherche d'un logement, l'installation ou le maintien dans les lieux) ;
- la réalisation d'ateliers collectifs de recherche de logement ;
- la gestion de logements proposée à des ménages en difficulté notamment par la formule du bail glissant.

Le FSL est alimenté comme un pot commun qui devrait être composé pour moitié environ de la contribution de la Métropole alimentée des ressources transférées du Conseil départemental et pour l'autre moitié des remboursements de prêts octroyés aux ménages et de la participation des autres partenaires (fournisseurs d'énergie, communes, régie des eaux, bailleurs, CAF...).

Pour l'année 2018, le budget prévisionnel du FSL métropolitain peut être évalué à plus de 4 millions d'euros mais cela va dépendre en partie des contributions volontaires des partenaires.

L'objet de cette délibération : la Métropole, s'inscrivant dans une forme de continuité, souhaite confier la gestion comptable et financière du FSL métropolitain à la CAF de l'Hérault. Cette délégation est proposée pour un an dans un premier temps.

La CAF assurera le versement des aides aux personnes selon les procès-verbaux établis à l'issue des commissions d'attribution et mettra en place des prêts afférents. Elle réalisera les appels de fonds auprès des partenaires financiers contributeurs et remettra, mensuellement et annuellement, à la Métropole les bilans financiers faisant état des ressources et des dépenses du Fonds.

Monsieur le Président

Merci Madame Buono. Qui demande la parole ? Madame Darde.

Catherine DARDE

Monsieur le Président, mes chers collègues, je ferai la même intervention que celle que j'ai faite à l'occasion du transfert de compétences concernant le Fonds d'aide aux jeunes. Nous sommes là dans le FSL. Je réitère donc ma demande puisque vous avez donné une fin de non-recevoir à celle concernant le FAJ.

Dans le cadre du transfert de compétences du Département, il y a transfert de moyens et de personnels mais comme vous le savez, il y a dans ces compétences une part des ménages concernés qui sont issus d'autres communes que celle de Montpellier. Pour le FAJ, c'était 13 % des jeunes. Pour le FSL, je ne sais pas quel est le pourcentage des publics concernés.

Je demande, et je redemande comme la dernière fois, que la représentation dans les Comités de pilotage de ces deux instances intègre la représentation des communes autres que celle de Montpellier sans que les communes aient besoin de mettre une participation complémentaire. Dans le cadre des transferts de compétences, vous avez eu le transfert des moyens correspondants à l'ensemble des publics concernés dont ceux qui ne sont pas issus de la Ville de Montpellier.

Voilà ma demande Monsieur le Président et je souhaiterais que vous modifiiez le règlement intérieur de ces deux instances pour que l'ensemble des communes de la Métropole soit associé au Comité de pilotage de ces deux Fonds d'aide aux jeunes et de solidarité pour le logement.

Monsieur le Président

Madame Darde, je vous aime bien, vous le savez. Je vais donc y réfléchir.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 22 : LOGEMENT – EXPLOITATION DU RECENSEMENT DE LA POPULATION - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET L'INSEE OCCITANIE - APPROBATION

M. J-F. AUDRIN et M. J. RAYMOND entrent en séance.

Monsieur le Président

Ça tombe bien. L'INSEE, l'organisme par lequel les bonnes nouvelles arrivent. Monsieur Segura, allez-y.

Noël SEGURA

Je voulais juste dire que cette étude coûte 88 000 €. La Métropole y participe à hauteur de 14 800 €.

Monsieur le Président

Parfait.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 23 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 53 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX - ZAC OVALIE LOT 19B À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. ROUILLEAULT entre en séance.

Monsieur le Président

Vous m'arrêtez pour les logements, si vous avez quelque chose à dire. Comme d'habitude, je les défile. C'est valable pour tous les élus.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme S. JANNIN Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 24 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 34 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX - RÉSIDENCE « DOMAINE DU PETIT PARADIS LOT 1 » À VENDARGUES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 25 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX - OPÉRATION DÉNOMMÉE « LE KLIMT », AVENUE DES PRÈS D'ARÈNES À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 26 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 49 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX - RÉSIDENCE « NEW 123 » - 123 BIS AVENUE DE PALAVAS À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 27 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 20 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE « NEW 123 » - 123 BIS AVENUE DE PALAVAS À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 28 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 11 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX - RÉSIDENCE « CITY ZEN », RUE DE FONTCARRADE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. BALAZUN entre en séance.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 29 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 23 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX - RÉSIDENCE « DOMAINE DES LAURIERS » À BAILLARGUES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D’HLM LE NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets cette affaire aux voix.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 30 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 33 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX - OPÉRATION « ENIGMA », AVENUE DE MAGUELONE À LATTES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D’HLM LE NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets cette affaire aux voix.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 31 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX - RÉSIDENCE « MAS SAINT SIMON », IMPASSE CAMILLE CLAUDEL - LE CRÈS - GARANTIE D’EMPRUNT À LA SA D’HLM IMMOBILIÈRE MÉDITERRANÉE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

[M. P. DUDIEUZERE et M. Y. PELLET entrent en séance.](#)

Monsieur le Président

Il s’agit de 6 logements sociaux « Mas Simon » au Crès.

Propos hors micro d’un élu.

Monsieur le Président

C’est « Mas Saint-Simon ». Il faut corriger. Vous avez bien fait.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 32 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE GINESTIER », RUE MARCEL PAGNOL À PÉROLS - GARANTIE D’EMPRUNT À LA SA D’HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

[Mme S. KERANGUEVEN sort de séance.](#)

Monsieur le Président

Je mets cette affaire aux voix.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 33 : LOGEMENT – OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION DE 68 LOGEMENTS SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

[Mme M BODKIN sort de séance.](#)

Monsieur le Président

Je mets cette affaire aux voix.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 34 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES LIAISONS AÉRIENNES - ELECTION D'UN MEMBRE DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES - APPROBATION

Monsieur le Président

C'est Madame la Vice-Présidente Isabelle Guiraud. Nous vous proposons la candidature suivante :

- En tant que membre titulaire : Mme Maud Bodkin
- En tant que membre suppléant : M. Pascal Krzyzanski

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 35 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ENTRÉE AU CAPITAL DE LA SCIC (SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'INTÉRÊT COLLECTIF) TROPISME - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. JAOUL et M. H. ROUILLEAULT entrent en séance

Monsieur le Président

Madame Marion, dites-nous ça en quelques mots car c'est très important. Ce sont les affaires qui concernent l'industrie créative et culturelle.

Chantal MARION

En quelques mots, mais j'ai quelque chose à vous annoncer Monsieur le Président. Je n'ai pas eu le temps de vous en parler car ça s'est passé hier matin. Je vais tout d'abord vous parler de cela.

Effectivement, le travail que nous avons fait sur l'EAI, aussi bien avec la SERM, la SA3M, la Ville et la Métropole est un projet très ambitieux et qui est connu maintenant nationalement et je dirais même internationalement.

Ce cluster d'ICC (industries culturelles et créatives) est unique nationalement et est déjà repéré par beaucoup d'acteurs. Nous avons eu le plaisir de le présenter lors du SIMI à Paris et il y avait beaucoup de gens intéressés par non seulement l'architecture et le bâtiment mais également par tout ce que cela représente au niveau du développement économique.

Vous savez que dans ce cluster ICC, il y a une association qui s'appelle Illusion et Macadam. Elle a pour projet d'animer la boîte dans la boîte. Illusion et Macadam a choisi de créer une structure dédiée à la gestion du lieu sous forme de Société coopérative d'intérêt collectif baptisée Tropisme. Ils ont plusieurs exigences dans leur feuille de route : aménager le Tiers-Lieux, l'animer, exercer des activités et exploiter et gérer les lieux. Pour cela, la Métropole a demandé à rentrer au capital de cette SCIC pour un montant de 20 000 €.

Monsieur le Président

Ok.

Chantal MARION

Ils ont devancé cette demande que je porterai au vote. Hier matin, ils m'ont demandé un rendez-vous car ils ont été contactés par l'Institut français. Vous le savez la French Tech se fait remarquer à l'international. La Métropole accompagne toutes les start-up et les entreprises. Nous avons été remarqués spécialement à Tel-Aviv. Pour le prochain congrès de Tel-Aviv, qui aura lieu l'année prochaine, l'Institut français a demandé à Tropisme d'organiser une soirée dédiée aux ICC où la Métropole serait mise en valeur et serait, au niveau de cette soirée, active avec ses entreprises.

C'est quelque chose d'important car Monsieur le Président, je vous l'avais dit l'autre jour, nous avons été contactés par Londres où nous devons nous rendre sur l'invitation du plus grand cluster, le gros hub fintech européen, Level 39, qui est le plus gros incubateur de la ville. Howard Dawber, le directeur de Canary Wharf, qui est un quartier de 40 ha, a demandé à nous recevoir et à nous faire visiter. Nous allons également rencontrer des entreprises. Sachant que ce directeur va venir au mois de mars et qu'il aimerait être accueilli par la Métropole et par vous-même, Monsieur le Président.

Vous le voyez, tout le travail que nous faisons au niveau international et du développement économique a un

rayonnement international et national.

Je vous demande de voter l'accompagnement pour un montant de 20 000 € pour la rentrée au capital de Tro-pisme.

Monsieur le Président

Merci Madame Marion pour tout le travail qui consacre notamment sur Tel-Aviv, le voyage que vous avez fait avec les entreprises de la French Tech et le secrétaire d'État au numérique Monsieur Mahjoubi.

Qui demande la parole ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 36 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER POUR LE PROJET IBDLR - AVENANT À LA CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit de prolonger par avenant la durée prévue initialement dans la convention de financement.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 37 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITÉ – AUTORISATION D'ENGAGER LA PROCÉDURE DE RENOUVELLEMENT DU CLASSEMENT DE L'OFFICE DE TOURISME MÉTROPOLITAIN EN CATÉGORIE 1

Mme I. MARSALA sort de séance.

Monsieur le Président

Monsieur Pastor, Vice-Président.

Gilbert PASTOR

On n'a pas grand-chose à faire. L'Office de tourisme est classé en catégorie 1 depuis 2013. Il faut demander le renouvellement et c'est l'Office de tourisme qui va faire tout le boulot. C'est parfait.

Monsieur le Président

Merci. Qui demande la parole ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 38 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITÉ – PORTAGE SALARIAL DE LA REPRÉSENTANTE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ À CHENGDU (CHINE) - CONVENTION AVEC EUPIC - CONVENTION AVEC LE CENTRE DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER - FRAIS DE FONCTIONNEMENT - AUTORISATION DE FINANCEMENT ET DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je vous rappelle que cette convention nous permet d'avoir une Maison de Montpellier à Chengdu et qui nous permet surtout d'avoir obtenu 100 m² dans la tour sino-européenne de Chengdu, huitième ville de Chine avec 16 millions d'habitants et un show-room de 30 m² pour les entreprises de la Métropole mis à leur disposition à un loyer pendant trois ans de zéro euro. Et pour les trois ans qui suivent, ce sera la moitié du loyer soit 2 500 € par an. Les six ans après, ce sera 5 000 € par an.

Autant vous dire que c'est assez modique comme prix et c'est très important car ce sont de très beaux bureaux dans le centre de Chengdu qui peuvent permettre aux entreprises de conquérir un certain nombre de marchés.

D'ailleurs, lors de notre dernier voyage à Chengdu, nous avons obtenu un certain nombre de contrats que ce soit en termes de santé, de numérique et surtout de vente de vins du Languedoc et en particulier ceux de Saint-Geniès-des-Mourgues, ceux de Saint-Drézéry, ceux de Saint-Georges-d'Orques. Si bien que nous avons entonné la nuit durant dans le cœur de la capitale du Sichuan à une heure du matin une chanson en occitan qui

a un titre fantastique, peut-être que certains d'entre vous la connaissent, qui s'appelle « ritchitchi toudert à tidiou ».

Vous ne la connaissez pas ?

[Le Président chante]

Vous ne la connaissez pas cette chanson ? Il faut s'intéresser aussi à la culture locale. En tout cas, demandez aux viticulteurs, ils la connaissent tous. Il est question de curés, de Maires... C'est le théâtre occitan, c'est le théâtre de Molière. En langue, comme on dit ici.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 39 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITÉ – ZAC CANNABE - COURNONTERRAL - APPROBATION DU DOSSIER DE CRÉATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 40 : COHÉSION SOCIALE – CONTRAT DE VILLE 2016 - RÉGULARISATION POUR L'ASSOCIATION CEREGARD - CONVENTION FINANCIÈRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. DEWINTRE sort de séance.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès du rapporteur, la Vice-Présidente chargée de la solidarité Annie Yague ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 41 : COHÉSION SOCIALE – POLITIQUE DE LA VILLE - RAPPORT ANNUEL 2016 - APPROBATION

M. N. SEGURA sort de séance.

Mme I. MARSALA et M. T. DEWINTRE entrent en séance.

Monsieur le Président

Madame Yague.

Annie YAGUE

Merci, Monsieur le Président. Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a pris pleine et entière compétence en matière de Politique de la Ville. Elle a signé son Contrat de Ville le 10 juillet 2015 en étroite association avec l'État et la Ville de Montpellier mais aussi avec la CAF, le Département et la Région.

Je ne vais pas faire la mauvaise langue mais le Département s'est aussi désengagé sur le Contrat de Ville.

Monsieur le Président

C'est un fil rouge ce soir.

Annie YAGUE

Exactement mais il y a tellement à dire qu'il faudrait y consacrer une séance entière.

Afin de rendre compte des actions menées sur son territoire au bénéfice des habitants des 12 quartiers prioritaires tous situés au sein de la Ville de Montpellier, un rapport annuel Politique de la Ville doit être présenté aux instances délibérantes de la Ville et de la Métropole et préalablement transmis pour avis au Conseil citoyen comme le prévoit la loi de programmation pour la Ville et la Cohésion urbaine du 21 février 2014.

La Métropole a décidé de faire de ce rapport, élaboré avec l'ensemble des partenaires financeurs, le bilan de mise en œuvre du Contrat de Ville pour l'année 2016. Ce rapport a été élaboré de manière synthétique de façon à renforcer sa lisibilité et de mettre en avant des projets structurants et concrets dans le domaine du développement économique et de l'emploi, du cadre de vie, du renouvellement urbain et enfin de la cohésion sociale.

Sur l'ensemble des enjeux du Contrat de Ville, le rapport fait état pour 2016 d'un engagement des partenaires financiers (État, Métropole, Ville, Département, CAF) à hauteur de 27 millions d'euros. Ce montant traduit en premier lieu leur engagement au titre de la mobilisation de leur politique de droit commun au service des objectifs du Contrat de Ville ce qui constituait une priorité des Contrats de Ville nouvelle génération. Cet effort doit être maintenu pendant toute la durée du Contrat de Ville et constitue une exigence pour transformer durablement la situation au sein de ces territoires.

Le rapport que vous avez reçu illustre par quelques exemples et mesures les actions concrètes qui ont été portées en 2016. 2016 était la première année de mise en œuvre du Contrat de Ville. Les efforts doivent être, bien entendu, maintenus jusqu'en 2020. L'objectif étant de réduire les écarts entre ces quartiers de la Politique de la Ville et le reste de notre territoire. 60 000 personnes sont concernées par le Contrat de Ville. Ce n'est pas simple. Le contexte est compliqué, évolutif mais nous nous y attachons et gardons le cap.

C'est pour moi l'occasion de remercier les services – ceux de la Métropole et de la Ville – pour leur excellent travail. Nous allons continuer à travailler pour le bien de tous les Montpelliérains puisqu'hélas les 12 quartiers prioritaires se trouvent sur le territoire montpelliérain.

Monsieur le Président

Merci, Madame Yague. Qui demande la parole ? Madame Darde.

Catherine DARDE

Monsieur le Président, mes chers collègues, ayant été en charge de cette politique jusqu'à la mi-2016, je me permets d'intervenir dans ce domaine. Je crois qu'à la lecture du rapport qu'a présenté Annie Yague, nous mesurons tous l'enjeu auquel nous sommes confrontés sur ces 12 quartiers prioritaires de Montpellier pour faire en sorte que chaque habitant de ces quartiers dispose des mêmes chances, des mêmes accès aux mêmes droits et bénéficient des meilleures conditions de vie professionnelle et personnelle.

Je voudrais d'ailleurs souligner, comme l'a fait Annie Yague, l'engagement de tous les partenaires dans ce contrat et en premier lieu l'État qui, à travers le Préfet de l'Hérault, a accompagné et continue à accompagner cette démarche à la fois financièrement et à notre côté sur le terrain, bien sûr tous les collaborateurs de la Métropole et de la Mairie de Montpellier pour leur investissement au quotidien, l'ensemble des associations et services impliqués dans ce vaste champ d'intervention que recouvre la Politique de la Ville, sans oublier les entreprises et les acteurs du monde économique dont certains ont déjà formalisé leur engagement en signant la charte « entreprises et quartiers ».

Je voudrais dire que ce bilan souligne l'enjeu d'une approche territorialisée qui doit permettre d'adapter l'accompagnement aux spécificités de chacun de ces 12 quartiers et aux attentes des habitants avec la difficulté de répondre à la fois aux habitants des quartiers dits historiques mais également d'être vigilant et à l'écouter des nouveaux quartiers qui sont rentrés dans la Politique de la Ville.

Permettez-moi de faire une ou deux remarques. Je voudrais d'abord mettre particulièrement l'accent sur le quartier des Cévennes qui me paraît actuellement particulièrement fragile afin d'éviter une dégradation des conditions de vie de ce quartier et un repli communautaire de certains habitants.

Les bailleurs sociaux ont un rôle important à jouer et nous devons être exigeants sur le contenu des conventions liées à l'exonération de la taxe TFPB dont ils bénéficient dans ces quartiers afin que cela apporte une réelle plus-value aux habitants.

Je voudrais également souligner le rôle des Conseils citoyens encore trop timide. Plus qu'ailleurs dans ces quartiers, la démocratie participative doit être encouragée afin que les citoyens prennent la pleine mesure de leur place dans notre société.

Voilà les quelques remarques je voulais faire. Pour terminer, je voudrais effectivement dire au nom des autres communes et de mes collègues que même si ces quartiers concernent la Ville de Montpellier, c'est toute la

Métropole qui s'engage pour les habitants des quartiers prioritaires. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame Darde. Qui demande la parole ? Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 42 : ÉNERGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE – FIXATION DES TAUX DE REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA MÉTROPOLE PAR LES OUVRAGES DE DISTRIBUTION D'EAU TEMPÉRÉE - APPROBATION

M. N. SEGURA entre en séance.

Monsieur le Président

Qui demande des explications particulières auprès de la Vice-Présidente Éliane Lloret, Maire de Sussargues ?

Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 43 : FINANCES – BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES - SECTION D'INVESTISSEMENT - ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT DES CRÉDITS - AUTORISATION AVANT L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2018 – APPROBATION

M. P. KRZYZANSKI sort de séance.

Mme S. KERANGUEVEN et Mme M. BODKIN entrent en séance.

Monsieur le Président

Max Lévi.

Max LEVITA

Monsieur le Président, mes chers collègues, je me permets de revenir en arrière. Lors du précédent Conseil, Madame Touzard m'avait interpellé sur une augmentation brutale et significative, à son avis, de l'épargne brute suite au vote du budget supplémentaire. Je n'avais pas répondu convenablement. Je vais donc le faire aujourd'hui. La dernière fois, c'était la DM, ce n'était pas le budget supplémentaire.

Madame le Maire, je suis désolé de vous décevoir mais notre augmentation est simplement due à un changement de méthode, qui est dû aux recommandations de la Cour régionale des comptes. Quand nous reportons des restes à réaliser, précédemment nous ne reportons pas les emprunts nécessaires. Aujourd'hui, il faut les reporter ce qui a augmenté l'épargne brute d'un montant aussi important. En fait, si nous n'avions pas fait cette opération, on serait passé de 57 millions à 67 millions. Il n'y a pas, j'en suis désolé pour vous et pour moi d'ailleurs, de cagnotte supplémentaire. Si vous avez des idées sur l'art et la manière de se faire des cagnottes, je suis preneur car c'est nécessaire pour l'avenir.

En ce qui concerne le budget, qui ne sera pas voté avant le mois de février, il convient néanmoins de donner aux services la possibilité de fonctionner. D'après la loi, nous pouvons mettre d'ores et déjà en recouvrement les recettes, nous pouvons liquider et mandater toutes les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles qui étaient inscrites au budget précédent. De la même manière, nous pouvons mandater les dépenses afférentes au remboursement au capital des annuités de la dette qui viennent à échéance avant le vote du budget.

Pour les dépenses d'investissement, en revanche, il faut que vous donniez une autorisation pour délibérer sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent et pour les dépenses qui étaient prévues en autorisation de programme et nous donner l'autorisation de les liquider au tiers de ses crédits. Vous avez le détail dans le budget.

Je vais juste rajouter une remarque pour le budget annexe funéraire. Il est terminé. Cette exploitation a été déléguée à une société d'économie mixte. La reprise des comptes se fera de manière définitive lors du compte administratif de l'année 2017.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Léviata. Qui demande la parole ? Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues. Max, merci pour cette information. Il reste, comme tu l'as dit, que l'épargne brute s'élève à 64 millions d'euros pour cette année. On verra comment elle se comportera dans les années à venir. Un rapide calcul montre que ça fait 150 € par habitant sur la Métropole. Comparé à d'autres Communautés d'agglomération ou Métropoles, c'est un montant qui est très confortable.

Aujourd'hui, la capacité d'épargne de la Métropole est très satisfaisante, ce qui n'est pas le cas malheureusement de nombreuses communes notamment des plus petites. C'était d'ailleurs le sujet de la question que je posais sur les attributions de compensation. J'y reviens donc.

Les sommes correspondant au montant d'investissement sont prélevées sur le budget de fonctionnement de nos communes. Il est plus que vital alors que la Métropole a une épargne brute de 64 M d'€ et qu'une commune comme Murviel tombe à 0. Aujourd'hui, une petite commune comme la mienne n'a même plus la capacité de rembourser ses emprunts.

On a une situation de fragilisation extrême liée à ce mode de calcul et au fait que l'attribution de compensation d'investissement n'existe pas. Vous allez me dire qu'elle n'était pas prévue par la loi et qu'elle est simplement prévue à partir du 1^{er} janvier 2018 pour les conférences transférées depuis cette date. Il s'avère que des Métropoles ont quand même pris des délibérations pour marquer le coup et inciter le gouvernement à revoir cette disposition et voir dans quelle mesure on peut prendre une rétroactivité sur des décisions qui ont pu être prises à l'époque. C'est une demande que je fais. Je pense que nous sommes plusieurs autres Maires à la faire aussi, notamment dans les petites communes où la souplesse d'adaptation est plus faible.

Pour 2018, je reste optimiste même si je pense que c'est un peu tard. Mais, il faudrait, le plus tôt possible, que nous puissions créer cette attribution de compensation en investissement de façon rétroactive. Il en va vraiment de la fragilité de nos communes. Merci.

Monsieur le Président

Madame Touzard, je vais vous répondre là-dessus et je vais répondre en même temps à Monsieur Revol sur les PIC qu'il a évoqués tout à l'heure. Notre intention, c'est de pouvoir réfléchir du crédit sur la voirie pour que vous puissiez avoir plus de latitude. Nous sommes en train d'étudier la façon de pouvoir le réaliser. On a compris ce que vous dites.

Oui, Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Si vous me permettez, Président. Au même titre que sur les PIC on avait cette difficulté, n'oubliez pas les compétences. Demain matin, pour faire des écoles, des crèches, pour entretenir le patrimoine communal, la Métropole ne pourra jamais investir en propre. Si on a retiré les PIC, c'est pour des raisons diverses et variées dont on a pu parler tout à l'heure mais c'est surtout parce qu'on était arrivé au bout de cette logique de participation sur laquelle on cherchait parfois des argumentaires pour expliquer pourquoi la Métropole venait en aide.

On s'était dit il y a trois ans, quand on est partis, qu'on allait déterminer territoire par territoire, pôle par pôle sur quel équipement d'intérêt intercommunal on pouvait avoir une intervention de la Métropole sans casser la logique de la compétence. Là, on pourrait se retrouver.

Cependant, il y a des compétences qui sont communales, qui n'ont pas été changées par la loi NOTRe et sur lesquelles seules les communes peuvent intervenir. De plus, vous savez pertinemment que la capacité d'auto-financement et la capacité d'emprunt des communes que ce soit la vôtre, la mienne ou celle de tous les Maires qui sont ici présents, reposent sur le montant des recettes de fonctionnement et des capacités d'autofinancement.

Aujourd'hui par ce système sur lequel on peut revenir, nous demandons à tendre au plus vite à ce que les attributions de compensation qui concernent le fonctionnement soient prises sur le fonctionnement des communes et ce qui concerne les investissements soit pris sur l'investissement. À partir de là, on rétablirait les finances de nos communes et on n'engagerait pas aujourd'hui, au bénéfice de la Métropole, un assèchement

des communes en matière financière.

Monsieur le Président

Monsieur Léviata.

Max LEVITA

Le point que vous soulevez est technique et juridique. Ce n'est pas du tout un problème politique. Pour le moment, les attributions de compensation nous les avons votées. Quand on les a votées, tout le monde a signalé – et j'ai signalé – le problème qui allait se poser pour les communes puisque nous transférons effectivement des dépenses d'investissement qui sont prises sur notre budget de fonctionnement. Cela touche les 31 communes dont celle de Montpellier.

Revenir en arrière, à l'heure actuelle, c'est juridiquement impossible. La loi peut changer, être rétroactive, il n'y a pas de problème.

Monsieur le Président

Voilà. Il faut demander aux députés. Écrivez donc aux députés.

Max LEVITA

Si vous voulez changer, je n'y vois strictement aucun inconvénient pour les communes.

Monsieur le Président

Faites un courrier. Si vous m'en donnez l'autorité, j'écris de la part des 31 Maires qui sont tous dans la même situation, moi le premier, aux neuf députés de l'Hérault.

Voilà. Merci. Je compte sur les députés suppléants présents dans cette assemblée pour peser de tout leur poids dans la décision de l'Assemblée nationale.

Max LEVITA

Je maintiens contre Monsieur le Maire de Montaud que pour l'instant, il n'y en a qu'une Métropole qui a dérogé à ce principe : c'est celle de Bordeaux dont le Président est un ancien Premier ministre. Les autres n'ont pas dérogé. La possibilité de distinguer l'investissement du fonctionnement est prévue par un cavalier de la loi de finances, c'est vrai, à partir du 1^{er} janvier 2017. En 2017, les 31 communes n'ont transféré aucune compétence à la Métropole.

En 2018, il est question que nous transférions, par exemple, les aires des gens du voyage. Dans ce cas-là, c'est possible juridiquement. Nous distinguerons le fonctionnement de l'investissement. En tout cas, c'est notre projet. Ça c'est possible, nous sommes tous d'accord sur ce point. Nous sommes tous dans le même bateau. Nous ne sommes pas opposés les uns aux autres.

Quant à la situation de la Métropole, certes, elle est très bien gérée – grâce à vous tous et aux Vice-Présidents – mais le futur est compliqué. Nous en parlerons ultérieurement.

Monsieur le Président

Vous parliez tout à l'heure des gros équipements qui sont utiles pour l'intercommunalité. Quand on fait la déviation de Castries, on parle d'intercommunalité. Lorsqu'on fait la RD 127E à Grabels, on parle d'intercommunalité parce que ça rejoint Montferrier. Quand on recommence les études pour attaquer les travaux sur le segment Nord de la ligne 5, on parle d'intercommunalité. Les grands équipements intercommunaux, on est donc en train de les mettre en place les uns après les autres.

Lorsqu'on parle du CoM et de la DEM, on parle d'intercommunalité. La déviation que nous avons votée tout à l'heure à l'unanimité, elle parle d'intercommunalité et pas seulement pour une commune.

Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, ce n'est pas de ça dont on parle. On parle de l'attribution de compensation qui était calculée à un moment donné par rapport au transfert des charges d'une commune vers l'intercommunalité. On ne parle pas des ouvrages importants pour structurer notre territoire.

Monsieur le Président

La question a été posée.

Joël RAYMOND

Je n'ai pas posé la question

Monsieur le Président

Je réponds à la question qui a été posée.

Joël RAYMOND

Vous avez dit Monsieur le Président, lors d'une affaire précédente, que ce n'était pas pareil lorsque la Région apporte une aide en investissement que lorsqu'elle apporte une aide en fonctionnement. C'est vous-même qui l'avez dit en début de séance. Justement, concernant les attributions de compensation, on est dans le même cas c'est-à-dire qu'en prélevant toute l'attribution sur le fonctionnement, vous érodez notre budget c'est-à-dire que les communes aujourd'hui n'ont plus d'excédents de fonctionnement qui leur permettent d'investir. Je vous rappelle une notion que Max avait dite lors d'une Conférence des Maires : 1 € d'excédent c'est 10 € d'investissement. C'est ça, Max ?

Max LEVITA

Oui, tout à fait.

Joël RAYMOND

Aujourd'hui, dans chaque collectivité que ce soit Montpellier, Saint-Brès, Grabels et autres, l'euro qui manque dans l'excédent de fonctionnement ne permet pas à la commune d'investir. C'est là qu'il y a un problème dans cette répartition, dans cette attribution, qui doit être en investissement et en fonctionnement.

Je vous rappelle qu'il y a le principe de neutralité. C'est pour cela que la loi a changé, cher Max, parce qu'on doit respecter un principe de neutralité budgétaire entre la commune et l'intercommunalité dans le transfert or en ne prélevant que sur le fonctionnement, on ne respecte pas ce principe de neutralité. C'est là que je dis qu'il faut que nous tous, les 31 Maires, nous soyons clairs là-dessus et qu'on revienne en 2018 – puisque 2017, ce n'est pas possible et c'est normal, c'est passé – avec la présentation un tableau à deux colonnes.

Calia a très bien fait le travail lorsqu'ils ont estimé les charges transférées. Je vous rappelle que le bureau d'études Calia, que la Métropole a payé pour faire ce travail, a bien évalué les charges d'investissement et les charges de fonctionnement transférées. Du coup, reprenons ce tableau pour chacune des communes et créons une AC d'investissement. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Monsieur Lévia.

Max LEVITA

J'ai un problème avec vous. Je ne sais pas dans quelle langue, je dois parler. Pour le moment, c'est juridiquement impossible. Voilà, c'est tout ce que je peux dire. Quand vous dites que la loi a prévu un tout petit cavalier, vous connaissez tous le système du petit cavalier : c'est voté un vendredi soir ou un samedi à quatre heures du matin ; il y a quatre députés qui votent ce machin. Si on avait la possibilité de revenir, on le ferait. Je ne vois pas pour quelle raison, on s'en empêcherait. La Ville de Montpellier est exactement dans la même situation que vous.

Je vous rappelle simplement une chose : quand on a voté ça, mes chers collègues, vous avez voté et je vous l'avais signalé qu'il y aurait un contrecoup compliqué pour toutes les communes. C'est voté. Vous voulez qu'on revienne en arrière. Il n'y a que la loi.

Joël RAYMOND *hors micro*

Il faut légiférer.

Max LEVITA

Changer la loi, je n'y vois aucun inconvénient. Je n'ai aucune possibilité...

Monsieur le Président

Cette loi a été votée par les députés socialistes.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Par la majorité socialiste. Il faut dire la vérité.

Joël RAYMOND (*hors micro*)

Il faut être sérieux, Monsieur le Président !

Monsieur le Président

Mais moi je suis sérieux !

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Ça a été voté par le gouvernement socialiste de François Hollande.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Mais si ! Je remarque que le gouvernement et les députés LREM ne votent pas contre. Ils avalent. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Je ne suis pas député.

Joël RAYMOND (*hors micro*)

On peut le faire. Discutons-en. Mettons-nous autour de la table pour le budget. C'est ce que je vous demande. Propos inaudibles.

Monsieur le Président

Ça c'est de la politique politicienne.

Joël RAYMOND (*hors micro*)

(...) C'est important. Oui, cela concerne toutes les communes.

Un intervenant

Vous avez parlé de quoi avec Macron ? Vous avez parlé de ça ?

Monsieur le Président

Ils sont allés voir Macron. Pardon, le Président. Ils ne l'ont pas vu, ils ont vu le Directeur de cabinet et ils sont allés pleurer : « *Maman, il m'a griffé le Président !* », « *Maman, il m'a mordu le Président !* ». Arrêtez de ridiculiser les Maires. C'est sérieux.

Michelle CASSAR

Monsieur le Président, ça suffit.

Monsieur le Président

C'est la vérité. Madame Cassar, c'est la vérité.

Michelle CASSAR

On est une Assemblée ici. Franchement, ça devient ridicule. On a qu'une envie, c'est de se lever et de partir.

Monsieur le Président

Ne faites pas ça, il ne faut jamais déserté le champ ! Monsieur Meunier, rapportez un peu de sérénité dans le débat.

Cyril MEUNIER

Je vais ramener de la sérénité même si vous vous faites plaisir en racontant qu'on a vu que le Directeur de cabinet du Président de la République. Nous avons quand même vu le Directeur de cabinet du Président de la République et, à sa demande et non pas à la demande des personnes que vous faites croire...

Monsieur le Président

Et vous faites...

Cyril MEUNIER

Laissez-moi finir.

Monsieur le Président

Vous étiez accompagnés de sénateurs et d'ailleurs, me semble-t-il, d'après l'intervention de Madame Darde, il va y avoir un candidat de plus à la mairie de Montpellier. Je vous ai bien écouté tout à l'heure. Madame Darde, le sénateur...

Catherine DARDE

Propos hors micro.

Monsieur le Président

Il n'est plus Maire de Castelnau, peut-être va-t-il être candidat à Montpellier. Je ne sais pas.

Cyril MEUNIER

Vous lui poserez la question quand il sera là.

Un intervenant (hors micro)

Il est où ?

Cyril MEUNIER

Il est où il veut et je te demanderais d'arrêter de nous prendre comme cela à partie. Oui, nous sommes allés à l'Élysée...

Monsieur le Président

« Maman, il m'a mordu. Il m'a griffé. »

Cyril MEUNIER

... Oui, nous sommes allés répondre un certain nombre de questions que se posait l'Élysée et ils ont répondu à un certain nombre des nôtres dont celle-ci, Max. Nous ne sommes pas allés dire qu'on s'est fait griffer ou qu'il a été méchant, on n'a pas du tout parlé politique. Je te rassure. Tu n'as pas été, Philippe, le centre de nos préoccupations. On est allé poser des questions précises sur les dysfonctionnements qu'on a établis et expliqués ici et là. On reste en règle avec ce qu'on a dit...

Monsieur le Président

Mais vous avez tout voté à l'unanimité depuis le début et ce soir, ils parlent de dysfonctionnements.

Cyril MEUNIER

Nous sommes métropolitains.

Intervention hors micro d'un élu.

Cyril MEUNIER

Je réponds à ce que vient de dire Philippe Saurel. D'accord ? On est métropolitains, c'est pour cela que nous sommes pour le mouvement métropolitain et le devenir de notre territoire et qu'on applaudit d'être passé septième Ville de France et donc septième Métropole de France.

Monsieur le Président

Non, pas du tout.

Cyril MEUNIER

On n'est pas septième Métropole ! On est combien ? Donne-moi le numéro.

Monsieur le Président

Je ne peux pas vous empêcher de récupérer un peu de l'éclat. Ce n'est pas le même classement pour les Métropoles et les Villes. C'est en nombre d'habitants.

Cyril MEUNIER

Je peux continuer ?

Monsieur le Président

Oui.

Cyril MEUNIER

Très bien. Donc, nous ne sommes pas allés raconter à Emmanuel Macron ou à son représentant qu'on s'était fait griffer ; on est allés parler des dysfonctionnements du système métropolitain par rapport à ce qui s'est passé au mois de juin – car on considère cela comme des dysfonctionnements – et on est allé parler de problèmes techniques et en particulier, Max, de celui-ci.

La réponse qui nous a été donnée est que c'est tout à fait possible et qu'il n'y a pas que Bordeaux qui l'a fait. Maintenant, Max, si ta seule réponse c'est de dire que Bordeaux l'a fait car son Président est un ancien Premier ministre, cela veut dire qu'il y a un statut particulier pour les Métropoles présidées par les anciens Premiers ministres et un statut différent pour les autres. Cela veut dire que nous allons devoir trouver un ancien Premier ministre pour présider à la Métropole. Aucun des candidats qui sont pressentis contre Philippe, aujourd'hui, n'est capable d'avoir ce pedigree. Il faudra qu'on aille chercher Ayrault, Valls, Fillon et compagnie. Il faudrait qu'on aille faire notre pêche là-dedans pour avoir plus... Non, soyons sérieux.

Ce n'est pas parce que Juppé est un ancien Premier ministre, c'est parce qu'il y a eu un cavalier. Tu sais, les cavaliers, ici, nous ont fait partir Mauguio, Saint-Aunès, Palavas ; il ne faudrait pas qu'à chaque fois qu'il y a un cavalier à l'Assemblée nationale, il joue contre la Métropole.

Là, lorsqu'on parle des attributions de compensation, on parle aussi bien pour la Ville de Montpellier que de la Ville de Lattes ou de Baillargues ou pour n'importe laquelle des Villes présentes ici. On est aujourd'hui dans un système qui nous pose un énorme problème dans nos communes y compris à Philippe Saurel en tant que Maire de Montpellier. Nous ne sommes pas en opposition. N'attendez pas de nous un rôle d'opposant.

Nous ne sommes évidemment pas satisfaits de ce qui s'est passé en juin et encore moins satisfaits d'un certain nombre de dispositions sur la représentation extérieure mais je crois que nous avons été assez clairs et assez carrés. Nous sommes métropolitains, la plupart d'entre nous a voté la Métropole et nous sommes dans le sens de l'histoire que nous construisons tous ensemble...

Monsieur le Président

Là, je vous rejoins.

Cyril MEUNIER

Maintenant, essayez de nous respecter un peu plus et arrête, s'il te plaît...

Monsieur le Président

Là, je vous rejoins.

Cyril MEUNIER

Là, je te parle en tête-à-tête : arrête de nous ridiculiser les uns les autres et reprenons un peu de sérieux.

Monsieur le Président

Mais, il ne faut pas avoir honte de ce qu'on a fait. Quand on médiatise ses actions politiques, il ne faut pas avoir honte après. Monsieur Lévi.

Cyril MEUNIER

On n'a aucune honte sur ce qu'on a fait. On a volontairement suscité ce rendez-vous. Ils ont volontairement voulu nous rencontrer. On s'est rencontrés. On a discuté mais on n'a pas fait de discussions politiciennes.

Monsieur le Président

Vous avez suscité ou ils ont voulu ?

Max LEVITA

Monsieur le Maire, il y a un cavalier. Ce cavalier nous arrange tous. Monsieur Fina, Directeur général des

services, a écrit au Préfet pour lui demander comment nous pouvions interpréter ce cavalier. Le Préfet a interrogé DGCL qui nous a répondu qu'on pouvait distinguer pour les opérations à partir du 1^{er} janvier 2017.

Je suis désolé, en ce qui me concerne et en ce qui concerne Saurel – qui m'autorisera à parler en son nom sur ce point-là –, nous respectons la loi. Changez la loi, nous respecterons la nouvelle loi. Je n'y vois aucun inconvénient.

Le problème n'est pas politique, je suis complètement d'accord. Pour le moment, il est juridique. Pour le moment, il n'y a pas, pour nous et pour les services juridiques de la Métropole, de possibilité de revenir en arrière. Après, on invente ce que vous voulez. Je veux bien. La parole du Directeur de cabinet...

Intervention hors micro d'un élu.

Max LEVITA

Non, Grenoble c'est à partir du 1^{er} janvier 2017. Nous aussi, on s'est renseigné. Ce n'est pas pour les opérations avant. Nous avons signé en 2016. Je suis désolé. Et vous l'avez voté. Et je vous avais signalé que c'était dangereux. Et nous en avons tenu compte. Je ne sais pas moi. On savait que ça allait être catastrophique pour vous, pour nous, pour toutes nos communes. Vous le saviez et vous avez néanmoins voté. C'est fait.

À la ville de Montpellier, on a été contraint de faire un certain nombre d'opérations – les adjoints dans cette salle nous ont beaucoup aidés –, et on a tenu. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Je ne sais pas.

Monsieur le Président

Monsieur Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, j'entends souvent Max parler d'un cavalier. Ce doit être un cavalier qui s'appelle Zorro, n'est-ce pas ? Depuis longtemps, j'écoute Max attentivement et je dirais qu'il est docteur en finances publiques. Il m'a toujours dit que nous finirions tous en string. Donc, j'en reviens au (propos inaudibles) que j'aide moi à ma manière les différentes communes à s'en sortir.

Monsieur le Président

Monsieur Pastor.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, chers collègues, cela fait plusieurs fois qu'on parle en Conseil de Métropole de ce problème. Je fais confiance à la réponse de Max et je doute des lois rétroactives. Je n'en connais pas beaucoup mais je n'ai pas beaucoup d'expérience dans ce domaine-là.

Monsieur le Président, vous avez fait une proposition tout à l'heure. Je souhaiterais qu'au nom du Conseil de Métropole, vous écriviez aux députés et surtout au Premier ministre pour dire notre souci et savoir ce qu'il compte faire pour faire évoluer la loi pour que légalement on puisse le faire. Là, nous aurions une réponse claire, nette et précise.

Monsieur le Président

Il faudrait encore que les 30 autres Maires m'en donnent mandat. S'ils me donnent mandat à l'unanimité de porter leur parole sur les fonts baptismaux de la République et du gouvernement... Mais cela se réglera en Conférence des Maires. C'est un sujet dont on doit débattre lors de la prochaine Conférence des Maires. Je ne suis pas du tout opposé à être le porte-parole des 30 Maires – c'est un peu mon rôle – pour demander au gouvernement de modifier les lois, si c'est possible.

Je mets aux voix.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Président

Je mets aux voix la délibération, pas ça.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 44 : FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2018 - ADOPTION

M. F. ABERT sort de séance.

Monsieur le Président

Qui demande des explications à Max Levita ?

Max LEVITA

On précise juste, Monsieur le Président, que ce sont des avances qui sont consenties à des associations, en particulier celles qui ont du personnel, pour leur permettre de le payer. Il ne s'agit pas du tout des subventions définitives.

Monsieur le Président

Monsieur Calvat.

Renaud CALVAT

Monsieur le Président, pour des raisons que vous pourrez comprendre, je ne peux pas participer au vote pour les associations suivantes : Printemps des comédiens, le CDN et les Folies lyriques.

Monsieur le Président

Je vous avais déjà retiré des votants.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote :

M. J-L. SAVY, Mme C. LEVY-RAMEAU, M. P. SAUREL, Mme R. ILLAIRE. Mme R. BUONO, Mme T. DA SYLVA, Mme M-H. SANTARELLI, Mme M. FOURCADE, M. A. EL KANDOUSSI. M. B. TRAVIER, M. J-L. COUSQUER, Mme V. PEREZ, M. G. BARRAL, Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme A. YAGUE, M. G. PASTOR, Mme V. BARTHAS-ORSAL, M. T. BREYSSE, Mme I. GUIRAUD, M. É. PENSO, M. L. JAOUÏ, M. J-L; SAVY, M. N. SEGURA, M. F. ABERT, M. J-L. MEISSONNIER, Mme S. KERANGUEVEN, Mme B. ROUSSEL-GALIAN, M. R. CALVAT, Mme P. MIRALLES.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 45 : FINANCES – ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION AUX COMMUNES POUR L'EXERCICE 2017

M. J-L. MEISSONNIER, M. R. CALVAT et M. G. PASTOR sortent de séance.

Monsieur le Président

Attributions de compensation aux communes pour l'exercice 2017.

Max LEVITA

C'est ce que nous avons voté lors de la dernière CLECT du 19 septembre 2017 et qui a été approuvé par les délibérations concordantes des conseils municipaux.

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ? Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Je voulais juste préciser à Gilbert que je n'ai pas demandé la rétroactivité. J'ai seulement dit qu'il fallait le revoir pour 2018. Il faut être clair.

Deuxième point, Monsieur le Président, vous nous avez annoncé la création d'un fonds d'investissement pour les communes. Je ne suis pas d'accord. Pourquoi ? Parce que les communes qui n'auront pas de CAF ne pourront pas faire des travaux et investir sur leur commune. La Métropole ne viendra pas toute seule financer les travaux. Donc, il y aura une iniquité là aussi. C'est comme cela que ça se finira.

Je vous demande qu'on revoie ce principe en totalité. L'interprétation de la loi, chacun peut l'avoir. Merci.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 44.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 46 : FINANCES – ADMISSIONS EN NON VALEUR DE TITRES DE RECETTES POUR L'ANNÉE 2017 – APPROBATION

M. F. ABERT entre en séance.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 47 : FINANCES – CONSTITUTION ET REPRISE DE PROVISIONS – APPROBATION

M. J-L. MEISSONNIER et M. R. CALVAT entrent en séance.

Monsieur le Président

Je mets cette affaire aux voix. Vous voulez poser une question ?

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais une précision sur cette affaire concernant un ajout qu'on fait à la provision pour Montpellier Events et pour qu'on puisse comprendre bien la situation. En 2016, les pertes s'élevaient à 2,2 millions, si je ne m'abuse. En 2017, à combien estimez-vous les pertes ? Car aujourd'hui, on a 4 millions de provisions plus 1,2 million que vous nous demandez, est-ce que cela veut dire que les pertes sont plus importantes que 4 millions d'euros ?

Monsieur le Président

Il faut attendre que l'année soit finie pour pouvoir les mesurer.

Anne BRISSAUD

Là, on est en décembre quand même.

Monsieur le Président

Oui, mais elle n'est pas finie.

Anne BRISSAUD

Est-ce qu'on a une estimation ? Pourquoi on rajoute 1,2 million de provisions si on n'a pas d'estimation ?

Monsieur le Président

Ce que je peux vous dire, Madame Brissaud, c'est que la DSP Zénith et Corum a des recettes positives.

Anne BRISSAUD

Mais là, on a déjà 4 millions de provisions. On estime que ces 4 millions ne suffiront pas à couvrir le déficit, c'est ça ?

Monsieur le Président

Attendez la fin de l'année.

Anne BRISSAUD

Pour poser la question ? C'est-à-dire que je dois reposer la question dans un mois ?

Monsieur le Président

Oui. Voilà. Quand on aura le bilan. C'est le principe d'une provision.

Anne BRISSAUD

Attendez, on a quand même déjà 4 millions de provisions sur cette société.

Max LEVITA

On n'ajoute pas. On ajoute 1,2 million.

Anne BRISSAUD

Oui, 4 millions + 1,2 million. Cela veut dire qu'on suppose que le déficit sera supérieur à 4 millions. C'est ça ?

Monsieur le Président

On suppose.

Anne BRISSAUD

Oui, c'est ça. C'était ça ma question. Je sais que nous n'avons pas encore les chiffres exacts mais cela veut dire qu'on suppose qu'on va doubler le déficit de l'année dernière.

Monsieur le Président

On suppose. Je mets aux voix l'affaire 46.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 47 : FINANCES – RÉGIES - DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui veut des explications ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 48 : FINANCES – TARIFS MÉTROPOLITAINS 2018

[M. P. KRZYZANSKI](#) entre en séance.

Monsieur le Président

Max.

Max LEVITA

Juste un mot, mes chers collègues, pour rendre hommage au travail qui a été fait par l'administration. C'est la première fois que nous avons ce document à la Métropole qui recense l'ensemble des tarifs. Permettez-moi de remercier Messieurs Zenou et Weill.

J'espère que vous n'allez pas m'interroger parce qu'il y a plus de 2 000 tarifs là-dessus. Vous pouvez me coincer. Il n'y a pas de modification substantielle dans aucun des domaines concernés. Ceci étant, si vous avez des questions précises, vous pouvez me les poser. Je vous répondrai mais je préférerais par écrit.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 50 : RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION DES FINANCES - CONVENTION- AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des explications de Madame Illaire ? Je mets aux voix. Combien de contre ? Mettez-vous d'accord avant. Faites une petite réunion de groupe et mettez-vous d'accord. Combien de contre ? Soyons sérieux. Ce n'est pas possible. Je ne peux pas compter.

Monsieur le Président

Oui Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Je voudrais faire une explication de vote. Toutes ces mutualisations entre la Ville centre et la Métropole, ça

interroge par rapport à ce qui va se passer dans la durée. En fait, ça ne peut marcher que si le Président de la Métropole et le Maire de Montpellier sont soit une seule et même personne, soit en très grande affection societatis. Je pense que cela peut se dérouler comme ça, compte tenu du poids de Montpellier – 250 000 habitants – par rapport aux 450 000 habitants de la Métropole – ou par rapport à la répartition moitié-moitié des conseillers mais derrière ça ne peut marcher que si c’est la même personne qui dirige ou si les deux sont vraiment très proches.

Monsieur le Président

Monsieur Rouilleault, je vais vous donner un contre-exemple parfait à votre explication. À Strasbourg, ils ont presque tout mutualisé or le Maire de Strasbourg s’appelle Monsieur Roland Ries et le Président de la Métropole s’appelle Robert Herrmann. Voilà. C’est le contre-exemple parfait. Le contre-pied parfait.

Henri ROUILLEAULT

Ça ne pourra marcher que si on ne fait pas trop de polémique comme malheureusement on en a l’habitude ici.

Monsieur le Président

Qu’est-ce que je réponds à ça ? Mais si vous n’aimez pas la politique, il ne faut pas en faire. J’ai fait des conseils ici qui finissaient à 4 heures du matin. Je n’ai pas pleuré. Je ne suis pas allé voir l’Élysée pour pleurer.

Henri ROUILLEAULT

Je ne pleure pas mais la politique...

Monsieur le Président

Ne faites pas comme les autres.

Henri ROUILLEAULT

La politique, ce n’est pas la castagne. La politique, c’est la défense d’un certain nombre de grandes idées et du bien commun...

Monsieur le Président

La politique, c’est tout en même temps. C’est la vie exacerbée, la politique. Puis surtout, il faut prendre du plaisir Monsieur Rouilleault. Il ne faut pas être contrit sur son siège en attendant les vêpres. Non, il faut prendre du plaisir.

Ont voté contre : Mme M. CASSAR, M. C. COUR, Mme C. DARDE, M. T. DEWINTRE, Mme C. DONADA, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, M. A. LARUE, M. C. MEUNIER, M. E. PASTOR, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA.

Se sont abstenu(e)s : M. P. BONNAL, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M.-C. PANOS, M. E. PENSO.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (5 abstentions et 15 votes contre).

AFFAIRE N° 51 : RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CCAS - CRÉATION D’UN SERVICE COMMUN DE DÉPARTEMENT SOLIDARITÉ ET VIVRE ENSEMBLE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

[M. G. PASTOR entre en séance.](#)

[M. J. MALEK, M. H. MARTIN et Mme S. KERANGUEVEN sortent de séance.](#)

Monsieur le Président

Toujours pareil. Qui est contre ? Vous ne votez pas contre là ?

Intervention d’un élu hors micro.

Monsieur le Président

Qui est contre. 15 ? Qui s’abstient ? Il n’y en a que quatre ce coup-ci. C’est curieux. Il y a eu une perte en ligne.

Max LEVITA

Il faut s'organiser dans l'opposition.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (4 abstentions et 15 votes contre).

AFFAIRE N° 52 : RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - AVENANT À LA CONVENTION DE SERVICE COMMUN DE DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Avis du CT favorable. Qui est contre ? 15. Qui s'abstient ? Un. C'est un vote incohérent ! Ça peut arriver.

Ont voté contre : M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. C. COUR, Mme C. DARDE, M. T. DEWINTRE, Mme C. DONADA, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, M. A. LARUE, M. C. MEUNIER, M. E. PASTOR, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA.

S'est abstenu(e) : M. P. BONNAL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 abstention et 16 votes contre).

AFFAIRE N° 53 : RESSOURCES HUMAINES – CONVENTION ANNUELLE 2018 DE MOYENS ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LE COMITÉ D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE - APPROBATION

Mme L. ACQUIER sort de séance.

M. H. MARTIN entre en séance.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Tu ne prends pas part au vote ?

Pierre BONNAL

Je veux parler.

Monsieur le Président

Monsieur Bonnal demande la parole. Vous avez la parole.

Pierre BONNAL

C'est simple. À mon avis, je ne dois pas voter en tant que Vice-Président d'honneur.

Monsieur le Président

D'accord. Monsieur Bonnal ne participe pas au vote non plus.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. P. BONNAL, Mme R. BUONO, Mme T. DASYLVA, M. A. EL KANDOUSSI, Mme R. ÎLLAIRE, Mme M-H. SANTARELLI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 54 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Président

Avant de commencer les affaires concernant la culture, qu'il me soit permis de remercier toute l'équipe du musée Fabre en commençant par le conservateur Michel Hilaire ainsi que les trois conservateurs qui travaillent à ses côtés : Pierre Stépanoff, qui est là et qui représente le musée ce soir, Florence Hudowicz ainsi que Stanislas Colodiet.

Les trois conservateurs travaillent sur des périodes différentes et sont responsables de la politique d'acquisition du musée Fabre qui a été remerciée de façon nationale et internationale et honorée hier à Bonnier de la Mosson. Ce dernier est un domaine magnifique pour lequel nous allons reprendre des études fines en termes d'urbanisme car avoir un domaine de cette qualité, c'est un honneur pour une Ville.

Certains voulaient me pousser à le vendre. Heureusement que j'ai résisté. On vendra la Pompignane, on vendra la Providence mais on gardera Bonnier de la Mosson.

Un journaliste m'a posé la question : qu'est-ce qu'un temple de la raison ? Un temple de la raison, c'est une enceinte dans laquelle on débat en ayant seulement la raison en ligne de mire, avec discernement, en observant la Concorde universelle. C'est ça, le temple de la raison. Il est dédié à la République sous les auspices de l'être suprême. Je vous invite à relire la première Constitution de la Première République. Lisez-la. Relisez-la.

AFFAIRE N° 55 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LA FÉDÉRATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE LR, LE CENTRE D'ÉDUCATION DES ENFANTS SOURDS ET DÉFICIENTS AUDITIFS 34, L'APEI DU GRAND MONTPELLIER - INSTITUT MÉDICO ÉDUCATIF DU CHÂTEAU D'O ET LE CHRU LAPEYRONIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. VERA sort de séance.

M. J. DOMERGUE sort définitivement de séance.

M. J. MALEK entre en séance.

Monsieur le Président

Il s'agit du travail auprès des publics empêchés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 56 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LE CCAS DE LA VILLE DE MONTPELLIER (EHPAD PIERRE LAROQUE ET FRANÇOISE GAUFFIER), LES EHPAD LES COULEURS DU TEMPS, L'HÔPITAL DE CLERMONT L'HÉRAULT, L'ACCUEIL DE JOUR THÉRAPEUTIQUE ASSOCIATION CIEL BLEU ET LE CHRU LAPEYRONIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit de conventions avec les EHPAD et les seniors.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 57 : CULTURE – MUSÉE FABRE - ADHÉSION À DES RÉSEAUX D'ÉCHANGES PROFESSIONNELS - APPROBATION

Monsieur le Président

Oui, c'est un musée national.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 58 : CULTURE – MUSÉE FABRE ET SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA - MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LE CRÉDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 59 : CULTURE – MANIFESTATIONS ET ÉVÈNEMENTS 2018 - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENTS ET AUTRES FRAIS ANNEXES DANS LE CADRE

DE L'ORGANISATION DES MANIFESTATIONS ET ÉVÈNEMENTS DU MUSÉE FABRE ET DU SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA - MUSÉE HENRI PRADES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

Mme R. BUONO sort de séance.

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 60 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION DE CO-ORGANISATION DE L'EXPOSITION TEMPORAIRE « LA NAVIGATION ENTRE CATALOGNE ET LANGUEDOC. 2 000 ANS DE SECRETS ENFOUIS » - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur le Maire de Lattes, je vous convie à la réunion que nous allons faire à Lattara pour expliquer le futur chantier de fouilles sur les Hauts de Lattes. Ça se fera au mois de janvier avec une conférence de presse autour d'un petit-déjeuner le 10 à 8 heures.

Vous le savez, nous avons trouvé un site sur lequel il y a eu des sondages archéologiques très intéressants qui remontent au néolithique jusqu'à la période moderne avec plusieurs âges d'occupation. Il y a notamment une période gauloise qui est très intéressante parce qu'il y a peu d'agglomérations gauloises connues.

Je mets cette affaire aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 61 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA - MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT CULTUREL ET SCIENTIFIQUE AVEC L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES PRÉVENTIVES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 62 : CULTURE – OPÉRA COMÉDIE - CONVENTION D'OCCUPATION ET D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC AVEC L'OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER OCCITANIE PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. G. BARRAL, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme V. PÉREZ, M. B. TRAVIER.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 63 : CULTURE – MÉDIATHÈQUES - CONVENTION DE COOPÉRATION POUR LA MISE EN PLACE DU PASSEPORT MULTIMÉDIA AVEC LA COMMUNE DE SAINT GÉNIES DES MOURGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 64 : CULTURE – CONVENTION DE GESTION DE LA MÉDIATHÈQUE JULES VERNE AVEC LA COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme L. ACQUIER et M. J. VERA, Mme R. BUONO entrent en séance.
Mme A. YAGUE, M. N. SEGURA et M. R. YOUSSEF sortent de séance.
M. T. DEWINTRE sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme M-C. PANOS.

Monsieur le Président

C'est très important. C'est la 15^{ème} médiathèque qui devient métropolitaine. Lorsque j'étais conseiller général, j'ai participé à sa réalisation et à son inauguration. On la retrouve aujourd'hui dans le pool des 15 médiathèques.

C'est l'occasion pour moi de remercier Madame la représentante de Monsieur Gudin de Vallerin, Conservateur de la médiathèque Emile-Zola et Directeur du réseau des médiathèques de la Métropole.

Madame le Maire de Saint Jean de Védas.

Isabelle GUIRAUD

Je vais profiter de l'occasion, Président, pour en toucher deux mots. Comme vous l'avez dit, c'est un équipement majeur pour la Ville de Saint Jean de Védas. Il faut savoir que la culture fait partie des axes forts de la politique védasienne mais compte tenu des temps que nous vivons, il devenait difficile pour la Ville d'arriver à porter le poids financier de toute cette politique culturelle. C'est la raison pour laquelle, Président, je voulais vous remercier d'avoir accepté de faire ce transfert parce que vous allez contribuer à donner un second souffle à cette médiathèque qui est un très bel établissement.

Je tenais aussi à souligner – et je vous en remercie également – que cela allait nous permettre de continuer à travailler en synergie avec cette médiathèque qui devient métropolitaine au 1^{er} janvier. Elle continuera à travailler avec les autres établissements de la commune de Saint Jean de Védas. Je pense à l'école municipale de musique et d'arts plastiques...

Vous aimez la culture, nous aimons la culture à Saint Jean de Védas. Vous voulez que Montpellier soit une capitale culturelle. Si Saint Jean peut contribuer à arriver à atteindre cet objectif... Je vous rappelle que nous avons un beau Festival de rue chaque année. C'est un événement majeur. Nous avons créé un club de partenaires et mécènes pour nous aider car aujourd'hui les collectivités ne le peuvent plus.

Ceci dit, s'il y a parmi l'assistance des collectivités qui veulent nous rejoindre dans cette belle aventure, nous sommes preneurs. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Madame le Maire de Saint Jean de Védas. J'ai bien entendu et je ne l'avais pas oublié. Je sais que vous avez un beau Festival des arts de la rue. Nous avons de notre côté les zones artistiques temporaires. Cela peut faire, à terme, une synergie intéressante sur les arts de la rue qui est un maillon important de la culture urbaine.

Isabelle GUIRAUD

Si je peux juste compléter : ce Festival de rue est, à mon sens, très important car, certes, nous avons à Saint Jean ou dans d'autres communes, la culture que j'appelle « enfermée » car elle se fait dans les salles et elle est d'accès payant et il y a cette culture dans la rue qui est importante car elle s'adresse au plus grand nombre. Certes, elle a un coût mais elle est d'accès gratuit.

Le Festival de rue à Saint Jean de Védas se déroule sur deux jours et draine 18 000 personnes qui ont accès à cette culture. C'est important ne serait-ce que sur le plan économique, sur le plan de la cohésion, sur le plan de la fédération. Tout ce que cela peut amener à une population est extrêmement important. Il ne faut pas l'oublier.

Monsieur le Président

Je suis d'accord avec vous. Monsieur Pastor et Monsieur Lévi.

Gilbert PASTOR

Je voudrais en profiter puisqu'on parle de médiathèque pour remercier la Métropole. A Castries, nous avons une médiathèque métropolitaine. Elle a été inaugurée en 2007. Tu y étais, je crois. Il y a eu dernièrement des travaux d'aménagement.

Je voudrais te rassurer Isabelle sur l'implication du personnel de la médiathèque vis-à-vis entre autres des écoles, de jeunes, des animations, il est absolument formidable. On a multiplié par 10 ce que faisait notre bibliothèque municipale de l'époque. Je reconnais que personne ne s'en plaint. Au contraire, c'est vraiment quelque chose de remarquable. Il y a eu un investissement.

J'en ai parlé avec Bernard Travier lorsqu'il est venu inaugurer les travaux : peut-être qu'on ne communique pas assez là-dessus. Je sais bien qu'en général on est très friand de ce qui ne marche pas...

Monsieur le Président

Ça va changer Monsieur Pastor. Je vais mettre en place des outils intelligents

Gilbert PASTOR

... Mais ce qui marche, il faudrait le valoriser. Je suis pour positiver les choses. Je voudrais valoriser ce qui marche et ça, ça marche extrêmement bien.

Monsieur le Président

Je suis d'accord avec vous.

Gilbert PASTOR

Je cite le cas de Castries mais je sais que pour les autres c'est pareil. Tu verras, tu ne le regretteras pas.

Monsieur le Président

Je suis d'accord avec vous mais on en parlera quand ce sera l'heure. Je pense que c'est important qu'on mette tout ce réseau des médiathèques en synergie. J'ai piloté la lecture publique au Département de l'Hérault pendant 17 ans. J'ai créé 115 points lecture sur le département dans les plus petits villages notamment la première mairie de feu Madame Bousquet, Maire de Lodève, Saint-Etienne-de-Gourgas.

Ce sont souvent des lieux qui sont uniques dans les petits villages. Ce sont des lieux de socialisation et inter-génération. C'est très important. La place du livre est fondamentale et elle est encore plus fondamentale dans le Midi de la France où nous sommes dans un pays de droit écrit.

Monsieur Lévia.

Max LEVITA

Bien entendu, ce transfert s'accompagne. Madame le Maire, suite à la demande qui a été faite, nous allons étudier pour savoir s'il est possible de faire la distinction entre une attribution de fonctionnement et une attribution d'investissement.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lévia. Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Renaud CALVAT

Monsieur le Président ?

Monsieur le Président

Pardon, Monsieur Calvat. Allez-y.

Renaud CALVAT

Je vous remercie. Je voulais juste dire que je partage ce qui vient d'être dit sur la lecture publique. J'ai le grand honneur d'avoir pu vous succéder à cette responsabilité au sein du Conseil départemental. Je voulais juste rajouter qu'il n'est pas possible au niveau de la Métropole de créer 31 médiathèques métropolitaines sur l'ensemble des communes de notre territoire donc j'encourage le service métropolitain à ne pas oublier les bibliothèques municipales qui restent de la compétence des communes et qui jouent ce rôle au quotidien que vous venez de préciser Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Oui, parce que la lecture publique – vous avez raison de le préciser – est administrée aussi par les bibliothèques

municipales. Il y a même des bibliothèques associatives qui participent à la vie des communes.

En fait, il faut mettre en synergie ce réseau qui est très important. Ce sont des dizaines de milliers de lecteurs par an et par médiathèque. Ça, on n'en parle pas assez. Je suis d'accord avec vous Monsieur Pastor.

Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Permettez-moi de remercier Bernard Travier car il a sollicité toutes les communes notamment pour nous demander ce qui fonctionnait et aussi ce qui ne fonctionnait pas à travers notamment la culture pour les personnes à mobilité réduite.

Quand on est consultés à Montaud, on prend notre plus belle plume et on essaye de vous écrire quelques mots. Nous avons donc formulé des vœux notamment à l'égard des personnes qui sont le plus éloigné par exemple des centres culturels comme la médiathèque de Castries comme peut l'être la commune de Montaud.

J'espère que nous allons pouvoir poursuivre ce travail afin de réaliser un véritable programme notamment à l'égard de ces personnes. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Nous avons déjà accepté Monsieur le Maire, à votre demande, de transférer et d'installer une exposition particulière à Montaud sur Gaston Baissette. Vous l'aviez oublié ?

Joël RAYMOND

Non.

Monsieur le Président

Je ne l'ai pas oubliée. Je viendrais d'ailleurs l'inaugurer.

Joël RAYMOND

Je l'attends religieusement.

Monsieur le Président

Nous allons donc faire à Montaud l'exposition Gaston Baissette qui est programmée dans les cartons de la médiathèque Émile-Zola.

Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 65 : CULTURE – AVENANT N°1 À LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA SOCIÉTÉ TV SUD MONTPELLIER, VIA OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 65 : CULTURE – AFFECTATION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ARS MUSICA POUR LA RÉALISATION DE CINQ CONCERTS DANS LES COMMUNES DE LA MÉTROPOLE - APPROBATION

Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. H. MARTIN, M. G. BALAZUN et Mme I. GUIRAUD sortent de séance.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Oui Monsieur Thierry Breysse.

Thierry BREYSSE

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit d'une information qui concerne notre projet culturel Démos.

Lundi soir, France 3, en prime time, a proposé une émission culturelle de plus de deux heures intitulée Fauteuils d'orchestre brillamment présentée par Anne Sinclair. À ma grande surprise, j'ai eu le plaisir d'écouter un morceau de musique classique interprété par des enfants qui participent au projet Démon. Ils étaient de la région parisienne mais c'est pareil.

Je vous rappelle que ce projet propose à des centaines d'enfants, souvent de quartiers difficiles, d'accéder à la musique classique. C'est de la transmission orale, ils reproduisent les sons qu'ils entendent.

Montpellier Méditerranée Métropole participe au projet Démon depuis la rentrée avec le soutien passionné de Philippe Saurel et de Bernard Travier, je le sais. En même temps, Anne Sinclair a proposé un extrait du film intitulé la Mélodie de Rachid Hami, dont l'acteur principal est Kad Merad. Son scénario est inspiré par le projet Démon qui a ému et même bouleversé Rachid Hami qui était interviewé. On peut voir cette émission en replay et même découvrir le film qui passe sur nos écrans actuellement.

Puisque Bernard Travier n'est pas là, je me suis permis de prendre la parole. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire de Cournonterral, vous avez parfaitement bien fait de souligner la qualité du projet Démon qui est proposé par l'Orchestre national de Paris, l'État, l'Académie et la Métropole en cofinancement.

Cette délibération, c'est l'aide au grand concert qui a eu lieu dimanche soir en la basilique Notre-Dame des Tables qui proposait Les Vêpres de Monteverdi auquel j'ai assisté. C'était 2 h 30 de concert fantastiques. La musique baroque, merveilleuse ! Je recommande à tous ceux qui aiment la musique et qui n'ont jamais entendu Les Vêpres de Monteverdi de prendre connaissance avec ce morceau d'anthologie, avec des instruments anciens particuliers, des voix particulières. C'est une petite merveille.

Et puis, j'ai décidé de me remettre au violon.

C'est le cadeau que mon père m'a fait le jour de mes 60 ans. Il m'a offert un violon. J'ai donc recommencé à monter les gammes. Dorota, la première violon de l'Orchestre national, m'a proposé de m'apprendre un petit morceau mais je pourrais être dans l'équipe des petits de Démon car après 45 ans d'absence sur le champ musical, il faut quand même s'y remettre. Un jour, je vous ferai une petite surprise. Je vous jouerai le début du concerto en la majeur de Vivaldi ou La Nuit de Rameau. On en discutera en Conférence des Maires. Vous choisirez le morceau que vous voudrez.

Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 67 : CULTURE – MANDAT SA3M D'ÉTUDES PRÉALABLES POUR LA RÉHABILITATION DE LA CAVE COOPÉRATIVE DE MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION

[M. H. MARTIN et M. N. SEGURA entrent en séance.](#)

Monsieur le Président

Je ne prends pas part au vote. Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues, je voulais juste rappeler qu'il s'agit d'un projet qui s'inscrit dans le cadre du volet territorial du Contrat de plan Etat-Région. Ce n'est pas indiqué dans la délibération.

Monsieur le Président

Il faut l'indiquer.

Isabelle TOUZARD

Voilà. Au cœur du projet, il y a le transfert du musée Paul-Soyris que vous aviez mis, en 2015, lorsque vous avez présenté votre Plan d'investissement culturel sur la Métropole. Je ne sais plus si c'était Plan ou Schéma. Je ne me souviens plus de l'intitulé.

Monsieur le Président

C'était sur l'archéologie Lattes et Murviel. Vous avez raison.

Isabelle TOUZARD

Je regrette juste que ce projet avance très lentement. C'était peut-être une gageure d'associer l'économique et le culturel dans un même bâtiment.

Monsieur le Président

Le problème, c'est que la cave coopérative dont il était question, on nous avait dit qu'on nous la ferait presque gratuite mais ce n'est pas le cas. C'est loin d'être le cas.

Je mets aux voix l'affaire 66.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. P. SAUREL

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 68 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PALAIS DES SPORTS RENÉ BOUGNOL - RÉHABILITATION ET MISE AUX NORMES ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE - AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS - DEMANDE DE SUBVENTION – APPROBATION

Mme A. YAGUE entre en séance.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès du rapporteur Jean-Luc Meissonnier, Vice-Président ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 69 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ASSOCIATIONS SPORTIVES - CLUB DE HORSE BALL MONTPELLIER VALLON DE SAINT GEORGES D'ORQUES - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION - CONVENTION D'ATTRIBUTION – APPROBATION

M. J-P. RICO sort de séance.

Mme B. ROUSSEL-GALIANA et Mme I. GUIRAUD entrent en séance.

Monsieur le Président

Monsieur Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit d'avoir un soutien financier au club féminin de horse-ball de Saint Georges d'Orques. Il s'agit du haut niveau puisque deux des joueuses sont inscrites en équipe de France. Il y a eu des championnats de France de horse-ball en 2017 à Saint Georges d'Orques. Ayant participé à cette manifestation, on a vraiment de très bons résultats et surtout une équipe qui est vraiment magnifique.

Je vous propose une aide financière de 5 000 € à ce club qui portera l'étoile de la Métropole sur son maillot ; ce qui est un moindre effort. On verra l'année prochaine, en fonction des résultats, ce qu'on pourra faire pour Saint Georges d'Orques à votre demande bien sûr, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meissonnier. Monsieur le Maire de Saint Georges d'Orques.

Jean-François AUDRIN

Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président, je vous remercie vivement d'avoir alloué cette subvention à notre club méritant car le horse-ball est maintenant pratiqué depuis une vingtaine d'années à Saint Georges d'Orques. Le club a été forgé autour de ce sport et c'est devenu une place forte, surtout le horse-ball féminin. Je voudrais insister là-dessus. Nous avons des équipes d'exception. Des championnats européens se déroulent aussi dans le club de Saint Georges.

Vous avez pris conscience de l'intérêt que nous avons de mettre en avant ce sport et je vous en remercie vivement. Et quand vous dites que les subventions futures seront allouées en fonction des résultats, je peux

vous dire qu'on en aura de grosses.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Maire. Je peux vous dire que c'est une équipe féminine qui évolue au plus haut niveau. Vous savez que nous avons toujours voulu soutenir le sport féminin c'est le cas pour le horse-ball dont la Présidente est venue nous rencontrer. On fait donc ce qu'on a dit.

Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 70 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – GOUVERNANCE DU CYCLE DE L'EAU - COMPÉTENCE GEMAPI - PROPOSITIONS D'ORGANISATION GÉNÉRALE ET FEUILLE DE ROUTE - APPROBATION

M. R. YOUSSEOUS, M. H. MARTIN, M. J-P. RICO et M. G. BALAZUN entrent en séance.

Monsieur le Président

La parole est au Vice-Président, Maire de Prades-le-Lez, Jean-Marc Lussert.

Jean-Marc LUSSERT

Monsieur le Président, chers collègues, c'est une délibération d'importance et fort complexe. En effet, la Métropole Montpellier Méditerranée, à l'instar de l'ensemble des autres EPCI à fiscalité propre, va devenir compétente au 1^{er} janvier 2018 en termes de GEMAPI (Gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations).

Lorsqu'il y a un transfert de compétences, la loi impose une date. Pour autant, cela ne peut pas se faire immédiatement. Il y a du travail à effectuer, des états des lieux, des diagnostics. Cette délibération se veut être l'organisation générale de la feuille de route, comme vous l'avez dit Monsieur le Président. Elle s'organise en deux axes :

- préciser le périmètre juridique et géographique de cette compétence ;
- définir les lignes directrices d'une gouvernance interterritoriale pour que les missions de la GEMAPI s'effectuent.

Le périmètre juridique et géographique : le Code de l'environnement dans son article L211-7 mentionne 12 missions ; la GEMAPI n'en conserve que quatre que je vais vous rappeler.

- Mission 1 : l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique.
- Mission 2 : l'entretien et l'aménagement des cours d'eau, des canaux, des lacs, des plans d'eau c'est-à-dire l'entretien régulier des cours d'eau ou l'enlèvement des débris divers...
- Mission 5 : la défense contre les eaux et submersions marines.
- Mission 8 : la restauration des écosystèmes des zones humides ; par exemple, la restauration des cours ou des plans d'eau.

Vous voyez que quatre des missions (1, 2, 5 et 8) sont dans la prévention des inondations. Quant à la préservation des milieux aquatiques, il n'y a pas la mission 5 mais simplement les 1, 2 et 8.

Au titre de la mission 5, certains ouvrages hydrauliques communaux vont donc passer à la Métropole. Il s'agit d'être précis : si ces ouvrages sont hydrauliques, ils ont été définis par un arrêté préfectoral. L'application de cette mission 5 se transfère donc. Elle concernera notamment les aménagements hydrauliques communaux sur le ruisseau des Canaux à Clapiers, le bassin écrêteur du Rieumassel à Grabels, les digues de protection des crues du Coulazou à Fabrègues, les bassins écrêteurs de crues sur le bassin-versant amont de la Balaurie à Vendargues. Certains autres ouvrages sont déjà propriétés et gérés par la Métropole comme certaines digues de la commune de Lattes, le port Carême à Perols et la ZAC de Massane à Baillargues.

En revanche, de nombreux autres ouvrages hydrauliques existent sur notre territoire mais leurs fonctions au regard des objectifs de la mission 5 sont à préciser. Certains ouvrages ont plusieurs fonctions dont certaines sont dans la compétence GEMAPI. Il est évident que péremptoirement au 1^{er} janvier, on ne peut pas définir une liste exhaustive. Il y aura donc un travail à faire, des études menées par la Métropole pour identifier ces ouvrages et mettre en œuvre une procédure de classement voire de construire de nouveaux ouvrages au titre de la compétence par le programme des PAPI.

La mise en œuvre effective de la compétence GEMAPI sur l'ensemble du territoire métropolitain va amener une élaboration au cours du premier semestre 2018 d'un recensement de l'ensemble de ces ouvrages, de ces opérations et des moyens affectés. Ce recensement sera opéré en partenariat avec chacune des communes membres – en partenariat avec chacune des communes membres.

À l'issue de ce travail et en application des dispositions législatives en vigueur, le rapport d'évaluation des charges transférées relatives à ces compétences sera élaboré au grand plaisir de Max, puis approuvé et transmis par la CLECT au plus tard au 1^{er} septembre 2018. Cette phase de dialogue avec l'ensemble des communes – de dialogue avec l'ensemble des communes – va préciser le contour des actions GEMAPI et permettra de définir en concertation avec chacune d'elles et au cas par cas – en concertation avec chacune d'elles et au cas par cas –, les modalités transitoires de gestion permettant d'assurer la continuité et la cohérence des politiques mises en œuvre dans le respect des intérêts réciproques du bloc communal, des personnels et des structures concernées – dans le respect des intérêts réciproques du bloc communal, des personnels et des structures concernées.

Concernant la mission 8, pour les protections et l'instauration des écosystèmes, il y a déjà des zones qui ont été principalement identifiées. Il y a trois cas particuliers :

- Des zones humides ont été identifiées sur la commune de Lavérune ; une première analyse devra permettre de définir avec la commune – de définir avec la commune – les conditions de gestion les plus adaptées. Pendant cette phase d'étude de concertation, il est proposé en accord avec la municipalité de poursuivre de manière transitoire une maîtrise communale dans le cadre d'une gestion déléguée.
- La Ville de Lattes a développé depuis plusieurs années une gestion des espaces naturels, des zones humides du Méjean via la Maison de la nature qui mène des actions de sensibilisation, de découverte de ces milieux, participe à la gestion des eaux comme à la préservation de ce site. Afin d'établir une nouvelle gouvernance pérenne respectant chacun des acteurs – respectant chacun des acteurs –, il apparaît souhaitable de maintenir les conditions actuelles de gestion de ce site pour une durée déterminée, dans le cadre d'une convention de délégation, à intervenir entre la Métropole et la commune de Lattes et le Conservatoire du littoral.
- La commune de Villeneuve-lès-Maguelone et des salines. Aujourd'hui, il y a un partenariat original entre la municipalité, le Conservatoire du littoral, le Conservatoire des espaces naturels et le Syndicat mixte des étangs littoraux. Cette gestion devra être maintenue au cours de l'année 2018 dans la perspective d'une mise en œuvre coordonnée d'une nouvelle gouvernance interterritoriale de la compétence GEMAPI.

Il s'agissait d'un résumé de l'axe 1 de la définition du périmètre tant juridique que territoriale de la GEMAPI ou du moins d'une feuille de route.

Définition d'une gouvernance interterritoriale : Je vais faire un état des lieux des acteurs qui nous concernent. Notre Métropole a un territoire situé sur deux bassins-versants à savoir le bassin-versant du Lez-Mosson et celui de l'étang de l'Or. Deux syndicats mixtes sont associés à chacun de ces versants : pour celui du Lez, c'est le SYBLE (Syndicat du Bassin du Lez) et le SYMBO (Syndicat mixte du Bassin de l'Or). Ce sont principalement les deux syndicats qui concernent le territoire de notre Métropole.

En même temps, il y a un certain nombre d'EPCI voisins qui sont concernés.

- Concernant les deux bassins : la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et notre Métropole.
- Concernant uniquement le versant du Lez : la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Sète Agglopôle Méditerranée.
- Concernant uniquement le versant du bassin de l'Or : la Communauté de Communes du Pays de Lunel.

Vous avez une carte qui répertorie chacun de ces EPCI. En rouge, c'est le Pays de Lunel ; notre Métropole apparaît en orange ainsi que la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or ; au Nord, le Grand Pic Saint-Loup ; à l'Est, la Vallée de l'Hérault.

Je dois préciser que le Département de l'Hérault est membre des deux syndicats SYBLE et SYMBO.

Pour préciser les choses : notre Métropole, par les communes de Fabrègues, Cournonsec et Cournonterral, est aussi sur le bassin hydrographique de l'étang de Thau. Pour cela, nous avons des représentants au Syndicat mixte du bassin de Thau.

De la même manière, le territoire de la commune de Montaud, de Beaulieu, Restinclières et Saint-Drézéry sont sur le bassin hydrographique du Vidourle. C'est l'Etablissement public territorial du Bassin du Vidourle qui est compétent. Ensuite, le Syndicat mixte des étangs littoraux, dénommé SIEL, dont je vous ai parlé tout à l'heure, est hachuré plutôt à l'Est et au Sud c'est-à-dire en bas à gauche de la carte. Les communautés de Sète Agglopôle Méditerranée et du Pays de l'Or sont concernées ainsi que les communes de Lattes, de Villeneuve-lès-Maguelone et de Pérols.

Pour finir, un dernier syndicat : le Syndicat intercommunal d'assainissement des terres de l'étang de l'Or (SIATEO). Il est plutôt à droite sur la carte au niveau de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or. Sa mission était de s'occuper de l'entretien des cours d'eau et de certains assèchements ou assainissements de zones humides.

L'intention de la Métropole dans cette feuille de route est de transférer ou de déléguer globalement aux EPCB (Établissements publics territoriaux de bassin) – autrement dit les syndicats dont je viens de vous parler – la mission 1. La carte montre cela : en rouge, la Communauté de Lunel veut absolument tout transférer et déléguer. La position de notre Métropole est inscrite en bleu sur la colonne : transfert ou délégation des missions aux SYBLE et SYMBO hors travaux et gestion foncière.

Concernant la mission n°2 : elle s'effectuera en régie. Vous voyez que la carte a changé. La couleur verte, c'est la volonté des divers EPCI de réaliser cet item 2 (entretien et aménagement) en régie. Le Pays de Lunel souhaite toujours un transfert ou une délégation.

Pour l'item n°5 : la défense contre les inondations et la mer. La carte a changé mais on ne s'en est pas trop aperçu car les volontés sont les mêmes. Les EPCI qui sont en vert souhaitent agir en régie et l'EPCI – toujours le même – de Lunel souhaite faire une délégation.

Pour la mission n°8 : la carte change peu puisque tous les mêmes EPCI proposent de fonctionner en régie et pour celle du Pays de Lunel, il y a une petite variante sur son transfert ou sa délégation.

Comme vous l'avez remarqué, les domaines d'intervention du SIEL et du SIATEO sont un peu en intersection avec ceux du SYBLE et SYMBO. Autrement dit, la mise en place de la GEMAPI va faire que le SIATEO et le SIEL vont disparaître. Ces deux syndicats vont être dissous : le SIEL au 31 décembre 2018 et le SIATEO au 31 décembre 2019. Cela fait partie de la feuille de route. Bien évidemment, les discussions relatives à la reprise de l'actif et du passif et au devenir des personnels, la répartition des biens mobiliers et immobiliers devront intervenir au premier semestre 2018 pour le SIEL et au premier semestre 2019 pour le SIATEO.

Il y aura quelques conséquences pour nous puisque ces deux syndicats vont continuer à vivre en 2018 et 2019 et puisque la compétence GEMAPI est transférée à la Métropole, il faudra que celle-ci se substitue en termes de représentants aux communes que j'ai citées toute l'heure pour le SIEL (Villeneuve-lès-Maguelone, Lattes et Pérols) et pour le SIATEO (Pérols uniquement).

Il est demandé au Conseil de valider cette feuille de route en termes de périmètre de compétences juridiques et territoriales et d'approuver les lignes directrices progressives de la gouvernance à définir pour la mise en application des compétences GEMAPI.

Merci de votre attention.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lussert. Merci beaucoup. C'est un sujet compliqué que vous avez parfaitement traité.

Qui demande la parole ? Monsieur Raymond, Monsieur Caizergues, Monsieur Meunier. Attendez ! Ils sont malins ! Ils regardent qui lève le doigt. Monsieur Raymond, Monsieur Caizergues, Monsieur Meunier, Monsieur Fourcade, Monsieur Revol, Monsieur Rouilleault, Monsieur Dudieuzère, Monsieur Segura et Monsieur Lussert conclura.

La parole est à Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais revenir sur la délibération que nous avons prise fin

septembre concernant la taxe GEMAPI. Avec l'exposé très clair, en insistant à plusieurs reprises sur certaines phrases, tout le monde a bien compris que ce que nous avons dit, à savoir que ce périmètre d'intervention de la loi GEMAPI, le prélèvement de la taxe et l'exercice des compétences n'étaient pas encore clairs et qu'il était donc grand temps d'attendre. Pour autant, nous, à la Métropole de Montpellier nous n'avons pas attendu et nous avons prélevé une taxe.

Aujourd'hui, on met en place une gouvernance et on définit les périmètres – comme vient de l'expliquer Monsieur Lussert – et on définit un peu ce que nous allons faire. Du reste, j'ai remarqué que parmi les exemples cités qu'il n'y avait pas forcément ceux sur lesquels nous avons voté la taxe notamment en termes de travaux. Mais bon. Vous voyez, on n'était pas tout à fait prêts au mois de septembre. Ce n'est pas grave.

Ensuite, ce que je voulais vous dire Monsieur le Président, c'est que je découvre des cartes ce soir sur lesquelles la Métropole décide d'exercer des compétences de certains items de la GEMAPI notamment la 2. Je regrette que ce point-là ne soit pas passé en Conférence des Maires. Nous avons un sujet ô combien important qui touche en plein cœur le problème des communes parce que la gestion de l'eau, c'est sur un bassin-versant mais ça se commande sur l'ensemble du bassin-versant et donc les communes exerçaient certaines de ces compétences comme, par exemple, l'entretien des fossés. Je trouve, qu'à ce moment-là, on aurait dû en Conférence de Maires rediscuter de ces compétences ensemble pour pouvoir donner notre avis. Là ce soir, nous n'avons pas le choix : la 2, la 5, la 8, c'est la Métropole qui prend. Je ne suis pas forcément favorable.

Je voulais également vous dire aussi que cette feuille de route très tardive aurait dû être, bien évidemment, faite bien avant. Elle arrive bien trop tard. Je vous l'avais signalé.

C'est vrai qu'aujourd'hui même si l'intention est de rattraper le coup ; je tiens à le dire et vous le savez parfaitement... Écoutez-moi, c'est important ! Il y a une modification de loi !

Monsieur le Président

On ne comprenait pas ce que vous disiez : à un moment, c'était trop tôt et après, c'était trop tard.

Joël RAYMOND

Vous n'avez pas suivi mon fil rouge ou alors je m'exprime mal. Je le regrette. Ce que je veux dire, c'est qu'il y a une modification de loi qui est en cours. Vous le savez. Elle a été votée le 18 au Sénat. Elle reviendra à l'Assemblée nationale qui va redéfinir sûrement encore des notions de périmètre et de gouvernance notamment avec la participation possible du Conseil départemental et de la Région dans les investissements futurs dans la prévention des inondations.

Je trouve que dans ces compétences GEMAPI, la patate est chaude. Il faut attendre. C'est tout ce que je voulais vous dire. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur Caizergues.

Roger CAIZERGUES

Monsieur le Président, mes chers collègues, mon propos sera limité puisqu'il concernera la commune de Lavérune. J'avais demandé qu'on reconnaisse la particularité de nos zones humides (70 ha le long de la Mosson) soit 10 % de la surface de la commune qui sert de zones d'expansion de crues et qui est aussi une ZNIEFF. Elle est aujourd'hui ouverte aux populations de Lavérune et à celles autour comme Saint Jean de Védas et Montpellier.

Je constate – et je m'en réjouis –, qu'une convention doit être passée. Nous l'avions demandé. Je vous remercie pour cette prise de position. Aujourd'hui, le principe est admis. Demain, il faudra que nous travaillions au contenu de cette convention. Je ne doute pas comme l'a dit tout à l'heure mon collègue Maire que ce sera fait dans l'intérêt réciproque à la fois de la Métropole mais aussi de la commune sachant encore une fois que ce n'est pas uniquement Lavérune qui est concernée mais c'est aussi l'ensemble des communes par rapport aux inondations de la Mosson, c'est aussi l'ensemble des communes car c'est une zone naturelle ouverte à la promenade. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Caizergues. Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Merci Monsieur le Président. Monsieur le Président, mes chers collègues. Merci Jean-Marc pour cette présentation si exhaustive. Merci Jean-Marc pour cette présentation si exhaustive. Moi aussi, je peux doubler. Il n'y a aucun souci. C'est juste histoire de faire un petit clin d'œil.

Nous sommes dans un imbroglio assez extraordinaire. Cette loi GEMAPI n'est ni fait ni à faire depuis le début. Elle est revenue du Sénat depuis le 18, elle va repartir à l'Assemblée nationale. Je crois qu'on est en train d'en rediscuter dans tous les EPTB. Si vous prenez trois bureaux spécialisés experts pour conseiller les établissements de bassins pour savoir quelles sont réellement les compétences (où elles s'arrêtent, qu'est-ce qui est pris ou pas...), ils auront tous les trois un avis différent.

Tout à l'heure, dans l'excellente présentation de Jean-Marc, dans l'excellente présentation de Jean-Marc, il y avait des cartes avec les différents EPTB et territoires concernés. Sur les cartes que vous aviez, il y avait trois bureaux d'experts nationaux reconnus par le gouvernement qui nous disent des choses totalement différentes quand on les met autour de la table.

On sait aujourd'hui que nous avons jusqu'en 2020 pour mettre en place la GEMAPI. Je comprends la précipitation qu'on veut avoir car cela permet de prendre la taxe GEMAPI et de conforter les finances de l'intercommunalité qui est la nôtre. Ceci étant, on brûle un peu les étapes.

Je disais que cette loi GEMAPI n'est ni fait ni à faire et en particulier qu'est-ce que c'est que cette délibération ? Ce document et la présentation que vient de faire Jean-Marc, c'est normalement un document de travail en commission, en Conférence des Maires où chacun d'entre nous prend connaissance des différentes opportunités qui nous sont offertes pour gérer les différentes compétences et quelles en sont les limites et les extensions.

Sur la commune de Lattes, dans la convention qui vient de nous être présentée ou dans le document de travail – je n'arrive pas à appeler cela une délibération car je ne vois pas quelle pourrait en être la portée juridique –, on dit vous avez l'étang du Méjean et l'espace naturel, vous avez la Maison de la nature, maintenant, ça va être en partie notre compétence. Ah oui ! Laquelle ? Éducation, ce n'est pas dans la GEMAPI ; préservation des zones humides sur les usages autres que l'hydraulique, ce n'est pas dans la GEMAPI... Je ne vais pas rentrer dans le détail car je vais tous vous noyer - c'est le cas de le dire –, tant c'est incompréhensible.

Je vais prendre un exemple : on a 50 ou 53 martelières (c'est ce qui ouvre ou ferme les cours d'eau) dont six d'entre elles sont identifiées à 100 % GEMAPIennes. Les autres, une partie de leur utilisation sert à une des compétences GEMAPI et les autres sont des compétences qui ne sont pas GEMAPIennes. Je ne parle pas seulement en tant que Maire de Lattes. Si la Métropole prend l'étang du Méjean et la Maison de la nature. Très bien. On transfère. Là je dis : attendez, je ne peux pas transférer puisqu'ils ne m'appartiennent pas. Ça appartient au Conservatoire du littoral. Ça, la loi ne l'a pas prévu car un transfert de compétences se fait entre la commune qui donne la compétence et l'intercommunalité qui la prend. Sauf que là, les équipements, les terrains dont on parle ne m'appartiennent pas. En tant que commune de Lattes, je ne suis que gestionnaire d'un territoire qui appartient à plusieurs propriétaires (privés, Conservatoire du littoral, commune...). C'est très complexe.

Quand on m'a interrogé en début de semaine pour me demander si j'étais d'accord pour une convention d'un an, j'ai dit que j'allais y réfléchir car je devais fouiller le dossier. Je vous ai envoyé, Président, un courrier disant que je voterai contre cette « délibération » – vous voulez l'appeler comme ça mais je ne vois pas quel est son fondement juridique –.

Je remercie Jean-Marc, je remercie Jean-Marc, je remercie Jean-Marc pour le travail effectué. C'était une très belle présentation. Cela nécessite un travail en Conférence des Maires, entre nous. Je ne dis pas qu'une partie des activités qui sont faites sur l'espace naturel du Méjean ou de la Maison de la nature ne seront pas demain de compétences métropolitaines. Elles le seront mais ça va être d'une complexité rare. Le cas d'école de Lattes est vraiment celui qui prouve que cette loi est mal faite et qu'elle va nous mettre, ici comme ailleurs, dans des situations complètement inextricables.

Je me permets, puisque c'est le dernier Conseil de l'année, de vous dire : « cadeau » de la commune de Lattes à l'ensemble des populations de la Métropole et des intercommunalités qui nous jouxtent : ce sont plus de 20 000 personnes qui passent sur l'espace naturel du Méjean. J'espère que tout à chacun a eu le bonheur

d'aller s'y promener. Certains ont pu peut-être aller découvrir la vie des cigognes ou la vie de ces étangs et de ce biotope exceptionnel. Cela fait 40 ans – cela fait 40 ans – que tout est payé par la commune de Lattes – que tout est payé par la commune de Lattes. Pour cette fin d'année, cadeau à vous tous amis métropolitains et profitez-en bien.

Un dernier point me fait réfléchir sur le passage de cette convention, je lis souvent que c'est un site qui dans le paysage touristique est important pour nous. Il est dans notre ADN. Ce n'est pas un site touristique, ce n'est pas un site de loisirs, c'est un site de mise en connaissance de l'espace naturel et de protection de l'espace naturel. C'est un espace naturel protégé. C'est à ce titre-là que la commune s'est engagée depuis 40 ans pour nous, pour vous et pour les générations futures. Je vous remercie et je vous souhaite à tous de bonnes fêtes de fin d'année.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Maire de Lattes. Je voudrais simplement vous poser une question : ceux qui sont allés voir le Directeur de cabinet du Président de la République ont-ils évoqué GEMAPI ?

Propos hors micro.

Monsieur le Président

Oui ou non ?

Cyril MEUNIER

Oui. Ils nous ont dit – et en particulier Madame Maillot qui était avec nous –, qu'ils sont surchargés de demandes parce que pratiquement tout sur tous les territoires pose un problème de mise en œuvre. À partir du moment où on rentre dans l'effectivité de la loi et de la mise en place des compétences, cela pose énormément de soucis.

Oui, c'est un sujet que nous avons abordé. Nous n'avons pas abordé de sujets politiques mais uniquement des sujets techniques qui nous posaient souci.

Monsieur le Président

D'accord. Merci Monsieur Meunier.

Propos hors micro

Monsieur le Président

Oui, Monsieur Mesquida, en tant que député, a voté la GEMAPI.

Propos hors micro

Monsieur le Président

Enfin. Du passé... Ensuite, c'est Monsieur Fourcade.

Jean-Noël FOURCADE

Merci Monsieur le Président. Chers collègues. Je vais compléter ce que vient de dire Monsieur le Maire de Lattes. Évidemment, l'étang du Méjean et les zones humides de la Maison de la nature ne sont pas un site touristique, c'est bien plus que ça : c'est d'abord un écosystème riche, c'est une mosaïque de milieux différents (il y a de la roselière, des prés-salés, de la sansouïre...). Il y a deux enjeux majeurs à mes yeux liés à la gestion de l'eau sur ces territoires :

- préserver les usages qui dépendent de la gestion de l'eau sur ces territoires. Je parle de l'élevage de taureaux, des chasseurs qui ont des conventions de chasse avec la commune sur ces terrains-là, les pêcheurs, etc. Il ne faut pas que pour des problèmes de gouvernance, on déséquilibre en termes d'usage la gestion de ces territoires. Il y a un règlement d'eau qui organise tout cela avec un calendrier de mise en eau de la parcelle, etc. Aujourd'hui cela fonctionne bien. L'équilibre est trouvé. Il faut prendre garde à ce que ce soit pérennisé.
- préserver l'écosystème et notamment la roselière. La roselière, c'est un milieu très particulier. Il n'y en a pas beaucoup le long de notre littoral. Il y en a une très grande sur la commune de Vauvert, une petite au marais de la Tour Carbonnière à Saint-Laurent-d'Aigouze, celle du Méjean qui est importante... La roselière est importante car certains hérons ne peuvent nicher que là. S'il n'y a plus de roselière, il n'y a plus de héron. Je dis cela pour souligner que c'est un écosystème très particulier.

Cette roselière est très sensible à la gestion de l'eau. Le roseau est peu tolérant aux eaux saumâtres c'est-à-dire qu'il faut un apport d'eau douce régulier. La roselière a besoin d'une variation de hauteur de niveau d'eau au cours de l'année c'est-à-dire que l'horizon peut être immergé l'hiver mais il faut un à sec prononcé l'été pour que cette roselière soit vivace. Tout cela pour dire qu'il faut une gestion très fine. On ne peut pas du jour au lendemain la perturber. C'est une gestion de connaisseurs.

On ne peut pas, du jour au lendemain et au 1^{er} janvier 2018 confier la gestion de ces ouvrages au premier venu - sans faire de procès d'intention -. Je retiens la proposition de Monsieur le Vice-Président Jean-Marc Lussert de faire cette convention sur un an avec la Mairie pour continuer cette gestion comme elle est actuellement de ces martelières et de prendre le temps de vraiment définir quels sont les ouvrages qui seront confiés et à qui. Qui viendra les manipuler concrètement ? Il y a trois prises d'eau sur le Rhône plus les 58 ouvrages derrière. Il faut que les deux fonctionnent de la même façon et en même temps. On ne peut pas avoir deux gestionnaires différents ou aucun accord. Il faut que ce soit coordonné. Il faut mettre en place au-delà de la gouvernance un traité des marais qui nous assure la pérennisation de la menée d'eau douce dans ces marais-là ainsi que la préservation des milieux et des usages.

Je remercie Jean-Marc Lussert pour cette proposition de convention annuelle et c'est pour cela que je vais voter pour la délibération. Cyril, ça n'a pas été clair : est-ce que voter contre cette délibération, c'est refuser la convention de délégation d'un an pour la commune de Lattes pour la gestion de ces ouvrages ? On ne peut pas prendre ce risque-là. Refuser la convention de délégation équivaut, pour moi, à transférer automatiquement les ouvrages au 1^{er} janvier. Il ne faut surtout pas ça. Voilà pourquoi je voterai pour cette délibération.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Fourcade. Monsieur Revol.

René REVOL

Puisqu'il s'agit de respecter tous les acteurs, puisqu'il s'agit de respecter tous les acteurs, puisqu'il s'agit de travailler en partenariat avec toutes les communes, puisqu'il s'agit de travailler en partenariat avec toutes les communes, pourquoi avoir chassé Grabels du SYBLE ?

Propos hors micro

Monsieur le Président

Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Merci Monsieur le Président. Chers collègues. Quand on discute d'une délibération, il faut se concentrer d'abord sur le sujet même de la délibération. Sur ce sujet même de la délibération, il y a eu un très gros travail qui a été effectué par les services qui a été présenté très exhaustivement en commission et toutes les communes étaient là. Elles se sont félicitées de l'ampleur du boulot qui a été fait.

Il y a une deuxième raison pour la voter : elle met en place une période transitoire parce qu'on est sur un sujet extrêmement important et compliqué où la carte des intercommunalités, la carte des bassins-versants, la carte des syndicats ne coïncident pas. Il y a un énorme travail et c'est très bien qu'il y ait une période transitoire comme cela vient d'être rappelé par Jean-Noël Fourcade à l'instant. Je pense que pour cette raison-là, il faut voter cette délibération.

Deuxièmement, je pense qu'il faut être dans une logique de travail en commun. J'ai regretté qu'il y ait un référé qui soit fait par certains des Maires contre deux délibérations du dernier Conseil au motif qu'il y avait urgence à les abroger. Le magistrat qui a été saisi a d'ailleurs jugé qu'il n'avait pas du tout urgence. Je pense qu'on a mieux à faire que de se faire des procès les uns contre les autres. C'est d'ailleurs ce que j'ai dit à Castelnau quand il a été question de payer l'avocat qui avait participé à ça.

Monsieur le Président

Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Attendez, je n'ai pas fini.

Monsieur le Président

Simplement, répétez-le parce que certains parlent et ne sont pas attentifs. J'aimerais bien que vous nous donniez le résultat parce qu'il y a eu une procédure en urgence...

Henri ROUILLEAULT

Oui, il y a une procédure. L'urgence a été refusée par le magistrat par rapport au référé qui avait été fait contre les deux délibérations sur la loi GEMAPI présentées lors du dernier Conseil.

Monsieur le Président

Monsieur Raymond s'étonne que cette discussion n'ait pas eu lieu en Conférence des Maires. D'abord, on en a parlé depuis longtemps entre nous et deuxièmement, il y a des Maires ici qui vont au tribunal contre la Métropole...

Henri ROUILLEAULT

Très franchement, je pense que ce sont de mauvaises pratiques. Je reprends la parole.

Monsieur le Président

Je suis d'accord avec vous, Monsieur Rouilleault. Très mauvaises.

Henri ROUILLEAULT

Ce sont de mauvaises pratiques que de se faire des procès les uns contre les autres. Il m'est arrivé de faire des recours gracieux parce que je pense qu'il y a des moments, quand on pense qu'il a des intérêts importants, où il faut pouvoir négocier – d'ailleurs, j'ai gagné en général –. Je pense que se faire des procès au tribunal, ce n'est vraiment pas la chose la plus productive.

Par contre, comme cela a été dit par Monsieur Raymond, il y a un débat actuellement au Parlement. Il y aura une commission mixte paritaire sur ce sujet-là et en fonction du résultat de ce travail, il y aura peut-être des retouches supplémentaires à faire par rapport à tout ce dont nous venons de discuter. Il faut de ce point de vue là tenir compte de tout ce qui est en train de se discuter actuellement au Parlement.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Rouilleault. Monsieur Dudieuzère.

Pierre DUDIEUZERE

Monsieur le Président. Merci à Jean-Marc pour cette présentation. Je crois qu'il faut revenir à l'essentiel : il faut éviter que nos villes, nos villages, nos prairies et nos routes se noient et qu'on fasse le travail qu'on aurait dû faire il y a longtemps. J'ai un village qui est inondé assez souvent. Nous avons fait des bassins de rétention. Il en reste à faire. Je crois que l'important, c'est de nettoyer nos rivières et de créer des bassins de rétention notamment en prévision du futur SCoT et je crois que la loi finira tout ça après, si besoin est.

Je crois qu'il faut arrêter d'être sur la forme et qu'il faut vraiment être sur le fond. Je crois que notre collègue de Grabels qui a vécu des moments dramatiques doit y penser. Souvent, c'est parce que le travail n'a pas été fait par les uns et par les autres. Je crois qu'il faut le faire. Il faut arrêter de faire des « chichaillades » de politique politicienne. Il faut qu'on avance. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Dudieuzère. Monsieur Ségura, Maire de Villeneuve.

Noël SEGURA

Je voulais tout d'abord remercier Jean-Pierre Moure qui à l'époque m'avait donné la délégation de conseiller spécial aux zones humides et qui a été le premier à financer à hauteur de 10 000 € le SIEL.

Je voudrais également remercier René Revol dans sa délégation et Jackie Galabrun-Boulbes parce qu'ils s'étaient déplacés pour voir comment fonctionne le SIEL et je crois qu'ils ont vu le travail qui se fait sur le terrain.

Mon souhait aujourd'hui, c'était de continuer avec ce SIEL même si je sais qu'il sera englobé d'ici un an. Je le demande et je m'en suis entretenu avec Jean-Marc qui va bientôt venir à Villeneuve. Simplement je voudrais rester sur Villeneuve-lès-Maguelone avec les gens et les acteurs de terrain qui sont continuellement à veiller à l'hydraulique, la protection des oiseaux et des espaces.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Segura. Monsieur Lussert.

Jean-Marc LUSSERT

Monsieur le Président, je vais essayer de répondre à tout ce qui a été évoqué. De façon générale, je m'aperçois que, bien qu'ayant enseigné 30 ans, quand je parle de GEMAPI - même si je trouve génial d'utiliser la répétition pour bien m'expliquer -, il y a visiblement des gens qui comprennent et d'autres qui ne comprennent pas. Je vais essayer de trisser comme disait Rostand.

Monsieur Raymond. Joël. Cher Joël. Tu dis qu'il était urgent d'attendre et de ne pas voter la taxe. Il faut quand même savoir que tous les EPCI qui étaient sur les cartes tout à l'heure ont effectivement voté cette taxe dans des proportions par habitant qui sont pour la plupart du temps assez proche de notre choix à l'exception d'une seule - celle de l'étang de Thau, je crois - qui a fait le choix d'une taxe quatre fois supérieure à la nôtre.

À l'Assemblée nationale, comme quelqu'un l'a dit, ils travaillent. Un amendement a été voté le 30 novembre 2017 parlant de la compétence GEMAPI qui est transférée au 1^{er} janvier aux intercommunalités. Je vous lis deux phrases : *« compte tenu de ce transfert de compétences, cet amendement vise à ce que les délibérations prises avant le 1^{er} octobre 2017 en vue d'instituer la taxe à compter de 2018 par les EPCI qui exerceront la compétence puissent bien s'appliquer à compter de cette même année 2018 »*. Non seulement, le caractère d'urgence n'a pas été retenu par le juge mais je crois qu'on connaît déjà le jugement au fond.

Ensuite, Joël tu nous disais qu'au mois de septembre ce n'était pas les mêmes exemples que j'avais cités. C'est logique, les exemples qui sont relatifs aux plus grands projets, donc aux plus grands coûts et aux plus grands financements, ce sont ceux de la mission 5, j'en avais quatre pages A3 à l'époque pour justifier les 3 millions de la taxe. Ce soir, j'ai « choisi » d'évoquer - c'était surtout la délibération qui le voulait - la mission 8. Pourquoi ? Parce que justement il y a les trois cas que j'ai cités (Lavérune, Lattes et Villeneuve) qui illustrent, à mon sens, parfaitement bien l'état d'esprit dans lequel a été faite cette délibération c'est-à-dire, comme le disait Cyril, ni fait mais à faire.

C'est donc le but et la proposition qui est faite : se donner du temps pour définir les choses et les contours. Bien sûr que de l'évoquer en Conférence des Maires, ça me paraît tout à fait possible sauf à dire quand même que le SYBLE et le SYMBO ont conjointement demandé une expertise et ont fait des réunions de travail avec les techniciens de ces structures et un cabinet spécialisé pour essayer de débayer un peu le terrain, de définir plusieurs scénarios quant au transfert des diverses compétences. L'idée de complexité du sujet, tout le monde est d'accord avec cela et c'est précisément l'esprit de la délibération que de se donner du temps pour essayer de déterminer les contours.

Je confirme ce que dit Cyril Meunier que si on a trois bureaux spécialisés, on a trois versions des choses. Il faut donc progresser et avoir une feuille de route pour petit à petit éliminer les différentes impasses et arriver à un accord.

Pour répondre à Cyril qui dit que certains terrains sont la propriété du Conservatoire du littoral : cela ne nous a pas échappé. Ce n'est pas dans la délibération mais il y a eu des contacts de pris avec le Conservatoire et un travail de réflexion a été identifié. Il y a eu un rendez-vous de pris pour commencer le travail le 4 janvier. Nous allons regarder les choses comme l'espère Jean-Noël Fourcade. Je n'oublierai pas la roselière, le héron et les rhizomes lorsque nous discuterons de ça.

Pour Noël, j'ai effectivement noté que tu voulais qu'il y ait des acteurs de la GEMAPI notamment pour la mission 8 qui seraient sur Villeneuve.

Je finirai en m'adressant à René. Cher René, je trouve vexant de t'entendre dire ou de lire dans le journal tes propos qui disent que Grabels n'est pas représentée au SYBLE. Cela fait 10 ans que j'y suis, 10 ans que je représente les 19 communes qui sont dans notre Métropole et sur le territoire du SYBLE. Je prétends, depuis 10 ans, représenter Grabels, Lattes, Juvignac, Prades... et j'en oublie 15. Je représente Grabels et je pense que mes 5 camarades - dont Jackie qui est là - représentent Grabels aussi.

Merci de votre attention.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lussert. Je voudrais simplement apporter une petite précision sur l'agenda et sur les dates. Vous êtes allés voir lors d'un voyage à l'Élysée, le Directeur de cabinet du Président de la République. C'était le 5 décembre. Vous lui avez parlé de la GEMAPI. C'est ce que vous venez de confirmer. J'ai l'honneur de vous indiquer que l'amendement GEMAPI a été voté par l'Assemblée nationale, adopté par l'Assemblée nationale le 12 décembre, adopté par le Sénat le 15 décembre et que l'article 23 de la loi de finances qui sera adopté définitivement demain le confirmera sans possibilité de retour en arrière. Bravo pour votre intervention.

Les délibérations prises en direct de France urbaine, à l'instant : les délibérations prises avant le 1^{er} octobre 2017 pour les EPCI sont effectives dès 2018. Notre démarche est donc validée. Pour les autres communes, elles ont jusqu'au mois de février pour se mettre en conformité.

Cela veut dire que vous n'avez pas parlé de la GEMAPI là-bas. Vous êtes allés pleurer : « Il m'a mordu ! », « il m'a griffé ! ». Arrêtez ! Regardez le résultat.

Intervention hors micro.

Je mets aux voix l'affaire 69. Il n'y a que trois contre ! Tout ça, pour ça ! Trois contre. Bravo Jean-Marc.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (13 abstentions et 3 votes contre).

Monsieur le Président

Comment pouvez-vous ne pas savoir ça en tant que député suppléant ? Comment le sénateur ne le dit à ses élus de Castelnau ? Enfin quand même, ce sont des parlementaires ! Ils doivent s'occuper de leur territoire communal mais aussi de l'ensemble du territoire départemental.

Je viens de téléphoner à France urbaine dont le Président est mon ami Jacques Moudenc, Maire de Toulouse et Président de Toulouse Métropole, qui m'a donné tous les renseignements. Et vous, vous êtes suppléant ou vous avez dans votre entourage très proche des parlementaires et vous ne le savez pas. Parlez-vous.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Non, c'est fini. Vous en avez assez dit.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Non. Arrêtez la musique, s'il vous plaît.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

C'est ça, c'est vous qui allez modifier la loi.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

C'est incroyable ! Ça, c'est être mytho.

Ont voté contre : M. C. MEUNIER, M. E. PASTOR (avec la procuration de Mme C. DONADA)

Se sont abstenu(e)s : M. P. BONNAL, Mme M. CASSAR, M. C. COUR, Mme C. DARDE, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, M. A. LARUE, Mme M.-C. PANOS, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (13 abstentions et 3 votes contre).

AFFAIRE N°71 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUA-

TIQUES – MISE EN ŒUVRE DE LA COMPÉTENCE GEMAPI - DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA MÉTROPOLE AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE DES ETANGS LITTORAUX (SIEL) ET DU SYNDICAT D'ASSAINISSEMENT DES TERRES DE L'ETANG DE L'OR (SIATEO) - APPROBATION

M. P. KRZYZANSKI sort de séance.

Monsieur le Président

Je vous propose les candidatures suivantes :

- **Pour le SIEL :**
 - En tant que titulaires : M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Jackie GALABRUN- BOULBES, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Rosy BUONO, M. Jean-Pierre RICO et M. Noël SEGURA
 - En tant que suppléants : Mme Mylène FOURCADE, M. Sauveur TORTORICI, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Laurent JAÔUL, M. Michel LITTON (Conseiller municipal de Pérols), Mme Chantal CLARAC.
- Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Oui pour le SIEL. Monsieur Meunier demande la parole.

Cyril MEUNIER

On n'est pas mytho...

Monsieur le Président

Pas vous.

Cyril MEUNIER

Quand on prend une délibération qui n'est pas en règle, si après il y a une loi qui vient, comme vous venez de le préciser, la rendre en règle...

Monsieur le Président

Mais qu'est-ce que vous avez fait à Paris ?

Cyril MEUNIER

On s'est posé des questions et ils nous ont répondu qu'il y avait un amendement qui allait... D'ailleurs, on a retiré les recours.

Monsieur le Président

Et qui a payé le voyage ?

Cyril MEUNIER

Nous. Nous n'avons pas été invités. Peut-être que la prochaine fois ils nous inviteront. Cette fois-ci, nous n'avons pas été invités. Nous n'avons dû payer sur nos deniers personnels.

Dites-moi, ce sont les délégués au SIEL ?

Monsieur le Président

Oui.

Cyril MEUNIER

Avant la Métropole ne siégeait pas. Il y avait les représentants de Villeneuve-lès-Maguelone, Lattes et Pérols. On est bien d'accord ? C'était comme cela que ça fonctionnait. Là, il n'y a pas de représentants de Lattes. Si ?

Monsieur le Président

Il y a Rosy.

Cyril MEUNIER

Rosy est hors sol, désolé, depuis qu'elle a quitté la majorité. Je suis désolé, pour moi, elle n'est plus élue

lattoise. On n'a pas du tout la même perception des choses. D'ailleurs, elle vient de voter contre la compétence de la commune de Lattes sur l'étang du Méjean et de la Maison de la nature. Malheureusement avec Jean-Noël, nous n'avons pas eu le temps d'en discuter donc on ne s'est pas bien compris.

Une fois de plus, sur les organismes extérieurs, vous cassez la représentation par commune. Je vous rappelle que ce Syndicat a été créé par les communes et on n'a jamais pu en sortir car statutairement parlant, il est composé par les communes qui ne pouvaient pas en sortir...

Monsieur le Président

Donc on est hors la loi.

Cyril MEUNIER

Vous êtes en train de sortir la commune de Lattes de la représentation. Il y a un représentant de la commune de Pérols au moins ?

Monsieur le Président

On est hors la loi alors ?

Cyril MEUNIER

Vous n'êtes pas hors la loi. Vous êtes hors normalité.

Monsieur le Président

Mais qu'est-ce que c'est ? La normalité, c'est ce que vous dites.

Cyril MEUNIER

C'est une sorte de recours gracieux pour faire plaisir à mon ami Henri Rouilleault.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire de Lattes, la normalité, pour moi, c'est ce que vote l'assemblée c'est-à-dire le suffrage, c'est-à-dire la démocratie. On va voter.

Cyril MEUNIER

C'est ça votez. Vous faites la même chose que les fois précédentes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Président

Adoptée à l'unanimité mais ce n'est pas possible ! Il faut être grincheux pour faire ça ! On crie, on crie et on vote pour !

Pour le SIATEO, je propose... Oui, Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Je regrette encore une fois la façon dont vous éjectez les élus d'une majorité par rapport à un Syndicat.

Propos hors micro.

Joël RAYMOND

Oui, la majorité d'une commune par rapport à un Syndicat. C'est dommageable parce que ce sont quand même les élus du terrain qui connaissent le Syndicat et qui connaissent surtout leur territoire et qui peuvent mieux le représenter.

Je vais vous donner deux exemples, Monsieur le Président : le SYMBO m'a envoyé le 11 octobre ses délibérations concernant le comité de pilotage du conseil syndical. Vous avez désigné de nouvelles personnes. La présence : 1/12. Je prends la délibération du contrat 2B de l'étang de l'Or, contrat ô combien important puisque dedans il y a justement les compétences GEMAPIennes avec les financements : en gros, c'est un financement sur 5 ans de 65 M d'€. Je regarde les présents de la Métropole et seul Monsieur Christophe Orth était là. Moi je dis, Monsieur le Président que lorsqu'on fait une gouvernance, quand on la pilote, j'estime qu'à un moment donné, quand on prend la responsabilité d'être des représentants d'une collectivité, d'un établissement public, on doit au moins se faire représenter et porter le discours de ce que l'on veut faire sur le

territoire. Je vous remercie.

Propos hors micro.

Jean-Marc Lussert

Monsieur le Président ?

Monsieur le Président

Simplement, Monsieur Lussert, si vous le permettez, je voudrais dire à Monsieur Raymond qu'hier soir j'étais invité par le Syndicat Garrigues Campagne et mon ami Jacques Grau, Maire d'Assas. J'ai été reçu les bras ouverts et on travaille très bien ensemble. Je le remercie. D'ailleurs, vous y étiez.

Propos hors micro.

Monsieur le Président

Je vous propose la candidature pour le SIATEO de M. Jean-Pierre Rico et M. Jean-Marc Malek. Qui est contre ? Un contre. Allez-y Madame Gianiel, je vous en prie.

Isabelle GIANIEL

Fort rapidement. Je pense que tout à chacun ici comprendra que je vote contre une représentation métropolitaine au sein du SIATEO par Monsieur le Maire de Pérols et un membre du groupe majoritaire du conseil municipal de Pérols pour une raison toute simple : le SIATEO a pour vocation de s'occuper de la gestion de milieux aquatiques, à entretenir non seulement les canaux mais également les étangs. Aujourd'hui à Pérols, sous l'impulsion de son Maire, on construit en zone rouge inondable du PPRI et en zone naturelle, des établissements commerciaux qui n'ont absolument aucune légitimité.

Je crois qu'une représentation de la Métropole au SIATEO par des élus qui génèrent ce type de pratiques qui sont parfaitement condamnables, ne peut pas être approuvée par l'ensemble du Conseil de Métropole. Je vote contre et cela me paraît d'une évidence rare.

Monsieur le Président

Bon. Je mets aux voix la candidature de Jean-Pierre Rico et de Jean-Marc Malek.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée :

- à l'unanimité pour la désignation des représentations au sein du SIEL,
- à la majorité des voix exprimées pour la désignation des représentants au sein du SIATEO (3 voix contre et 14 abstentions : ont voté contre : Mme I. GIANIEL, Mme C. JABADO, M. R. REVOL. Se sont abstenus : M. H. ROUILLEAULT, Mme C. DARDE (avec la procuration de M. J-P. GRAND) ; M. R. CAIZERGUES, Mme M-C. PANOS (avec la procuration de M. T. DEWINTRE), M. J. RAYMOND (avec la procuration de M. A. LARUE), M. J. VERA, M. E. PASTOR (avec la procuration de Mme C. DONADA), M. C. MEUNIER, Mme I. TOUZARD et M. C. COUR.

AFFAIRE N°72 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE THAU - MODIFICATION DES STATUTS - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°73 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – CRÉATION DU RÉSEAU D'EAUX PLUVIALES DU QUARTIER DE LA CÉREIRÈDE

SUR LA COMMUNE DE LATTES - AVANT PROJET ET DOSSIER AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE - DEMANDE D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE - APPROBATION

M. N. SEGURA sort de séance.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Il est évident que je ne suis pas contre. C'est juste pour remercier la Métropole et l'ensemble des services de la Ville de Lattes et de la Métropole – surtout Jean-Claude Hémain et l'ensemble de ses services - d'avoir fait en sorte qu'on puisse ne pas perdre les 900 000 € de subventions d'Oc'via qui sont les constructeurs de la LGV qui viennent financer la mise en place de ce pluvial.

Je veux remercier Carole Donada qui je ne pense pas vous aurait remercié pour la délibération précédente de l'avoir retirée du SIEL dans lequel elle a œuvré aux côtés des élus de Villeneuve et de Pérols pendant des années. La qualité du travail n'étant pas un des facteurs du choix du vote des représentants de la Métropole, je sécherai ses larmes. Merci.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°74 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – MESURES COMPENSATOIRES DU CONTOURNEMENT FERROVIAIRE NÎMES-MONTPELLIER - CONVENTION AVEC OC VIA POUR LA COMPENSATION DES REMBLAIS EN ZONE INONDABLE - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°75 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE - CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIÈRE D'INTERCONNEXION DE SECOURS AVEC LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT LOUP POUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SAINT CLÉMENT DE RIVIÈRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL et M. C. MEUNIER sortent définitivement de séance.

M. J-L. MEISSONNIER, M. H. DE VERBIZIER et M. C. COUR sortent de séance

Monsieur le Président

Monsieur Revol demande la parole.

René REVOL

Juste un mot. Lors du dernier Conseil métropolitain, je vous avais alertés sur la baisse du budget des agences de l'eau qui était ponctionné par l'État et que cela avait des conséquences relativement importantes sur l'avenir du service public de l'eau et de l'assainissement. Vous aviez à ce jour répondu en nous disant que vous alliez adresser une lettre à tous les députés de l'Hérault.

J'aimerais que vous puissiez nous communiquer cette lettre assez rapidement et éventuellement la réponse que vous apportent ces élus. Je vous rappelle que dans notre Assemblée, nous avons une députée de l'Hérault, Madame Patricia Miralles, et pas que des suppléants. Elle peut exercer directement sa compétence et répondre à ce sujet dans le sens que nous avons dit. Je pense que là, il y a un enjeu...

Monsieur le Président

Je vais regarder Monsieur Revol.

René REVOL

Cette lettre est importante car aujourd'hui, il y a un débat national qui se mène sur ce sujet qui est relativement important sur lequel des députés de toutes sensibilités se mobilisent car il va entraîner beaucoup de conséquences.

Pour nous, par bonheur, les primes d'épuration vont baisser de 20 %, ce qui est déjà considérable. Par exemple, dans la partie Occitanie qui dépend d'un autre bassin, c'est la suppression pure et simple de ces primes à l'épuration. Pas plus tard qu'il y a quelques jours, la Métropole de Toulouse a été obligée d'augmenter de manière drastique le prix de l'eau pour pouvoir compenser cette baisse de financement.

Il y a un enjeu pour l'avenir et je voudrais qu'on se mobilise de manière continue sur ce sujet.

Monsieur le Président

Ok pour la mobilisation. Ok pour écrire aux députés. Je n'arrête pas de leur écrire. Je n'ai pas beaucoup de réponses d'ailleurs. Mais, Madame Miralles me répond tout le temps.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°76 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RÉPONSE À L'APPEL À PROJET 2018 LANCÉ PAR LA RÉGION POUR CONSTITUER DEUX PROJETS AGRO-ENVIRONNEMENTAUX ET CLIMATIQUES (PAEC) 2018-2019 - POSITIONNEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLITAINNE COMME OPÉRATEUR AGRO-ENVIRONNEMENTAL - APPROBATION

[M. C. DARDE sort de séance.](#)

Monsieur le Président

Madame Galabrun-Boulbes.

Jackie GALABRUN-BOULBES

C'est pour vous proposer un deuxième appel à projets. On en avait déjà fait un entre 2015 - 2017. Maintenant, il portera sur 2018 - 2020. Cela concerne les captages du Flès et cela terminera le captage de Garrigues Basse du côté de Sussargues.

Pour le Flès, on sera bientôt du côté de Fabrègues pour rencontrer tout le monde.

On vous propose d'approuver cette réponse à cet appel à projets qui est émis par la région Occitanie pour constituer PAEC à enjeu « eau » qui concerne, comme je vous l'ai dit, ces deux aires d'alimentation de captage.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°77 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE MONTPELLIER - SYSTÈME DE COLLECTE MAERA - RENFORCEMENT DU POSTE DE REFOULEMENT DU MAS D'ARTIS - VALIDATION DU PROGRAMME DE TRAVAUX - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

[M. N. SEGURA et M. J-L. MEISSONNIER entrent en séance.](#)

Monsieur le Président

Madame Galabrun-Boulbes.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Les deux points qui vont suivre 77 et 78 sont des demandes financières. Vous savez qu'on est tenu, dans le cadre de MAERA, d'avoir des programmes de travaux sur le système de collecte des eaux usées. Voilà deux endroits où nous allons travailler.

Le poste de refoulement du Mas d'Artis date de 1960. On a fait une étude de faisabilité en 2017. On voudrait valider maintenant un programme de travaux. Le détail est dans le programme.

Le montant estimatif est de 8,7 M d'€. Vous comprendrez qu'on demande des subventions entre autres à

l'Agence de l'eau.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°78 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE MONTPELLIER - SYSTÈME DE COLLECTE MAERA - RENFORCEMENT DU RÉSEAU SECTEUR DES RUES DE CHOLET / MAS ST PIERRE - VALIDATION DU PROGRAMME DE TRAVAUX - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°79 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – NOTE LIMINAIRE 2016 SUR L'EXERCICE DES COMPÉTENCES EAU ET ASSAINISSEMENT - APPROBATION

M. Y. PELLET sort de séance.

M. G. BALAZUN sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°80 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – APPEL À CANDIDATURES 2016-2017 « TERRITOIRES ÉCONOMES EN RESOURCES » LANCÉ PAR L'ADEME OCCITANIE - DOSSIER DE CANDIDATURE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION

M. P. KZRYZANSKI, M. C. COUR et M. H. DE VERBIZIER entrent en séance.

Monsieur le Président

Madame Barthas-Orsal.

Valérie BARTHAS-ORSAL

Merci Monsieur le Président. Je vais vous faire un état des lieux de la situation actuelle. Nous avons des outils techniques de tri et de valorisation qui sont en place : l'usine Amétyst, le centre Déméter qui va être rénové et agrandi très prochainement et les déchetteries qui sont actuellement en train d'être rénovées. Nous allons inaugurer celle de Baillargues et de Lavérune au mois de janvier.

En revanche, nos centres d'accueil des déchets ultimes ne sont pas pérennes. Je vous parle du casier, de l'usine Ocréal et après 2019 les charges de traitement vont augmenter.

Grâce à Castries, pour l'instant, nous payons peu cher car c'est peu loin. Mais, ces charges vont également être accentuées par l'augmentation de TGAP (taxe générale sur les activités polluantes) sur l'incinération et surtout le stockage.

Le gouvernement a une politique que je trouve mature. Il fait tout pour diminuer l'incinération et le stockage. Il fait tout pour que l'on produise moins de déchets et que l'on recycle davantage.

Actuellement, dans le cadre du Plan régional de prévention et de gestion des déchets, nous discutons des orientations des flux de déchets ultimes sur les installations existantes ou à créer. Pour ce faire, nous devons afficher des objectifs de prévention de recyclage tendant vers les objectifs de la loi TECV ; en sachant que la priorité est donnée à la valorisation énergétique par rapport au stockage.

Un rappel : l'objectif des deux lois de Grenelle de 2009 et de 2010 était d'assurer un bon fonctionnement des écosystèmes en protégeant les espaces et les habitats. De ces lois Grenelle est issue la loi TECV (loi de Transition énergétique pour la croissance verte) qui date d'août 2015. Les objectifs sont de contribuer plus efficacement à la lutte contre la déréglementation climatique, la préservation de l'environnement et le renforcement

de l'autonomie énergétique.

Concernant les déchets, cette loi a quatre grands objectifs :

- Le premier est de réduire à la source donc de consommer moins de ressources primaires c'est-à-dire naturelles particulièrement dans le BTP (par exemple le bois, les granulats...) au profit du recyclé ;
- Le deuxième est de réduire de 10 % la production des déchets ménagers et assimilés en 2020 par rapport à 2010. Il faut savoir qu'on y est déjà grâce aux points d'apport volontaire textile, aux biodéchets, au stop pub, à la dématérialisation... On estime qu'on est aujourd'hui à 14 %.
- Le troisième objectif est d'augmenter le recyclage de tous les déchets qu'ils soient ménagers, issus du monde professionnel, du bâtiment et du BTP.
- Le quatrième objectif est de réduire de 30 % les déchets stockés en 2020 et de 50 % pour 2025 par rapport à 2010.

Je vous propose d'entrer dans une nouvelle démarche qui est issue de cette loi TECV qui s'appelle TER (Territoires économes en ressources). En bleu, vous avez les territoires qui sont rentrés dans une dynamique zéro gaspi, zéro déchet en 2014 - 2015 et en vert, ce sont les territoires qui entrent dans une nouvelle dynamique qui concerne 1,3 million d'habitants et 20 % de la population.

Que dit ce projet TER ? Il dit qu'on va mettre en place un projet politique intégré concernant la prévention et la gestion des déchets dans une dynamique d'économie circulaire. Cette démarche ne vise pas uniquement les déchets ménagers mais elle doit s'appliquer à réduire et à recycler davantage les déchets professionnels et ceux du BTP. Ce qui est intéressant sur cette carte, c'est qu'on voit que la Métropole de Montpellier jouxte la Communauté de Communes des Pays de Lunel et la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or qui sont également candidats. Ceci pourra nous permettre de développer des coopérations territoriales avec ces intercommunalités pour les déchets professionnels et les biodéchets.

Quel est le plan d'action ? Le premier, c'est de remettre en chantier le Plan local de prévention des déchets et ensuite de rénover et de densifier les points d'apport volontaire pour le verre, de réaliser des opérations d'incitation du tri pour le verre, de renforcer les dotations en bacs de tri jaune – ce qu'on appelle la collecte sélective – principalement dans l'habitat vertical ancien. Notre objectif est d'impacter 20 000 foyers.

Dans notre plan d'action, l'objectif suivant est de permettre aux foyers d'accéder au tri des biodéchets adapté à leur environnement et à des coûts maîtrisés. Pour ce faire, nous voulons nouer des partenariats avec les acteurs du territoire en les associant à l'élaboration et à la mise en œuvre du nouveau Plan local de prévention des déchets ménagers. Nous allons mobiliser les relais de terrain, les porteurs de projets (les associations, les entreprises innovantes...) en faisant un appel à projets annuel que l'on financera.

Nous serons nous-mêmes, Métropole, éco-exemplaires dans nos sections d'achat public ou de construction et entre autres, nous allons conduire des chantiers exemplaires que ce soit de démolition, de rénovation, de constructions neuves ou d'aménagement de zones.

Concernant la voirie et le transport, nous souhaitons signer une convention d'engagements volontaires avec la Fédération régionale des travaux publics.

Concernant le BTP, en tant que maître d'ouvrage et maître d'œuvre, nous voulons former les intervenants. Nous allons engager des projets partenariaux avec la CCI, la Chambre des métiers, avec différentes fédérations professionnelles pour inciter les gros producteurs (les cantines, les entreprises de logistique...) à mieux trier. Notre objectif est ambitieux car nous voulons rencontrer 1 000 professionnels, gros producteurs de déchets, pour les inciter à modifier leur comportement. Nous allons, par exemple, mettre en contact les entreprises de la zone Salaison 2 à Vendargues et Marcel-Dassault à Saint Jean de Védas afin qu'elles trouvent des solutions communes à des problèmes communs. Nous allons continuer à travailler avec Emmaüs, avec ERCA et toutes les autres entreprises de l'économie sociale et solidaire afin de développer le réemploi des objets récupérés, par exemple, dans les vide-greniers ou dans les déchetteries. Récemment, nous l'avons fait à Pérols suite à un vide grenier. Cela s'est bien passé. Emmaüs était très satisfait de notre partenariat. Les parties prenantes seront associées au suivi de la réalisation du projet et nous travaillerons dans le cadre d'une commission de suivi et d'un comité de technique pour évaluer le projet et le réorienter au besoin.

Dans le contexte de la planification régionale de la prévention et de la gestion des déchets, nous allons pouvoir accueillir les déchets triés des autres territoires. Je pense à Démeter qui sera fini fin 2019.

Pour atteindre ces objectifs, il y a un coût (2,4 M d'€) qui englobe la communication, l'animation, les achats de prestations d'études et de sensibilisation, l'acquisition de matériel. C'est certain que c'est un budget supplémentaire, Max, par rapport au budget de la gestion des déchets mais ce coût supplémentaire sera compensé en partie par la subvention de l'ADEME et le soutien éventuel de Citeos mais surtout par les coûts évités liés à la réduction des déchets et à l'augmentation du recyclage. Les coûts évités seront gagnés après 2020.

Pour conclure, si vous approuvez ce dossier, cela nous permettra d'investir pour produire moins et pour trier davantage. Ce sera ensuite, comme on le voit, un gain de 2 millions par an à partir de 2020. Merci.

Monsieur le Président

Madame Barthas-Orsal, je vous félicite pour cet exposé très clair. Vous m'avez espanté. Allez-y, je vous en prie.

Chantal CLARAC

Monsieur le Président, chers collègues. Présentée dans le cadre de notre candidature à un territoire économe en ressources, cette délibération a largement été développée en commission. L'exposé de Madame Barthas-Orsal a été particulièrement intéressant et je l'en remercie. Tous les aspects y ont été abordés en insistant sur les enjeux à long terme. Ce n'est pas un compliment de circonstance mais un élément qui étayera la suite de mon propos, court je vous rassure.

Je me limiterai à la partie DMA (déchets ménagers et assimilés) qui touche au plus près l'élue de terrain que je suis puisque c'est le quotidien des citoyens que je côtoie. Depuis longtemps convaincue de la nécessité du tri des déchets ménagers, je constate qu'il reste encore à convaincre sur le terrain, bien qu'un long chemin ait déjà été parcouru. Nous savons que les DMA ne sont qu'une partie des déchets à traiter cependant la loi de Transition énergétique pour la croissance verte a fixé un objectif sur cette part : soit -10 % entre 2010 et 2020. Nous pouvons nous féliciter d'avoir déjà atteint 14 %.

Si je fais un lien entre forme et fond de l'exposé de Madame Barthas, c'est pour insister sur l'importance d'une communication claire, originale et percutante pour convaincre et susciter l'adhésion de tous. Compte tenu des enjeux environnementaux et économiques, nous savons qu'il faut continuer à faire évoluer les comportements citoyens comme cela a déjà été engagé depuis fort longtemps. Monsieur Boileau aurait pu dire : ce qui s'énonce clairement se conçoit mieux. C'est ce type de communication qui est envisagée dans la délibération, comme cela a été fait dans le passé.

Je crois fermement à l'intérêt d'une participation de tous les acteurs de terrain et porteurs de projets dans ce domaine et, pourquoi pas, certaines associations de celles qui sont dans la réflexion et l'action et bien évidemment dans un esprit de coopération positive dans l'intérêt général. Mon parcours me permet de penser que certaines associations peuvent être complémentaires et se révéler des laboratoires d'idées à ne pas négliger.

C'est pourquoi, je voterai favorablement pour le financement nécessaire à la réalisation du programme d'actions, de sensibilisation envisagé pour la partie DMA sous toute forme qui présenterait un intérêt pour notre objectif.

Merci de votre attention.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Chantal Clarac. Merci de votre intervention. Monsieur Pastor.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, chère Valérie, je voudrais profiter de cette délibération pour vous dire que j'ai eu l'occasion, avant-hier, de me rendre dans la déchetterie non pas Castries – Baillargues mais Baillargues- Castries car elle se trouve sur la commune de Baillargues. Je ne sais pas si tu y es allé mais tu dirais certainement la même chose que moi...

Propos hors micro

Gilbert PASTOR

Non. Vous savez que c'est une longue histoire. Elle a été construite par le District et Castries n'était pas dans le District. C'est pour cela qu'elle a été construite sur la commune de Baillargues. Par contre, Frêche m'avait

donné l'autorisation, avait accueilli sur le District alors qu'on n'y était pas encore. C'était en 1993. Il m'a fallu attendre 2002 pour y rentrer.

La déchetterie avait vraiment besoin d'un coup de lifting et c'est particulièrement réussi. Je voudrais remercier les services. On les avait un petit peu secoués avec Jean-Luc, il y a un an, quand il nous avait proposé le dossier qui ne nous allait pas. Mais là, Jean-Claude, c'est parfait. Je tenais à le dire car quand ça ne va pas on le dit et il faut dire aussi quand ça va. Je suppose que Jean-Luc dira la même chose. C'est parfait.

Par contre, je voudrais attirer l'attention de Valérie sur une chose. Elle a parlé de passer des accords avec le bâtiment. Il faut être conscient d'une chose : c'est qu'il faut trouver un point médian qui satisfasse à la fois les maçons et l'environnement car si on met des participations trop élevées, les gars vont benner dans notre garrigue. Et Dieu sait que tu en sais quelque chose puisque la dernière fois on n'en a eu pour 8 000 ou 9 000 € pour les enlever.

C'est un équilibre difficile à atteindre mais il faut avoir ça à l'esprit car c'est vraiment la plaie de tous nos villages. Les gars, ils n'hésitent pas. Si encore ils les mettaient le long de la route, ça irait mais ils n'hésitent pas à rentrer. Heureusement, on a un DGS qui court dans la garrigue et qui découvre sur ma commune des dépôts sauvages. C'est quelque chose qu'il faut vraiment avoir à l'esprit et qu'on subit tous et qui coûte un fric fou quand ce n'est pas de l'amiante qu'on retrouve.

En tout cas, bravo. En tout cas, on inaugure la déchetterie à 9 h 30....

Monsieur le Président

Le 10 janvier. Je serai présent.

Gilbert PASTOR

Merci.

Monsieur le Président

Madame Touzard puis Monsieur Meissonnier.

Isabelle TOUZARD

C'est simplement pour vous remercier et remercier Madame Barthas de ce projet qui est vraiment très important pour la Métropole. J'y mets beaucoup d'espoir. Les défis sont énormes. Il faut insister sur la question de la limitation à la source des déchets.

Je reviens sur les déchets ménagers : 90 % de nos courses sont faites dans les supermarchés. Nos déchets viennent donc de là. Nous avons à un moment une charte avec eux pour limiter la production d'emballages car quand on achète, on achète les emballages et ils se retrouvent dans la poubelle grise ou jaune selon le type d'emballage et c'est au final, le consommateur et la Métropole qui paient le traitement de ces déchets. Est-ce que quelque chose est prévu au niveau de la limitation à la source de ces déchets ?

J'ai une deuxième question corollaire : on nous avait annoncé un Plan de réhabilitation de l'ensemble des déchetteries jusqu'à 2020. Peut-on prendre deux minutes pour faire un point sur son avancement ?

Monsieur le Président

J'avais justement l'intention de vous le dire : le 10 janvier à 9 h 30, nous inaugurerons la déchetterie de Castries – Baillargues ou de Baillargues – Castries, comme vous voulez, et le 19, nous inaugurerons celle de Lavérune chez Roger Caizergues. Il y en a deux par an à peu près jusqu'en 2020. C'est ça ?

Propos hors micro.

Monsieur le Président

Quatre par an. Monsieur Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, je voudrais féliciter bien sûr Valérie pour son rapport qui est très clair et qui prouve que le problème des déchets est traité à bras-le-corps par la Métropole depuis de nombreuses années. Je voudrais relever ce que vient de dire mon collègue Maire et ami Gilbert Pastor sur la qualité de la restauration, de la réhabilitation, de la déchetterie de Baillargues – Castries ou de Castries – Baillargues. Il est très important

de savoir quelle va être admirée par un grand nombre de personnes dès la fin de l'été prochain puisqu'il y aura la déviation de Castries qui sera livrée et plus de 10 000 véhicules passeront devant la déchetterie pour venir vers Baillargues.

Ils pourront l'admirer bien sûr mais j'attire votre attention sur le fait que ce sera très accidentogène et qu'il faudra régler le problème très rapidement. Car outre asphyxier Baillargues avec la livraison de la déviation de Castries, il faudra s'activer aussi pour trouver des moyens de délestage sur le territoire de Baillargues par rapport à cette déviation de Castries. Mais nous aurons un point positif : c'est de pouvoir, sur ces 10 000 véhicules, s'arrêter un peu de temps en temps et regarder sur la gauche et admirer la déchetterie de Baillargues qui sera vraiment une déchetterie qui sera citée en exemple. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Vous venez de me donner une idée Monsieur Meissonnier. Pourquoi ne feriez-vous pas du Street Art sur cette déchetterie ? Je n'ai rien à dire sur les autres communes mais comme cette déchetterie appartient la Métropole...

Jean-Luc MEISSONNIER

Oui tout à fait. D'autant que nous pourrions récupérer de nombreux artistes qui se produisent à Pérols qui font sur les murs de belles prestations. Nous pourrions en profiter et cela ralentirait peut-être la vitesse pour éviter que ce soit accidentogène. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Monsieur Segura.

Noël SEGURA

Je reviens sur une question que j'avais posée au bureau des Vice-Présidents sur le tri dans les aires des gens du voyage. Aujourd'hui, on amène des bennes et ces personnes, quand elles arrivent sur le terrain, ne trient pas. Il est difficile de demander à un administré de trier. Peut-être, comme ce que disait ma collègue Chantal, il faudrait passer par l'éducation.

Monsieur le Président

Je suis d'accord avec ça. Je mets aux voix.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°81 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – CONTRAT AVEC LA SOCIÉTÉ CITEO POUR LE SOUTIEN À LA VALORISATION DES EMBALLAGES MÉNAGERS ET PAPIERS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Madame Barthas ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°82 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – CONVENTION DE GESTION PAR LA VILLE DE MONTPELLIER AU BÉNÉFICE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE CONCERNANT LA COLLECTE DES DÉCHETS DES HALLES ET MARCHÉS ET L'IMPLANTATION ET LA MAINTENANCE DE CORBEILLES À PAPIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°83 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT (SMTCH) - CONVENTION DE COMPENSATION TARIFAIRE DES

**DÉPLACEMENTS URBAINS SUR LE RÉSEAU DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTRO-
POLE RÉALISÉS PAR LES ABONNÉS « LIBRE CIRCULATION » (EX ZAZIMUT) EN JUILLET
ET AOÛT 2017 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président
Oui, Monsieur Calvat.

Renaud CALVAT

Vous avez raison d'être prudent Monsieur le directeur des services puisque je suis salarié en disponibilité de cette institution.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. R. CALVAT, Mme T. DASYLVA, M. P. DUDIEUZÈRE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, M. J.-M. LUSSERT, M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. MOYNIER, M. J.-P. RICO, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**AFFAIRE N°84 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTIONS DE FONDS DE CONCOURS
ENTRE LA MÉTROPOLE ET LES COMMUNES DE RESTINCLIÈRES, SAINT-DRÉZÉRY, SUS-
SARGUES - ABROGATION DE LA CONVENTION AVEC CASTELNAU-LE-LEZ - APPROBA-
TION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président
Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°85 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – COMMUNE DE SAINT DRÉZÉRY - CONVENTION
TRIPARTITE DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LE SYNDICAT MIXTE HÉRAULT
ÉNERGIES, LE SYNDICAT D'ÉLECTRICITÉ DE LA RÉGION NORD EST DE MONTPELLIER
ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

[M. Y. PELLET](#) entre en séance.

Monsieur le Président

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. J.-M. ALAUZET, Mme T. DASYLVA, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, M. P. KRZYZANSKI, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, Mme J. GALABRUN-BOULBES.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**AFFAIRE N°86 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS
ENTRE LA MÉTROPOLE ET LA COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ - AUTORISATION DE SI-
GNATURE**

Monsieur le Président
Monsieur le Maire de Prades-le-Lez.

Jean-Marc LUSSERT

Monsieur le Président, simplement pour dire qu'une erreur s'est glissée dans la délibération. Le fonds de concours qui est proposé au vote de notre assemblée a été déjà soumis au Conseil municipal de Prades-le-Lez le 5 juillet et non pas le 19 décembre.

Monsieur le Président
D'accord. On modifie.

Jean-Marc LUSSERT

Ce n'est pas toujours facile...

Monsieur le Président

05/07. Sous réserve de la modification apportée par le Maire de Prades-le-Lez, je vous propose de mettre aux voix l'affaire 85 (devenue 86 avec l'ajout d'une affaire supplémentaire).

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité, avec une modification demandée par JM LUSSERT concernant la date du Conseil municipal ayant approuvé le versement de ce fonds.

Monsieur le Président

C'est la dernière affaire à l'ordre du jour, ne partez pas. La Métropole n'avait pas d'ouvrage. Nous avons réalisé un très beau avec un éditeur gardois sur la Métropole « la Métropole des villes et villages » dans lequel sont représentées toutes les communes et qui s'appelle « Montpellier citoyenne du monde ».

Vous en trouverez un exemplaire pour chacun des élus à la sortie. Je voulais vous le dire avant pour que vous puissiez en prendre un. Parfois vous sortez comme des avions et vous oubliez de prendre les cadeaux de la maison.

AFFAIRE SUPPLEMENTAIRE : HORS COMMISSION – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

C'est la dernière affaire à l'ordre du jour, il s'agit de proposer un soutien aux manifestations par des attributions de subventions pour les congrès :

- le colloque international la Face cachée des cartes, 1 000 €
- le congrès international aqua 2018, 30 000 €
- pour les rencontres nationales de l'ingénierie territoriale, 15 000 €
- Nova médica, 40 000 €.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Je vous souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année. Je vous rappelle que les vœux de la Métropole auront lieu le 15 janvier à 18 heures au Quorum. Merci à tous et bonne fête.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.